

LA VERITE

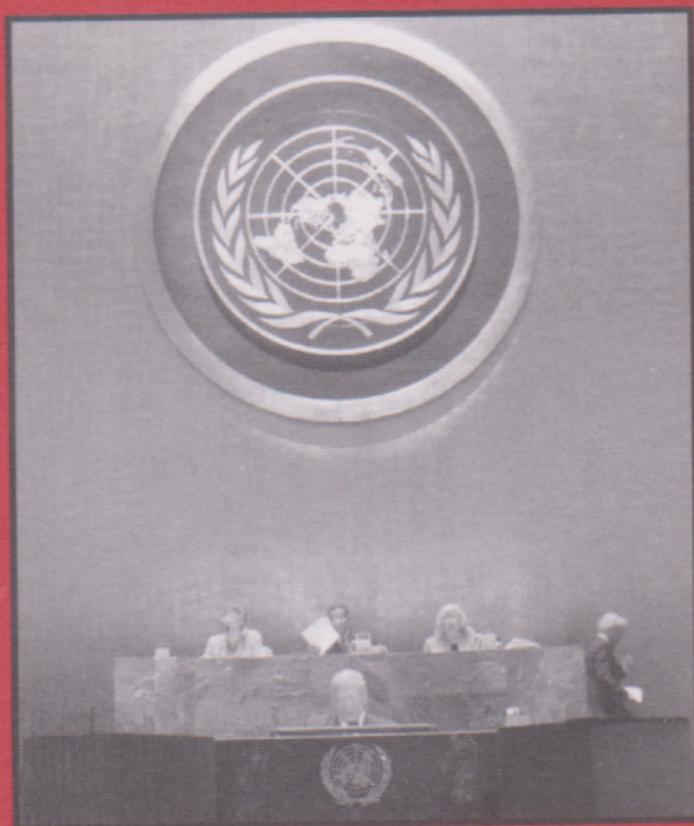
REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



L'enjeu des élections au Zimbabwe



Paysans noirs au Zimbabwe réclamant la terre.



Réforme de l'ONU et "nouvelle gouvernance"

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales**
Bush et la “révolution démocratique mondiale” p. 3
(Par Daniel Gluckstein)
- **L’enjeu des élections au Zimbabwe** p. 13
(Par Tiyani Lybon Mabasa)
- **Tribune libre : contribution d’un syndicaliste du Liban** p. 21
- **Kirghizstan : un nouveau pas dans la politique américaine de dislocation des républiques de l’ex-URSS** p. 25
(Par Ilya Kamarinski)
- **A propos des développements de la situation en Europe** p. 29
(Par Marc Lacaze)
- **La “gouvernance mondiale” menace le mouvement ouvrier organisé, les nations et la démocratie** p. 37
(Par Olivier Doriane)
- **L’impérialisme américain redéploie ses bases militaires à travers le monde** p. 51
(Par Alan Benjamin)
- **A propos de l’“autogestion” et de l’“économie solidaire”** p. 55
(Par Jean-Pierre Raffi)

- **Quelques informations
sur la politique
du Secrétariat unifié** p. 67
- **Il y a soixante ans,
un déluge de bombes
s'abattait sur Dresde** p. 73
(Par Werner Uhde)
- **Notre histoire**
**L'action de la IV^e Internationale
à la fin
de la Seconde Guerre mondiale** p. 79
(Par François Forgeue)
- **L'hommage rendu
au camarade Miguel Cristobal** p. 93

Notes éditoriales

Bush et la “révolution démocratique mondiale”

Deux ans se sont écoulés depuis l'entrée des troupes américaines à Bagdad.

Le sort de l'Irak indique-t-il “l'avenir” réservé à l'ensemble des nations du monde par le régime putréfié fondé sur la propriété privée des moyens de production ?

C'est un fait : la destruction de la nation irakienne suit son cours. Le 12 avril, George W. Bush a livré toute la portée mondiale de sa politique, inscrivant “*l'établissement d'un Irak libre au cœur du Moyen-Orient*” dans une stratégie plus globale appelée “*la révolution démocratique mondiale*”.

Révolution démocratique mondiale ! Il fallait l'oser ! “*Dès le début, notre objectif était de promouvoir la démocratie en Irak*”, a précisé Bush, qui n'en a pas pour autant annoncé le moindre calendrier de retrait des troupes américaines. 140 000 soldats sont actuellement déployés en Irak, plus d'un demi-million dans le monde, 1 100 bases militaires américaines quadrillent la planète (*lire l'article d'Alan Benjamin*) ! C'est au prix d'une occupation militaire croissante, d'une militarisation de toute la société américaine et du monde, c'est sous les bombes, les massacres, la dislocation des nations que s'opère cette prétendue “marche à la démocratie”.

“Révolution démocratique mondiale” !

Sur tous les continents, la dislocation des nations est à l'ordre du jour

Que se passe-t-il aujourd'hui sur le continent africain ?

Le verdict adopté par la deuxième session du Tribunal international chargé de juger les responsables de l'évolution meurtrière imposée aux travailleurs et aux peuples d'Afrique, tenue à Madrid le 18 mars 2005, contient les informations suivantes (1) :

“L'Afrique est le continent qui paye un des plus lourds tributs aux maladies infectieuses : la tuberculose, le Sida et le paludisme ont fait six fois et demi plus de victimes que toutes les guerres dans le monde depuis 1945. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : deux millions de morts du Sida, 64 millions de séropositifs. Un million de morts du paludisme, 40 millions de malades. Un million de morts d'infections des voies respiratoires, 35 millions de malades. L'espérance moyenne de vie des Africains va descendre en 2015 à 33 ans, d'après un rapport de l'OMS. Ce rapport indique que la responsabilité de cette situation vient de la disparition des systèmes de santé performants. La responsabilité du développement des épidémies est le déplacement de populations, l'effondrement des économies, la détérioration des conditions d'hygiène qui découle des points précédents.

Bien souvent, dans le passé, l'humanité a été confrontée à des catastrophes : la peste, la variole, le choléra, les famines. L'humanité n'avait pas les moyens techniques et scientifiques de lutter contre ces fléaux. Mais nous constatons aujourd'hui que tel n'est pas le cas ; nous constatons également que, malgré les guerres, l'effondrement des économies, le pillage des ressources, l'Afrique continue à être spoliée de ses capitaux, qui seraient encore largement suffisants pour empêcher la catastrophe.

Ainsi, concernant la vaccination contre les maladies infectieuses, le traitement du paludisme, le traitement du Sida, l'Afrique, par ses seules ressources, si elles n'étaient pas drainées chaque année hors du continent vers les coffres du FMI, pourrait faire financièrement face.

En 1995, le BIT estimait le nombre d'enfants qui travaillent à 250 millions, dont 80 millions en Afrique subsaharienne. Selon les estimations, en 2000, il y avait 350 millions

(1) Publié dans le bulletin de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, n° 123-124 (22-29 mars 2005).

d'enfants qui travaillaient dans le monde, dont 210 millions de 5 à 14 ans et 170 millions entre 15 et 17 ans. Cette situation monstrueuse est inacceptable. Les enfants qui travaillent subissent chaque jour plusieurs formes de violences. Des millions sont considérés comme des esclaves dans le secteur agricole, les services domestiques, dans les carrières. Pendant les conflits, les enfants sont volés à leurs parents et sont enrôlés de force, et ils sont formés par des criminels qui exercent sur eux un véritable droit de propriété. Il y a 300 000 enfants soldats, dont 120 000 en Afrique : ils sont parfois éclaireurs, cuisiniers et quelquefois tueurs."

Un rapport de l'OMS, intitulé "Donnons sa chance à chaque mère et à chaque enfant" (7 avril 2005), révèle qu'en Afrique, une femme sur 16 meurt à cause de sa maternité, contre une sur 2 800 dans les pays les plus riches.

L'OMS prévoit également qu'en 2005, "11 millions d'enfants de moins de cinq ans vont mourir de causes en grande partie évitables. Parmi eux, quatre millions de nourrissons ne survivront pas au-delà de leur première année."

Au cours de sa vie, une femme africaine sur cinq perd un enfant, alors que ce risque est de un sur 125 dans les pays les plus développés.

Qui osera, dans ces conditions, prétendre que le mouvement des paysans zimbabwéens s'emparant des terres pour vivre n'est pas légitime ? Qui osera prétendre que les mots d'ordre "La terre d'Afrique au peuple noir", "République noire", ne sont pas d'une brûlante actualité ? Et pourtant, comme on le lira dans l'article de Lybon Mabasa, l'administration américaine et les gouvernements des autres pays impérialistes n'ont de cesse de vouloir, par tous les moyens, déstabiliser le Zimbabwe.

"Révolution démocratique mondiale" ?

Au Moyen-Orient, le "plan de paix" élaboré sous l'égide de l'administration Bush prétend imposer une "solution" qui fermerait la porte définitivement à la revendication du droit au retour sur leurs terres et dans leur maison de tous les réfugiés palestiniens. Le plan Bush, avalisé par Sharon et Abbas, consacrerait l'enfermement du peuple palestinien dans des réserves totalement dépendantes du maintien du cadre oppressif et discriminatoire de l'Etat d'Israël fondé sur des principes théocratiques !

Ainsi, le peuple palestinien se voit de nouveau nier le droit à la nation. Ainsi, est écartée la seule issue conforme à la démocratie — la constitution d'une Palestine laïque et démocratique intégrant toutes les composantes, juive et arabe, sur le territoire historique de la Palestine (2).

Et dans le cadre du "Grand Moyen-Orient" (3), s'étend au Liban l'offensive mettant en cause toutes les nations de la région (*lire la correspondance à ce sujet dans ce numéro*).

"Révolution démocratique mondiale" ?

En Amérique latine, à nouveau, en ce mois d'avril, après le Venezuela, l'Argentine, le peuple d'Equateur a dû se soulever pour chasser le président de la République. Celui-ci, pourtant, avait été porté au pouvoir il y a quelques années pour satisfaire les exigences de souveraineté nationale. Mais, dès lors qu'il a accepté de souscrire aux exigences du Fonds monétaire international (sous contrôle du capital financier américain), il a tourné toute sa politique contre les intérêts de la nation, provoquant ce nouveau surgissement révolutionnaire.

Qui donnera tort à l'Organisation socialiste révolutionnaire des travailleurs d'Equateur (section équatorienne de la IV^e Internationale), qui, dans une déclaration datée du 20 avril, affirme :

"Pour faire respecter la volonté populaire, il faut la dissolution du Congrès national et l'instauration immédiate d'une Assemblée nationale constituante donnant tout le pouvoir au peuple. Une Assemblée constituante souveraine pour refonder le pays. Une Assemblée constituante du peuple, c'est le peuple, dans les rues, d'où peut être tirée la souveraineté. C'est la souveraineté du peuple qui doit être respectée. C'est le peuple qui doit assumer le pouvoir, le peuple qui doit décider des élections anticipées. Assemblée constituante pour résoudre les problèmes de la nation. Ce dont le peuple a besoin, c'est

(2) Lire la revue *Dialogue*, revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine.

(3) Lire l'article d'Amira Salem dans le précédent numéro de *La Vérité*.

de la souveraineté, de l'indépendance vis-à-vis de la politique du traité de libre commerce. C'est l'arrêt du paiement de la dette externe et des plans du FMI, de la Banque mondiale, et l'arrêt des plans de guerre contre le peuple frère de Colombie."

"Révolution démocratique mondiale" ?

Semaine après semaine, l'impérialisme américain étend les tentacules de son contrôle militaire, économique et politique, sur un nombre grandissant de républiques issues de l'ex-URSS.

Dans le dernier numéro de *La Vérité*, nous avons souligné la signification de l'implication croissante de l'impérialisme américain dans le processus en Ukraine.

Depuis, le Kirghizstan a connu la prétendue "révolution des tulipes"... appuyée sur 7 000 ONG étrangères implantées dans le sud du pays (*lire l'article sur le Kirghizstan dans ce numéro*).

Les événements ne font que s'accélérer.

Le 19 avril, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, s'est rendue en Russie, première visite officielle après la prétendue "révolution" des tulipes. Une visite sur fond de grandes manœuvres visant à préparer le voyage de Bush dans ce pays en mai.

Le 12 avril, une semaine plus tôt, le secrétaire d'Etat à la Défense, Donald Rumsfeld, effectuait sa troisième visite en quinze mois en Azerbaïdjan (où des élections sont prévues en novembre). Dans ce pays, le Pentagone est en train de mettre en place un centre opérationnel pour une force de réaction rapide impliquant les pays riverains de la Caspienne, et chargée d'assurer la sécurité des infrastructures pétrolières. Selon le *Wall Street Journal*, les États-Unis envisageraient de dépenser jusqu'à 100 millions de dollars pour ce projet intitulé "Garde de la Caspienne", qui touche à une zone stratégique bordant l'Iran.

Au même moment, le conseiller de Bush pour ex-l'URSS, Steven Mann, se rendait à Tbilissi, en Géorgie, pour "dissuader" la Géorgie de privatiser son réseau de gazoducs au profit de la société étatique russe Gazprom. Il est vrai que la Géorgie est le point de départ de l'oléoduc Bakou-Ceylan, qui doit entrer en fonction à la fin de l'année 2005, permettant, grâce aux travaux soutenus par les États-Unis, d'évacuer le pétrole d'Asie centrale en contournant la Russie...

Et le 22 avril prochain, l'alliance régionale nouée en 1997, sous l'égide de l'impérialisme américain, et connue sous le nom de GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie), tiendra un sommet à Chisinau (Moldavie), le premier sommet depuis deux ans...

"Révolution démocratique mondiale" ?

L'impérialisme excelle dans le contre-emploi des mots. Le précédent numéro de *La Vérité* signalait que, selon la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, la politique des États-Unis visait à "répandre la liberté" dans le monde. Nous avions traduit que cette politique, visant en fait à "répandre la liberté" par le fer, le feu, le sang, s'apparentait en réalité à ce que Lénine appelait "la liberté du renard dans le poulailler".

"Révolution démocratique mondiale" ?

C'est la contre-révolution que l'administration Bush répand dans le monde entier, une contre-révolution qui sape les bases de la démocratie, disloque les nations et menace les piliers de la civilisation humaine !

Et c'est précisément pour cela, en réaction au processus contre-révolutionnaire engagé sous l'égide de l'impérialisme américain et en dépit des conditions effroyables imposées aux masses exploitées et opprimées, que mûrissent en profondeur les processus de la révolution prolétarienne.

La "Constitution" européenne au service des intérêts de l'impérialisme américain

L'Europe est à la veille d'un tournant majeur de son histoire (*on lira l'article de Marc Lacaze*). Quel qu'en soit le résultat, le référendum du 29 mai en France a d'ores et déjà des répercussions européennes et mondiales.

C'est de lutte de classe qu'il s'agit, même si la forme peut sembler électorale. Ce qui cherche à s'exprimer sur le terrain, certes déformé, d'un référendum, c'est la révolte des

forces productives, condamnées par un capitalisme putréfi à une décomposition sans fin. C'est cela qui bouleverse la donne politique mise en place par tous les partis, formations, gouvernements, institutions attachés à la préservation de l'"ordre" fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Nous avons été amenés, dans les précédents numéros de notre revue, à expliquer le contenu de la prétendue Constitution européenne.

Il est nécessaire d'y revenir ici sous un angle particulier. Cette "Constitution" européenne s'est constituée sous l'emprise directe des exigences du capital financier nord-américain. Loin d'être, comme certains le prétendent, un pas dans la direction d'une prétendue souveraineté européenne, qui pourrait faire contre-poids à la toute-puissance américaine, elle est au contraire un instrument du démantèlement des formes de la démocratie politique et de la souveraineté des nations d'Europe.

Les Constitutions des régimes fondés sur la démocratie politique sont en général des documents assez courts, qui définissent la souveraineté, les formes d'organisation du pouvoir politique (avec les modalités d'élection de ses représentants dans les assemblées, d'où découle la légitimité du gouvernement) et les libertés et garanties fondamentales. Quelles que soient les variations, importantes, d'un régime à l'autre et d'un pays à l'autre, toutes les Constitutions de ce type conservent des marques, des segments de la démocratie politique, démocratie politique qui fait procéder le pouvoir exécutif d'une certaine forme (même limitée) d'expression souveraine du peuple dans le cadre de la nation.

La prétendue Constitution européenne est un document de 483 pages d'où le mot "souveraineté" est absent. En revanche, un mot — généralement ignoré des Constitutions — y est inscrit à 599 reprises : le mot "banque".

"Le système européen de banques centrales est dirigé par les organes de décision de la Banque centrale européenne. L'objectif principal du système européen de banques centrales est de maintenir la stabilité des prix", stipule la "Constitution" européenne (article I-30), qui précise :

"La Banque centrale européenne (...) est indépendante dans l'exercice de ses pouvoirs et dans la gestion de ses finances. Les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que les gouvernements des Etats membres respectent cette indépendance."

Cette "indépendance" de la Banque centrale européenne vis-à-vis des gouvernements et des institutions de l'Union européenne signifie-t-elle qu'elle soit indépendante dans l'absolu ? Certainement pas. Si la Banque centrale européenne a pour vocation de maintenir en toute circonstance la stabilité monétaire, il en découle que la seule "variable d'ajustement" à sa disposition, c'est de "jouer" sur la valeur de la force de travail. Le dogme de la stabilité monétaire érigé en un principe constitutionnel incontournable (fait, à notre connaissance, sans précédent) a comme conséquence obligée une offensive constante, "constitutionnellement impérative", contre le "coût du travail", c'est-à-dire contre la valeur reconnue à la force du travail comme résultat de la lutte de classe. Toutes les politiques de déréglementation des droits ouvriers, de privatisation, de destruction des conquêtes, droits et garanties collectives, et des organisations ouvrières procèdent de ce dogme inscrit dans la "Constitution", et y sont d'ailleurs explicitement inscrites.

La valeur d'une monnaie s'exprime toujours dans un équivalent déterminé. Ce fut l'or jusqu'en 1944. Puis, les accords de Bretton Woods (1944) conférèrent à la monnaie américaine un rôle particulier d'intermédiaire entre l'ensemble des monnaies et leur équivalent général, qui restait cependant l'or. Ultérieurement, la déclaration du président américain Richard Nixon, le 15 août 1971, décrétait la fin de la convertibilité du dollar en or. Depuis cette date, donc, c'est le dollar qui sert d'équivalent dans lequel les autres monnaies fixent leur cours.

Mais le dollar lui-même est un instrument des intérêts bien compris de la classe capitaliste américaine. Son cours est un cours forcé. Les variations du dollar — dont la valeur exprimée en francs français a varié dans les 25 dernières années de 4 à 11 francs — ne sont pas d'abord le reflet du développement de l'économie américaine ou de l'accroissement de sa productivité ; elles sont l'expression de la politique que la classe capitaliste américaine, par le biais de son administration politique, estime la plus conforme à ses intérêts.

On en arrive donc à une situation sans précédent de subordination monétaire, économique et politique. D'un côté, le dollar est orienté à la hausse ou à la baisse au gré des besoins bien compris de la bourgeoisie américaine, qui joue, à cet effet, sur les taux d'intérêt. Mais l'euro, lui, se voit interdire toute fluctuation, puisque les institutions européennes et les gouvernements des pays d'Europe sont interdits d'intervention auprès de la BCE (à la différence de l'administration américaine, qui pèse sur les décisions de la Réserve fédérale). Cette stabilité impérative de l'euro est donc, au bout du compte, un instrument au service, non pas d'une hypothétique bourgeoisie européenne qui n'existe pas, mais des intérêts du capital financier américain, qui se sert de l'euro comme d'un pivot autour duquel il fait monter ou descendre le cours de sa monnaie, au gré de ses besoins propres.

Et les conséquences de ces variations, ce sont les travailleurs et les peuples d'Europe (*et aussi des Etats-Unis, voir plus loin*) qui vont les payer.

On le voit : la "révolution démocratique mondiale" de Bush prend aussi le visage de cette "Constitution" européenne destinée à briser la souveraineté des nations et à permettre que soit brisée la principale force productive, la classe ouvrière pour soi, cristallisée à travers ses conquêtes, ses institutions et ses organisations. La "Constitution" européenne est une machine à détruire les forces productives en ceci que la valeur socialement reconnue de la force de travail s'oppose aux besoins grandissants d'un capital financier aux abois, qui, ne disposant pas suffisamment de marchés où valoriser son capital, ne peut le faire qu'au prix de la destruction en masse des forces productives.

On comprend pourquoi la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, lors de son passage en France au début de l'année, a apporté le soutien des Etats-Unis à la "Constitution" européenne.

On comprend aussi pourquoi la question des délocalisations et de la destruction des emplois est au cœur de cette prétendue Constitution européenne.

L'une des raisons du rejet massif par la classe ouvrière en France de la "Constitution" européenne, ce sont les conséquences d'ores et déjà constatées de ce processus. Des centaines de milliers d'emplois sont chaque année détruits, dans un premier temps par des transferts massifs d'activités en Europe de l'Est, mais cette "relocalisation" à l'Est est elle-même transitoire (*voir plus loin*).

La "Constitution" européenne stipule :

"L'Union et les Etats membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de l'Union soient assurées. A cette fin, conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels, leur action vise à accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels" (article III-279).

L'article précise que *"la présente section ne constitue pas une base pour l'introduction, par l'Union, de quelque mesure que ce soit (...) comportant des dispositions (...) relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés"*.

Il y aurait donc une obligation "constitutionnelle" à délocaliser ! Il y aurait aussi interdiction "constitutionnelle" d'utiliser les moyens d'Etat (les moyens de la souveraineté des gouvernements, par exemple par des aides publiques) pour s'opposer aux suppressions d'emplois.

"Sont incompatibles avec le marché intérieur les aides accordées par les Etats membres ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions" (article III-167).

On pourrait ainsi citer des dizaines d'articles de cette prétendue Constitution. Tous ont en commun d'aiguiser des armes destinées à détruire la force de travail par le démantèlement de toutes les conquêtes, droits et garanties qui font que la classe ouvrière est classe ouvrière pour soi, appuyée sur les institutions qui garantissent la valeur de la force de travail.

Dans le rejet massif de la "Constitution" européenne s'exprime donc une puissante aspiration du peuple travailleur et de la jeunesse à ne pas être détruits, tout simplement.

La "Constitution" européenne prétend imposer une même destruction des forces productives à tous ses membres, y compris les dix nouveaux entrants venus de l'Est de l'Europe.

Incroyable mais vrai : elle planifie dans le détail la liquidation de l'industrie dans les pays de l'Est. La "Constitution" européenne consacre plusieurs articles aux "*dispositions relatives à la restructuration de l'industrie sidérurgique tchèque*", dont l'article 42 (du protocole annexé n° 9), qui stipule :

"La restructuration du secteur sidérurgique tchèque (...) doit être achevée au plus tard le 31 décembre 2006 (...). La réduction nette de capacité à laquelle doit parvenir la République tchèque pour les produits finis sur la période 1997-2006 correspond à 590 000 tonnes. La réduction de la capacité est mesurée uniquement sur la base d'une fermeture définitive des installations de production, par une destruction physique d'une ampleur ne permettant pas de les remettre en service."

Aucun détail n'échappe à la fureur destructrice de la "Constitution", qui précise, usine par usine :

"Nova Hut doit évoluer et s'orienter vers la commercialisation plutôt que vers la production (...). Le plan d'entreprise relatif à l'entreprise bénéficiaire Vitkovice Steel est mis en œuvre. En particulier, le laminoir Duo doit être fermé de façon permanente pour le 31 décembre 2006 au plus tard (...). Le plan d'entreprise relatif à l'entreprise bénéficiaire Valcovny Plechu Frydek Mistek est mis en œuvre. En particulier, les laminoirs à chaud nos 1 et 2 doivent être définitivement fermés à la fin de 2004."

A-t-on déjà vu semblable destruction "constitutionnalisée" ? C'est bien de cela qu'il s'agit, puisque la "Constitution" précise :

"Toute modification ultérieure du plan global de restructuration et des plans spécifiques doit être agréée par la Commission, et, le cas échéant, par le Conseil (c'est-à-dire le sommet des chefs d'Etat européens)."

Faut-il le préciser : le texte de la "Constitution" comprend des articles identiques consacrés à d'autres pays, comme la Pologne, la Lituanie, etc.

Une "Constitution" ? Non ! Un plan de désertification-destruction, dont les maîtres mots sont : rentabilité, surexploitation, destruction des capacités excédentaires de production (et dans ces capacités excédentaires de production, au premier rang, le coût trop élevé de la force de travail).

L'*International Herald Tribune* (16-17 avril) consacre un long article à la question : « *Est-ce que le label "Made in Europe" existera encore d'ici quelques années ?* »

Citant les coûts très bas du travail en Chine ou en Inde, l'article poursuit :

"En France, peut-être plus que n'importe où en Europe, cela exige de reconsidérer l'ensemble de la base industrielle."

Et d'en appeler à des "*décisions politiques douloureuses, mais indispensables*", en particulier "*la réduction des impôts et le démantèlement de la protection sociale*", comme condition pour rester compétitif à l'échelle mondiale.

Répetons-le : ce serait une erreur de croire que cette offensive de destruction des forces productives ne concerne que les pays développés d'Europe de l'Ouest.

La Chine : un nouveau sanctuaire pour le capitalisme ?

On l'a vu : l'Europe de l'Est est frappée. Mais pas seulement ! Au Bangladesh, la production du textile est directement menacée par la fin des quotas de production dans le textile (voir l'article de notre dernier numéro de La Vérité). La Fédération des syndicats des travailleurs du Bangladesh, dans une délibération datée du 15 avril, condamne "*l'assassinat de 50 travailleurs de l'habillement à Narayangonj et de plus de 300 travailleurs à Palashbari*" (50 travailleuses ont brûlé vives dans l'incendie de leur usine le 25 mars et plus de 300 travailleurs sont morts dans l'effondrement d'une usine de 9 étages le 12 avril).

La résolution de la Fédération des travailleurs du Bangladesh signale également :

« Le gouvernement du Bangladesh a annoncé la mise en place de prétendus "comités de travailleurs" dans les zones spéciales produisant pour l'exportation (Exports Processing Zones – EPZ). Notre exigence est que soit autorisée l'activité syndicale régulière dans les EPZ (jusqu'à présent, elle est interdite) sous la loi existante. L'actuelle décision du gouvernement est pire que s'il n'y avait aucun syndicat. Nous dénonçons la

décision gouvernementale et à nouveau nous exigeons des autorités qu'elles autorisent les syndicats dans les EPZ. En rapport avec cela, notre réunion mandate le président et le secrétaire de la fédération pour déposer une plainte formelle à l'OIT pour violation des conventions 87 et 98, qui, pourtant, ont été ratifiées par le gouvernement du Bangladesh (...). La réunion de la fédération condamne la décision du gouvernement du Bangladesh de privatiser et de liquider les 22 entreprises du jute et les 23 entreprises du textile encore en activité. Même si ces entreprises imposent des conditions de travail épouvantables en raison de la politique de l'Etat, nous estimons que le gouvernement n'a pas de mandat pour brader la propriété du peuple à des propriétaires privés. Les membres de notre fédération ont décidé de tout faire pour préparer les mouvements les plus grands pour sauver ces entreprises des appétits féroces des propriétaires privés et du gouvernement à la solde de la Banque mondiale et du FMI. Notre réunion condamne également et s'oppose à la planification de la vente de l'entreprise d'Etat Rupali Bank à un propriétaire privé agissant au compte du FMI. Notre réunion condamne également la désignation d'un consultant étranger dans la banque d'Etat Janata & Agrani. Dans ce cas, c'est là aussi la décision du FMI qui est destructrice pour les intérêts de la nation bangladeshie. »

La marche à la destruction généralisée des forces productives — et singulièrement, dans le cadre du textile, la destruction des capacités de production — passe non seulement par une politique de privatisation généralisée et (derrière la privatisation) de fermeture des entreprises en masse. Elle aboutit également à ce que, pour pouvoir faire face à la compétitivité (et à la concurrence, en particulier de l'industrie textile chinoise), le gouvernement du Bangladesh en vienne à vouloir aligner les conditions de production et le "coût du travail" au Bangladesh sur ceux imposés en Chine. Dans ce but, il va jusqu'à remettre en cause les libertés syndicales. Et pourtant, ces libertés d'organisation sont un acquis de longue date de la nation bangladeshie, arrachées dans le mouvement d'émancipation nationale qui a vu l'indépendance conquise au terme d'une très longue et douloureuse guerre de libération.

Privatisations, liquidation de pans essentiels de l'industrie nationale, remise en cause des droits à l'organisation : ces mesures remettent en cause l'existence même d'une nation souveraine au Bangladesh. Les lois générales de démantèlement des nations imposées par l'impérialisme américain trouvent leur expression sur tous les continents.

Aujourd'hui, la Chine semble le sanctuaire dans lequel l'exploitation capitaliste dispose d'une main-d'œuvre à des prix défiant toute concurrence du fait de l'absence de liberté d'organisation et d'expression.

Certes, les prévisions du FMI présentent la Chine comme un volant d'entraînement de l'économie mondiale. Mais derrière ces prévisions optimistes, il y a une face cachée. L'alliance inédite entre, d'un côté, le capitalisme le plus puissant du monde, et, de l'autre, une bureaucratie qui parasite les rapports sociaux issus de l'expropriation du capitalisme, aboutit à ce que cette dictature stalinienne contre la classe ouvrière chinoise, parasitant les rapports issus de la révolution de 1949, permet au capitalisme le plus puissant de disposer à la fois d'une main-d'œuvre surexploitable parce que privée de droits, et en même temps de se servir de cette possibilité comme d'un levier pour la remise en cause de l'ensemble des droits et des garanties arrachés par les travailleurs dans toutes les régions du monde.

De quelque côté que l'on considère la situation économique mondiale, on en arrive à la Chine. Les comparatifs de coûts de production font que la Chine est à la fois l'ultime frontière d'une possibilité pour le capitalisme en crise de dégager des surprofits par l'exploitation sans limite de la classe ouvrière, et, en même temps, un levier extraordinaire pour la destruction de l'ensemble des conquêtes, droits et garanties constituant les classes ouvrières comme classe à l'échelle mondiale.

En outre, la Chine joue un rôle majeur dans le financement des déficits publics nord-américains, dont on sait qu'ils ne cessent de s'aggraver. Tout cela semble justifier l'optimisme du FMI.

Mais... car il y a un mais...

Les lois de la lutte de classe sont incontournables. C'est par dizaines de milliers, l'an passé, que les autorités chinoises ont dénombré les "incidents sociaux" (grèves, manifestations, etc.).

A propos des manifestations récentes, l'*International Herald Tribune* (15 avril) analyse en ces termes les appels au calme lancés par les autorités chinoises : "Les manifestations anti-japonaises provoquent l'inquiétude ! Si elles échappaient au contrôle ?" C'est toute la question.

Lors de la conférence mondiale de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, à Madrid, un délégué chinois a mis l'accent sur les faits suivants :

"La Chine, avec plus de 300 millions de travailleurs, est devenue l'atelier de travail du monde, et donc se trouve être la cible privilégiée des investissements pour le capital international. Tout comme les travailleurs d'autres pays, les travailleurs chinois souffrent des mêmes maux. Le trait dominant des réformes qui transforment l'économie en économie de marché est que les droits des travailleurs sont constamment remis en cause, c'est pourquoi la protection des droits ouvriers est le problème le plus important pour le développement social et économique, et la stabilité de la Chine (...).

Dans le monde actuel, c'est seulement dans le cadre de la loi que les droits ouvriers peuvent être protégés grâce aux efforts et à la force de la classe ouvrière. L'Organisation internationale du travail, qui se donne pour but essentiel la protection des travailleurs, représente l'outil légal le plus puissant pour faire respecter les droits ouvriers (...).

Un élément essentiel pour le mouvement ouvrier international sera que les travailleurs de tous les pays se saisissent de l'Organisation internationale du travail comme d'une arme pour se battre pour leurs droits. Je crois que le combat international des travailleurs permettra de changer le statu quo de la mondialisation de l'économie et d'aboutir à un monde plus équitable et plus harmonieux."

Il y a une profonde unité dans la lutte de classe mondiale. L'offensive visant à remettre en cause l'existence de la classe ouvrière comme classe se dresse contre toutes les nations, contre toutes les classes ouvrières, y compris la classe ouvrière des Etats-Unis. Les Etats-Unis sont au 49^e rang mondial pour l'alphabétisation (*New York Times*, 12 décembre 2004), au 37^e rang mondial du point de vue de la situation sanitaire d'ensemble de leur population, au 54^e rang mondial pour l'accès à un système d'assurance maladie équitable (sources : OMS).

Selon le *New York Times* (12 janvier 2005), l'absence de toute couverture maladie (précisons : les Etats-Unis sont l'un des très rares pays au monde qui ne fournissent aucune forme d'assurance maladie pour l'ensemble de la population) est directement responsable chaque année du décès de 18 000 Américains, décès qui pourraient être évités (c'est six fois le nombre de personnes qui ont été tuées dans les attentats du 11 septembre 2001).

Les Etats-Unis sont au 22^e rang mondial pour la proportion d'enfants pauvres et au 41^e rang mondial pour la mortalité infantile (*New York Times*, 12 janvier 2005).

Selon le *New York Times* (22 novembre 2004), 12 millions de familles américaines, soit plus de 10 % de l'ensemble des foyers américains, "continuent à lutter, pas toujours avec succès, pour se nourrir". Le même journal évalue à 3,9 millions le nombre de familles dont les membres ont réellement souffert de la faim dans l'année qui vient de s'écouler.

La nécessité de défendre l'indépendance des organisations ouvrières

L'offensive de démantèlement des forces productives ordonné par un capitalisme exsangue aux abois ne pourrait se déployer sans la mise en œuvre de la politique d'intégration corporatiste des organisations syndicales, dont l'ONU et la Banque mondiale ont fait leur leitmotiv sous couvert de la "nouvelle gouvernance" (*lire l'article d'Olivier Doriane sur la "gouvernance mondiale"*).

Cela est vrai à l'échelle internationale avec les manœuvres en cours sous l'égide de l'ONU visant à modifier le rôle et la place de l'Organisation internationale du travail et à transformer les organisations syndicales représentatives en des ONG chargées de mettre en œuvre la "dimension sociale de la mondialisation".

Cela est vrai sur chaque continent et dans chaque pays. S'agissant de l'Europe, la Confédération européenne des syndicats (CES), fort mal nommée, se voit reconnaître par

la "Constitution" européenne un rôle spécifique de coopération, de corédaction, de coapplication de toutes les mesures et directives de déréglementation et de remise en cause des droits ouvriers. Et cela s'applique ensuite dans chacun des pays concernés.

Il s'agit là d'une question qui a une portée internationale, et dans laquelle, bien évidemment, se trouve posée la responsabilité des appareils qui dirigent les organisations ouvrières. Se trouve posée également la responsabilité de ceux qui, usurpant la référence à la IV^e Internationale, sont aux premiers rangs de la tentative de remettre en cause les principes mêmes qui fondent le mouvement ouvrier.

On lira dans ce numéro de *La Vérité* les articles consacrés à la fois aux prétendus auto-gestionnaires (*lire l'article de Jean-Pierre Raffi*), mais aussi à l'activité concrète menée dans différents pays par les responsables du Secrétariat unifié, selon les informations que les correspondants de différentes sections de la IV^e Internationale nous ont communiquées (*lire page 67*).

Il importe de souligner que cette politique correspond à une stratégie globale. Qu'on nous permette de signaler ici ce passage d'un récent document du Secrétariat unifié, qui résume cette orientation, qui, pour lui, fait figure de stratégie :

« *Le mouvement ouvrier organisé a longtemps joué le rôle de pôle centralisateur dans les pays industrialisés. Ce n'est généralement plus vrai, ou dans une mesure bien moindre (...). Les forums offrent de fait une réponse, au moins temporaire, à la question : comment réaliser la nécessaire convergence des résistances militantes en l'absence de "colonne vertébrale", d'un puissant "centre de gravité" social, clairement défini, visible. Il ne s'agit pas de prétendre que les organisations traditionnelles, dont les syndicats, ne jouent plus de rôle important dans les luttes d'ensemble. Leur présence dans le processus des forums et dans la mobilisation témoigne du contraire. Mais la nature des liens entre mouvement syndical, mobilisations diverses et environnement social se modifie. Les forums sont (ou peuvent être) l'occasion pour les syndicats de prendre la mesure du changement. L'expérience européenne est ici particulièrement éclairante. L'existence du FSE pousse en effet un large ensemble de mouvements à définir un programme d'action commun au niveau proprement européen ; soit précisément ce que les syndicats, seuls, n'ont su faire ces quarante dernières années. La tâche n'est pas simple, le succès n'est pas garanti, mais il est très significatif que la question se pose aujourd'hui dans le cadre offert par les forums. Les forums permettent enfin à de nouveaux militants d'entrer en politique sans avoir à choisir d'emblée un camp "partidaire" (la remarque vaut aussi pour d'anciens militants)* » (4).

Ainsi donc, le Secrétariat unifié revendique ouvertement d'accompagner, voire d'accélérer, le processus de remise en cause de l'organisation de la classe ouvrière dans ses syndicats et dans ses partis, sur le terrain de classe qui est le sien.

Ouvertement, le Secrétariat unifié revendique la dissolution des organisations ouvrières dans le cadre des forums, où elles devraient s'associer dans un "programme commun" à toutes les ONG possibles et imaginables.

Ouvertement, il faudrait renoncer à la dimension "partidaire", c'est-à-dire à l'organisation politique de la classe ouvrière comme classe.

Délibérément, il faudrait se fondre dans un Forum social de Porto Alegre, dont la principale innovation dans sa version de janvier 2005 a été d'inviter à participer officiellement les représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, afin de débattre ensemble des voies et des moyens de "*lutter contre la pauvreté*".

A cela, la IV^e Internationale oppose l'actualité, plus que jamais brûlante, des principes qui ont fondé le mouvement ouvrier.

La section française de la IV^e Internationale prépare une réédition d'un texte fondateur du mouvement ouvrier dans sa dimension consciente, à savoir le *Manifeste du Parti communiste* rédigé par Marx et Engels en 1847-1848.

Du *Manifeste*, nous choisissons, pour conclure ces notes éditoriales, d'extraire ces trois passages.

(4) Revue *Inprecor*, n° 504, d'avril 2005.

Les communistes, écrivent Marx et Engels dans le *Manifeste*, “peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée”. En l’occurrence, il s’agit bien sûr de la propriété privée des moyens de production.

A cet effet, “le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat”.

Pour Marx et Engels, la constitution du prolétariat en classe exigeait de construire les organisations ouvrières, syndicats, partis, qui permettaient à la classe d’être consciente de ses intérêts, consciente de ses responsabilités, consciente du fait que son émancipation comme classe était porteuse de l’émancipation de toute l’humanité.

Cette organisation de la classe ouvrière en classe, Marx et Engels l’opposaient à cette politique mise en œuvre par ce qu’ils appelaient “une partie de la bourgeoisie (qui) cherche à porter remède aux anomalies sociales afin de consolider la société bourgeoise”. Et “dans cette catégorie se rangent (...) les philanthropes, les humanitaires et les gens qui s’occupent d’améliorer le sort de la classe ouvrière, d’organiser la bienfaisance, de protéger les animaux, de fonder les sociétés de tempérance”.

Cela fut écrit en 1847-1848. A croire que Marx et Engels, à 160 ans de distance, avaient pressenti Porto Alegre, forums sociaux et autres affirmations péremptoires et vides de sens sur le fait qu’“un autre monde est possible”... sans que la classe ouvrière s’organise comme classe, s’empare du pouvoir politique et brise le régime de la propriété privée des moyens de production !

Pour ce qui nous concerne, nous resterons sur le terrain de classe, le terrain du marxisme, celui qui considère que l’émancipation de l’humanité passe par l’action pratique et concrète pour aider la classe ouvrière à défendre, à renforcer, à préserver l’indépendance des organisations qu’elle a construites.

Plus que jamais, l’indépendance de classe s’oppose au corporatisme.

Plus que jamais, la lutte de classe est à l’ordre du jour.

L’indépendance du mouvement ouvrier doit être préservée bec et ongles.

C’est la tâche de la IV^e Internationale que d’y contribuer, en toute indépendance.

Daniel Gluckstein

L'enjeu des élections au Zimbabwe

Par Tiyani Lybon Mabasa

Le président Robert Mugabe et son parti, le ZANU PF, tout comme Chavez au Venezuela, ont gagné une élection que l'impérialisme aurait souhaité qu'ils ne gagnent pas. Le résultat des élections législatives du 31 mars dernier avait été décidé par l'impérialisme, plus particulièrement par les impérialismes américain et britannique, longtemps avant l'annonce de la date de l'élection. Leur déclaration était très simple : c'est l'histoire de "face, tu perds, et pile, je gagne", une situation où Mugabe **ne devait pas gagner**. On avait déclaré, bien avant les élections, que si Mugabe gagnait, ces élections ne seraient "*ni libres ni équitables*" ; la seule situation qui aurait été acceptable pour eux aurait été la victoire du MDC (1), le parti d'opposition au Zimbabwe, qui est complètement inféodé à l'impérialisme, engagé dans la trahison selon le vieil adage anglais qui dit : "*Tu trahis quand tu reçois l'argent de l'ennemi.*" Les dirigeants anglais se sont faits l'ennemi du peuple du Zimbabwe et de son gouvernement, d'abord par le fait que la Grande-Bretagne a colonisé ce pays et a infligé au peuple de nombreuses souffrances. Au-

jourd'hui, le gouvernement anglais soutient l'opposition. A cette fin, il a monté des provocations en prêchant "*le chaos et la panique*" de façon à fabriquer un rideau de fumée pour le verdict programmé des élections.

Pourtant, le peuple du Zimbabwe, la majorité des Noirs, les paysans sans terre ont découvert le stratagème et ont voté majoritairement pour Mugabe et son parti, le ZANU PF. Comme au Brésil et au Venezuela, ils ont voté pour défendre ce qui leur reste de services publics et de conquêtes sociales, ils ont donné au gouvernement le mandat de poursuivre la réforme agraire, de saisir la terre sans compensation des mains des fermiers blancs et des grandes entreprises, et de la donner aux paysans noirs sans terre. Ils veulent que le gouvernement Mugabe prenne tout le contrôle de la terre et des richesses du Zimbabwe, et consacre toutes ces ressources au profit des habitants du Zimbabwe. Cela a créé une crise importante pour l'impérialisme. C'est un secret

(1) Mouvement pour le changement démocratique.

de Polichinelle que d'affirmer que les dirigeants américains et britanniques veulent renverser Mugabe et son parti, et, dans certains milieux, ils ont menacé d'utiliser tous les moyens disponibles pour le renverser. Quel est le péché commis par Robert Mugabe ? C'est en grande partie la même question qui est posée au président Chavez au Venezuela.

QUI REMET EN CAUSE LE RESULTAT DES ELECTIONS ?

Il est ironique de penser que les pays où la démocratie est remise en question, et dont la conduite et la pratique du processus électoral sont des plus contestables, se préoccupent des élections au Zimbabwe. L'Union européenne, cette institution "respectable" qui représente les impérialismes européens, quand elle s'est vu refuser le droit d'observer les élections, est allée jusqu'à dire qu'en leur absence, les élections ne pouvaient pas être considérées comme "*libres et équitables*". Voilà un nouvel exemple d'arrogance occidentale et de paternalisme. Le prétendu leader de la démocratie dans le monde, les Etats-Unis, continue à radier des listes électorales des millions de Noirs en les jetant en prison et à voler ouvertement leur vote, comme ils l'ont fait lors de la première élection de Bush. Et pourtant, personne ne dit rien de leur racisme flagrant, personne ne revendique la présence d'observateurs étrangers pour leurs élections. Même après la débâcle de la première élection, quand l'administration Bush a ouvertement triché, il n'y a pas eu de cris de protestation. Pourquoi le Zimbabwe est-il traité différemment ? Est-ce du fait que c'est un pays où la majorité est noire ou est-ce l'effet du racisme blanc inconscient que les Noirs doivent affronter partout dans le monde ? Il est bien connu que le processus de décolonisation en Afrique a une face cachée : les Africains ont gagné leur indépendance sans les terres et la richesse qui devraient l'accompagner. De plus, la tyrannie de la dette extérieure continue à lier le sort des peuples d'Afrique au cordon de la bourse de leurs anciens colonisateurs. Le Zimbabwe n'a

pas fait exception à cet état de choses. Les discussions et le règlement de Lancaster avaient tout particulièrement cet objectif. C'était un stratagème destiné à permettre aux Blancs de consolider leurs positions de privilège et de pouvoir pendant dix ans.

Ce qui est en cause n'a rien à voir avec le nombre d'années que Robert Mugabe a passé au pouvoir. Il y a des dirigeants qui ont assuré la direction de leur pays aussi longtemps, sinon bien plus longtemps que Mugabe, mais on ne dit rien à leur sujet, parce qu'il se trouve qu'ils ont toujours obéi totalement aux diktats de ceux qui s'autoproclament dirigeants du monde. Il n'y avait pas de problèmes avec Mugabe tant qu'il a observé ce que l'impérialisme lui avait prescrit. La question de la pauvreté et de la famine des Noirs n'a jamais intéressé ni inquiété les pays occidentaux. Mais la véritable indépendance, la souveraineté et un gouvernement qui place en priorité les besoins du peuple les inquiètent. C'est exactement là que se situe le paradoxe de la "bonne gouvernance", c'est-à-dire la capacité d'un gouvernement à remplir toutes ses obligations, particulièrement celles de rembourser la dette, et de sa subordination totale à l'économie mondiale sans considération particulière pour les besoins du peuple, des citoyens de ce pays.

LA REFORME AGRAIRE IMPULSEE PAR MUGABE...

Le péché principal de Mugabe, c'est d'être dans le même camp que son peuple, les anciens combattants, les paysans noirs sans terre, qui ont saisi la terre des fermiers blancs. Si Mugabe avait jeté en prison et massacré ces paysans, on lui aurait décerné le titre de héros qui respecte la loi et l'ordre. Les gouvernements occidentaux soutenu pendant des années la dictature de véritables despotes, comme Mobutu Sesse Seko dans ce qui fut le Zaïre. Ces despotes ont régné sur leur peuple par la terreur, tout en laissant les Occidentaux piller les ressources naturelles africaines, et ils servaient la dette extérieure avec constance et empressé-

ment. On ne leur lançait pas de cris ni de menaces. Tandis que ceux qui recherchaient et se battaient pour la véritable indépendance et pour la souveraineté, ceux qui voulaient améliorer le sort de leur peuple étaient impitoyablement liquidés par les mêmes gouvernements qui soutenaient les despotes. Le sort des premiers leaders africains comme Patrice Lumumba, Kwame Nkrumah et bien d'autres, illustre parfaitement ce point. En réalité, c'est la seule raison pour laquelle, en Afrique du Sud, Steve Biko a été assassiné alors qu'il était encore jeune, alors que d'autres ont pu vivre jusqu'à un âge avancé.

Même si les élections se sont déroulées dans le calme, sans mesure d'intimidation, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont toujours déterminés à renverser Mugabe à tout prix et sous n'importe quel prétexte. Ils ne veulent pas reconnaître que leur seule inquiétude vient du fait que Mugabe a soutenu ceux qui ont pris la terre. Mugabe est allé encore plus loin en mettant en place une législation qui soutient une réforme agraire progressiste et qui reconnaît que la liberté est incomplète si le peuple du Zimbabwe ne possède pas sa propre terre. Un fait reconnu également par le président Thabo Mbeki et son gouvernement sud-africain en Afrique du Sud, où la nouvelle distribution n'a pas résolu la question de la terre.

... ET LA LUTTE POUR LA TERRE EN AZANIE

Des journalistes sud-africains ont interviewé des habitants du Zimbabwe. Les citoyens du Zimbabwe les ont accusés de vivre dans un pays qui n'était pas souverain et qui ne possédait pas sa propre terre. Ils ont dit que leur lutte était une lutte pour la souveraineté nationale et qu'ils avaient commencé un processus d'appropriation de leur propre terre. Cela souligne de façon très poignante le fait qu'en Afrique du Sud il n'y a pas de vrai gouvernement de la majorité noire et que le chemin qui mène à l'autodétermination nationale n'est pas encore tracé. La véritable république noire qui reflète la majorité du peuple du pays n'est pas encore

mise en œuvre. C'est de cette manière que la lutte pour la terre en Afrique du Sud se trouve inextricablement liée à la lutte pour la terre au Zimbabwe. En effet, les entreprises et les fermiers blancs possédant la terre au Zimbabwe possèdent également des terres en Afrique du Sud, et ce sont les mêmes dont les ancêtres ont massacré sans pitié des milliers d'Africains pour accéder aux terres arables et fertiles. Les populations indigènes ont été systématiquement expulsées de ces terres. Aujourd'hui, les descendants de ces voleurs et de ces meurtriers veulent que les Africains, les Noirs, leurs victimes, se soumettent au principe fallacieux "vendeur volontaire, acheteur volontaire", comme si quelque part, au cours de l'histoire, il y aurait eu un accord à l'amiable et non l'assassinat et la panique.

Immédiatement après la guerre (2), les anciens combattants, soutenus par les paysans et les fermiers noirs, ont commencé à s'emparer des terres avec l'accord tacite du gouvernement Mugabe. Mugabe est aussitôt devenu l'ennemi de ceux qui étaient auparavant complètement indifférents au sort des habitants du Zimbabwe depuis 1980. Qu'ils soient pauvres et qu'ils meurent de faim n'avait aucune importance, du moment que le gouvernement Mugabe honorait ses obligations internationales et payait la dette.

LE BOYCOTT ORGANISÉ PAR L'ADMINISTRATION BUSH

L'administration Bush a commencé à mettre en place un programme qui allait faire exploser l'économie du Zimbabwe et la mettre en difficulté. Cela incluait aussi la recherche d'un dirigeant plus accommodant, autre que Mugabe, au Zimbabwe. Ainsi, ce que l'on voit aujourd'hui a été conçu de longue date. Malgré le fait que même le Commonwealth, qui est l'organisme anti-Mugabe le plus fervent, ait reconnu dans sa déclaration "*que la terre est au centre de la crise au Zimbabwe et ne peut pas être séparée des*

(2) Guerre d'indépendance qui met fin au régime du gouvernement "blanc" en 1980.

autres questions”, les Etats-Unis ont mis en place des sanctions qui devaient détruire l'économie du Zimbabwe, qui, jusqu'alors, avait bien fonctionné et était assez florissante.

En 2001, l'administration Bush a adopté une loi qui a servi à faire exploser l'économie du Zimbabwe. C'est la loi sur “la démocratie et le redressement économique du Zimbabwe” (bien qu'elle n'ait rien à voir avec la démocratie et la reconstruction économique pour le Zimbabwe, mais plutôt le contraire). Deux représentants de la droite connus pour leurs sentiments anti-Noirs et anti-majorité noire, le sénateur Jesse Helms et son ami Bill First, poussaient à l'adoption de cette loi. La loi était si draconienne et si raciste que la représentante d'Atlanta au Congrès, Cynthia McKinney, a dû interpellier le Congrès :

« Monsieur le Président, si l'on examine bien cette législation (“démocratie et redressement économique du Zimbabwe”), elle n'est rien d'autre qu'une déclaration officielle de la complicité des Etats-Unis dans un programme de maintien des privilèges des Blancs. Nous appelons cela une “loi de motivation”, mais cela ne change pas son caractère essentiel de sanction. C'est une loi raciste et contraire aux intérêts des masses du Zimbabwe. »

Elle a parfaitement compris ce qui était censé être caché aux yeux des citoyens ordinaires. Cette loi n'était pas seulement une offensive contre Mugabe “pour promouvoir la démocratie”, mais une offensive à peine voilée contre le Zimbabwe et son peuple. Ce projet, par essence, avait pour objet la recolonisation du Zimbabwe. C'est ce projet de loi qui a incité le ZANU PF à utiliser le mot d'ordre électoral “Le Zimbabwe ne redeviendra plus jamais une colonie”.

Le projet a été adopté et signé par le président George W. Bush le 21 décembre 2001. Ses principaux buts étaient censés être les suivants :

1. Fournir une transition vers la démocratie et promouvoir le redressement économique du Zimbabwe.
2. Bloquer la diminution de la dette et toute autre assistance financière au Zimbabwe en provenance des institutions financières internationales, jusqu'à ce que

le président Bush l'autorise.

La loi définit les “institutions financières internationales” comme des banques de développement multilatéral. Par “banques de développement multilatéral”, la loi entend

“la Banque mondiale, l'Association de développement international, la Banque de développement inter-américaine, la Banque de développement de l'Asie, l'Entreprise d'investissement inter-américaine, la Banque de développement de l'Afrique, la Banque européenne de reconstruction et de développement, l'Agence de garantie d'investissement multilatérale”.

Par-dessus le marché, la loi autorise le directeur exécutif américain de chaque institution financière internationale à voter contre : 1. toute extension par l'institution concernée de tout prêt, crédit ou garantie au gouvernement du Zimbabwe ; et 2. toute annulation ou réduction des dettes contractées par le gouvernement du Zimbabwe auprès des Etats-Unis ou de toute institution financière internationale.

Tout responsable américain de ces institutions qui désobéirait à cette loi est passible de poursuites judiciaires aux Etats-Unis. Pour couronner le tout et compléter ce programme raciste contre le peuple et le gouvernement du Zimbabwe, le président George W. Bush a été en plus investi du pouvoir et de l'autorité d'utiliser les dispositions du “US Foreign Assistance Act” de 1961, qui vise à “soutenir les institutions démocratiques, la presse libre et les médias indépendants et la légalité” au Zimbabwe.

En conséquence, il a pu disposer de 26 millions de dollars immédiatement en 2001, juste après l'adoption de la loi. 21 millions de dollars, 18 millions de dollars, 12 millions de dollars, 7 millions de dollars et 4 millions de dollars : voilà ce que représente la ligne budgétaire annuelle de 2002 à 2006. Tout cet argent a pour but de déstabiliser le peuple et le gouvernement du Zimbabwe. C'est pourquoi il n'est pas surprenant de voir pousser comme des champignons une multitude de journaux et de publications anti-Mugabe et anti-ZANU PF prétendument indépendants. Ils font partie de la stratégie d'ensemble contre Mugabe et le peuple du Zimbabwe. Un grand nombre

d'ONG a fleuri, soutenant le même programme, et nous ne doutons pas qu'elles aussi ont bénéficié de ces fonds.

L'objectif de cette loi, c'était en partie de détruire toute relation financière que le gouvernement du Zimbabwe pourrait avoir avec une institution ou un pays. La part de dépendance des exportations de tabac et de produits agricoles a été grandement remise en cause, tandis que les institutions carnivores telles que le FMI et la Banque mondiale continuaient d'exiger le remboursement de la dette du Zimbabwe, un pays qui ne pouvait pas et qui n'avait pas le droit de faire du commerce même avec la prétendue Banque africaine de développement.

L'impérialisme était pris à la gorge et espérait que ces offensives allaient faire que la population oublierait les sacrifices de la lutte et abandonnerait Mugabe et son parti.

Voilà le contexte dans lequel se sont déroulées les récentes élections. L'offensive contre Mugabe et son parti, le ZANU PF, s'est intensifiée. Tous les pays occidentaux ont colporté le mensonge selon lequel le problème du Zimbabwe, c'est d'être dirigé par un "despote fou", qui gouverne son peuple injustement et qui est donc détesté par le peuple.

La victoire sans appel les a en réalité confondus et a semé la débandade dans leur camp. Le gouvernement américain a alors déclaré que le Zimbabwe était "*un avant-poste de la tyrannie*" comme Cuba, l'Iran, la Corée du Nord, etc. (3).

Les Etats-Unis n'ont pas caché leur intention d'apporter un soutien tacite à tout programme qui rendrait le pays ingouvernable, comme celui que propose et met actuellement en pratique le parti marionnette dirigé par Morgan Tsvangirai. Ce qui rappelle à bien des égards le programme mis en œuvre par Ronald Reagan soutenant la déstabilisation de l'Angola par Jonas Savimbi.

Malgré les tentatives de discréditer Mugabe, le peuple du Zimbabwe continue à se ranger sans faiblesse derrière lui et son gouvernement. Il soutient la rupture avec l'impérialisme et la rupture avec la dette, qui n'est pas celle du peuple du Zimbabwe. Il soutient un programme politique qui vise à leur restituer leurs

terres.

“L’OPPOSITION DEMOCRATIQUE” DEFEND LES GRANDS PROPRIETAIRES FONCIERS BLANCS

Alors que l'opposition s'est battue au cours des élections sur la base de l'arrêt de la réforme agraire et de la restitution aux entreprises et aux fermiers blancs des terres qui leur ont été confisquées, ainsi que l'emprisonnement des responsables de ces programmes, Mugabe et son parti ont refusé de présenter des excuses aux Occidentaux. Ils sont restés fermes sur le respect du mandat, qui consiste à satisfaire les intérêts de leur peuple même en face d'un front commun des pays occidentaux avec leurs médias et leurs institutions financières telles que le FMI et la Banque mondiale. Le stratagème utilisé par l'Occident dans les récentes élections au Zimbabwe, c'était de diffuser une menace voilée au peuple du Zimbabwe disant qu'un vote pour Mugabe, c'est un vote pour l'illégalité et pour le chaos généralisé, et aussi que l'Occident continuera son boycott et son embargo sur tout ce qui vient du Zimbabwe jusqu'au renversement de Mugabe. Cela ressemble beaucoup à la pression exercée sur Chavez au Venezuela. L'impérialisme ne parle plus à mots couverts de la question du "changement de régime", parce qu'il est plus que jamais déterminé à trouver un gouvernement complaisant, qui se pliera à ses volontés.

Il recherche des dirigeants, qui, comme Lula au Brésil, donneront les garanties d'honorer les diktats de l'impérialisme même à l'encontre de la volonté écrasante des ouvriers, des paysans et des sans-terre. Le mandat de Lula, c'était d'appliquer la réforme agraire et de donner la terre à ceux qui n'en ont pas. Le peuple a aussi voté pour que Lula rompe effectivement avec l'impérialisme, en se dégageant, lui et le Brésil, de la tyrannie de la dette. Malgré ses promesses et ses engagements durant la campagne électorale, Lula a rompu les liens avec son peuple et avec son mandat. Aujourd'hui, il applique do-

(3) Voir à ce sujet les "*Notes éditoriales*" du précédent numéro de *La Vérité*.

cilement les diktats des institutions internationales du capital financier telles que le FMI et la Banque mondiale, et le gouvernement continue de fait à laisser impunis les hommes de main des grands propriétaires terriens, qui multiplient les assassinats des dirigeants des sans-terre.

LE RAPPORT AVEC LA QUESTION DE LA TERRE AU BRÉSIL

C'est dans ce contexte que nous avons rejoint les millions de travailleurs au Brésil qui appellent Lula et son gouvernement à remplir le mandat issu de leur vote. Les millions de travailleurs ont voté pour Lula et le Parti des travailleurs parce qu'ils pensaient sincèrement qu'un nouveau départ était possible, qu'il était possible de rompre avec l'impérialisme et la tyrannie de la dette, et de donner au peuple du Brésil la vraie rupture pour laquelle il avait œuvré et qu'il méritait. Il n'avait pas deviné et il était même loin d'imaginer une situation où Lula et Rossetto allaient se mettre à conspirer et à s'allier avec les grandes entreprises, la haute finance et les grands latifundiaires, qui, aujourd'hui, vont jusqu'à assassiner la direction des pauvres sans terre. C'est la lutte qui est aujourd'hui menée par les travailleurs et les peuples du monde entier, une lutte qui doit être soutenue. Cette lutte est en fait la même lutte qui est cristallisée dans ce qui arrive aujourd'hui au Zimbabwe, la lutte pour la terre et pour le retour aux services publics, et la restitution de leurs acquis. Les criminels, ce ne sont pas ceux qui se sont engagés dans ce combat à mort ; les vrais criminels, ce sont ceux qui détruisent les pays et les peuples au travers des guerres de déstabilisation. Ceux pour qui il n'est pas criminel de tenir les peuples en esclavage, ceux qui refusent au peuple l'accession et le contrôle de leurs terres et de leurs richesses.

C'est le sens de notre soutien à l'appel à Lula et à Rossetto pour qu'ils rompent avec l'impérialisme et appliquent le programme sur lequel ils ont été élus, et pour qu'ils se rappellent que le Parti des tra-

vailleurs n'a pas été fondé comme un parti qui se rend et qui trahit, mais a été fondé comme le parti qui défend la classe ouvrière du Brésil. Le parti n'appartient pas aux grandes entreprises, à la haute finance et aux latifundiaires, mais il appartient aux travailleurs, aux sans-terre et aux pauvres, et ce sont leurs aspirations et leur volonté qui doivent prévaloir.

LA DEFENSE DE LA NATION FACE A L'IMPERIALISME

Finalement, maintenant que le peuple du Zimbabwe a exprimé sa volonté, nous ne pouvons que demander au gouvernement Mugabe d'accélérer le rythme de la réforme agraire. Notre position est simple : bien que nous ne soyons pas d'accord avec toute la politique de Mugabe ou même de Chavez, nous les soutenons totalement et sans condition contre l'offensive impérialiste. Nous comprenons que la défense de la nation du Zimbabwe et de son unité, la défense du gouvernement contre l'impérialisme est au centre de la lutte pour le front unique anti-impérialiste. Même après les élections, le programme de déstabilisation par l'impérialisme n'est pas abandonné. Nous devons donc continuer notre combat pour la défense du Zimbabwe, parce que, en procédant ainsi, nous poursuivons notre lutte pour sauver l'humanité du naufrage dans les abysses de la barbarie, une perspective que l'impérialisme réserve à toute l'humanité.

Alors que le peuple du Zimbabwe a réalisé son unité, aujourd'hui, l'impérialisme s'est trouvé des amis et le soutien de ceux qui parlent en termes de tribus dominantes de "Shona" et de "Ndebele". Le caractère ethnique et tribal n'a jamais été avancé comme un trait déterminant de la structure politique du Zimbabwe. Le ZAPU et le ZANU se sont unifiés pour former le ZANU PF d'aujourd'hui, de façon à unir le peuple du Zimbabwe. C'est sous le prétexte du tribalisme et du caractère ethnique que la victoire du MDC a été prédite au Matabeleland, une région à prédominance Ndebele. A chaque étape, on a essayé de montrer que Mugabe n'avait pas de sou-

tien des citoyens de langue ndebele. Les citoyens du Zimbabwe, quelle que soit leur origine, ont prouvé qu'ils étaient unis. Ce mythe a implosé dans les élections passées. Le tribalisme, la religion et le caractère ethnique sont devenus les armes principales des guerres impérialistes dans le monde entier. Ce fut notamment le prétexte sous lequel l'Afghanistan a été détruit et qu'un nouveau régime pro-américain a été installé. C'est sous le même prétexte que la guerre contre le peuple d'Irak a commencé.

Ce n'est donc pas par hasard si l'administration américaine a déclaré que le gouvernement Mugabe était un *"avant-poste de la tyrannie"*, parce que c'est de cette façon qu'ils peuvent se justifier pour engager toute action de leur choix contre le gouvernement Mugabe. Leur exigence minimale, c'est un *"changement de régime"*, les mêmes aspirations étant avancées par les fantoches du MDC. Ils ont délibérément placé le Zimbabwe et le gouvernement Mugabe dans une position de vulnérabilité face à toute forme de déstabilisation. C'est la situation classique : qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. Nous pensons que ce que l'impérialisme réserve au peuple du Zimbabwe et à son gouvernement élu ne peut pas être décrit autrement que comme *"trop horrible pour être regardé en face"*. Chaque jour, nous assistons à la destruction complète et à la déstabilisation de pays qui ont ainsi été décrits principalement par l'impérialisme américain, qui est toujours parvenu à installer des régimes qui lui sont favorables. C'est pour cette raison que nous prenons position pour la défense de la nation du Zimbabwe et du droit de sa majorité noire à reprendre possession de ses terres et de ses ressources. C'est le contenu du mandat de la victoire

écrasante aux élections. Nous dénonçons sans condition la politique de déstabilisation du gouvernement Mugabe menée par les forces impérialistes. L'impérialisme est à l'œuvre au Zimbabwe, utilisant son arme favorite de *"destruction massive"* particulièrement en Afrique, qui est *"le caractère ethnique et tribal"*.

Enfin, le fait que les Etats-Unis mettent en avant le Zimbabwe est tout à fait instructif, parce que les Etats-Unis, en vérité, se sont rendu compte de l'importance de ce qui se passe au Zimbabwe aujourd'hui. Le Zimbabwe nous montre aujourd'hui les luttes des anciennes colonies et des pays en développement. C'est le cas classique d'un pays dont le sort a été lié à celui de l'impérialisme, plus particulièrement au travers de la tyrannie de la dette. Un pays dont on a délibérément fait implorer l'économie, dont le peuple a été réduit à la pauvreté, et ce sont les mêmes peuples à qui l'on refuse aujourd'hui le droit à l'autodétermination, à qui l'on refuse tout semblant de démocratie. Mugabe, comme Chavez, refuse de se soumettre aux plans de l'impérialisme. Quand la guerre de libération a été *"gagnée"*, elle a été gagnée afin de saisir tout le pouvoir des mains d'une minorité blanche oppressive. C'était le pouvoir qui devait donner toute la terre et toute la richesse au peuple. Ni plus, ni moins. Aussi longtemps que Mugabe poursuivra son programme, aussi longtemps que Chavez continuera à le faire au Venezuela, tous ceux qui, dans le monde entier, combattent pour la défense de la souveraineté de la nation, de la démocratie et de l'indépendance du mouvement ouvrier n'ont d'autre choix que de leur apporter un soutien inconditionnel face aux attaques que l'impérialisme continue de faire pleuvoir sur les pays.

Où va le Liban ?

Un syndicaliste du Liban nous a transmis la contribution suivante, que nous publions en tribune libre.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut se référer à un document préparé en 1996 (article publié dans *Executif Intellegency Review*) par Dick Chesney et ses collaborateurs néo-conservateurs. Ce document parle d'un "*changement total*", qui amènerait à la création d'un nouveau Proche-Orient — ou Grand Moyen-Orient — en attaquant l'Irak, la Syrie, le Liban et l'Iran. Ce document contient un scénario pour déchirer l'Autorité palestinienne et un plan pour transformer ces pays en des cibles d'assauts militaires et d'instabilité politique. Il prévoit d'utiliser certains membres de l'opposition libanaise pour créer une défaillance dans ce qu'on appelle "*la mainmise de la Syrie sur le Liban*" et appelle à écarter Saddam Hussein du pouvoir en Irak... Le résultat de ces dispositions est la création d'un nouveau Proche-Orient, qui sera un ensemble de pays balkanisés dirigés par des gouvernements fantoches.

Quant à la façon de réaliser le programme de ce document, il est clair qu'il y a deux façons de procéder en fonction des pays visés et selon la date de l'application. Pendant le premier mandat de Bush, on procédait en déclarant directement des guerres sous prétexte de "*combattre le terrorisme*". On profitait des événements du 11 septembre 2001 pour envahir l'Afghanistan, on prétextait de la

recherche d'armes de destruction massive pour envahir l'Irak. La "*liberté et la démocratie*" sont, en revanche, le slogan du deuxième mandat de Bush.

Les dates des élections dans la région sont devenues la meilleure occasion, pour l'administration américaine, pour mettre en œuvre ses plans. L'administration américaine a donc décidé de modifier l'ordre des pays visés. Parce qu'il y avait au mois d'avril prochain un rendez-vous électoral, le tour du Liban est alors arrivé avant celui de la Syrie et de l'Iran. C'est dans ce contexte que la résolution-discorde n° 1559, appelant au retrait des forces syriennes du Liban et au désarmement de la résistance libanaise, a été préparée et adoptée. Néanmoins, l'administration de Bush et les auteurs de cette résolution ont, semble-t-il, oublié que la présence des forces syriennes au Liban était justifiée par l'accord de Taef. Il fallait donc inventer un événement catalyseur capable d'accélérer la procédure et de mettre le Liban sous les projecteurs. Ainsi, il y a eu l'assassinat de Rafic Hariri, qui a redistribué les cartes au Liban et a mis la Syrie dans une situation de confrontation avec la société internationale.

L'administration américaine s'est appuyée sur la résolution 1559, qui ne laisse à la Syrie que deux choix :

— Le premier est la désobéissance au droit international. Ce choix aidera à créer dans “la nouvelle opposition libanaise” un sentiment d’hostilité envers la Syrie, et, par conséquent, créera des conflits à l’intérieur du Liban et de la Syrie, qui donneront une légitimité aux Américains, ou aux forces internationales, pour intervenir ;

— Le deuxième choix est la soumission à la résolution (malgré le fait que la présence des forces militaires syriennes au Liban soit basée sur l’accord de Taef appliqué en Arabie Saoudite avec une participation internationale, et notamment américaine). Ce choix, paraît-il, était préféré pour ne pas fournir aux Américains de prétexte contre la Syrie.

Certains dirigeants arabes ont eu une grande influence dans ce choix. D’ailleurs, Hosni Moubarak et le prince Saoud al-Fayçal ont déclaré que la Syrie devait se retirer du Liban, “non sur la base de la résolution 1559, mais sur la base de l’accord de Taef” ! Les négociations et le dialogue ouvert entre l’Iran et la Grande-Bretagne, ainsi que la France et l’Allemagne (par procuration et collaboration avec les Etats-Unis), ont contribué à prendre cette décision du retrait.

L’accusation directe faite à la Syrie d’avoir assassiné Hariri a été faite sans qu’aucune preuve matérielle n’ait été avancée et avant toute enquête. L’assassinat n’était qu’un prétexte, néanmoins efficace, par lequel on a pu maîtriser le cours des événements au Liban. Toutes les formalités de l’enterrement de Hariri étaient sous tutelle de l’ambassade américaine. On a donc fait appel aux services de Starfield pour gérer la situation au Liban (ancien ambassadeur au Liban et expert dans les affaires libanaises). Les “nouveaux opposants” ont “occupé” la demeure de Hariri et ont entouré sa famille, se mêlant de ses affaires internes.

L’assassinat de Hariri a été parfaitement instrumentalisé par l’administration américaine. On a organisé des manifestations. On a dressé des tentes à côté de la tombe de Hariri pour qu’elle soit le Q.G. des opposants. On leur a fourni tout ce qu’il fallait, même le nom de la manifestation baptisée “la révolution des cèdres” (1), ainsi que des provisions.

Il paraît même qu’il y ait eu un échange de services et de “messages d’amour” entre l’opposition et l’administration américaine. D’ailleurs, le chef de la nouvelle opposition avait déclaré avant l’assassinat, lors d’un programme politique diffusé sur la station libanaise LBC, qu’il préférerait “être agent d’entretien aux Etats-Unis que d’être politique au Liban”. Après l’assassinat de Hariri, lors d’une interview donnée au *Washington Post*, il a affirmé :

“L’étincelle du changement dans la région a commencé grâce à l’invasion américaine de l’Irak. Après avoir vu depuis trois semaines les Irakiens voter, je me suis dit que c’était le début d’un nouveau monde arabe. L’étincelle de cette révolution démocratique se propage... jusqu’au peuple syrien, au peuple égyptien.”

Et pourtant, Walid Joumblatt, l’auteur de cette interview, et le chef de l’opposition ont été les premiers à contester l’invasion américaine de l’Irak. Que s’est-il passé ? Le prix de ce changement d’attitude est-il une promesse de diriger “Imarat al-Jabal” (la principauté du Mont) dans le nouveau Liban divisé selon le plan américain ?

Ces paroles sont dangereuses et ne peuvent être considérées comme une erreur non délibérée, surtout que leurs auteurs ne cessent de changer de position. Ils savent pertinemment que les élections “démocratiques” dirigées par l’occupation américaine en Irak ne peuvent mener qu’à un approfondissement des divisions communautaires et ethniques, poussant à de nouvelles guerres civiles et préparant la division de l’Irak.

L’“étincelle du changement” n’est que l’étincelle de la guerre civile, de la dislocation, et non pas “l’étincelle de la démocratie”.

Les prochaines élections au Liban seront une échéance déterminante. L’actuelle administration américaine voit que le “modèle démocratique” est facilement réalisable au Liban.

Dans un contexte “d’appréciation réciproque” entre les opposants et

(1) Voir à ce sujet dans ce numéro l’article sur le Kirghizstan, qui explique comment le scénario de la “révolution des tulipes” a été savamment préparé par l’administration américaine.

l'administration américaine, on a écouté le "formidable" discours de Bush, prononcé devant l'université de la Défense nationale. L'affirmation concernant "*la formidable nation libanaise*" paraissait séduisante si on la dissociait de l'ensemble du discours. Toutefois, il n'est pas possible de la dissocier.

Après le Liban, à qui le tour ? Et pourquoi, subitement, le Liban est-il devenu "formidable" à partir du moment où certains de ses citoyens ont manifesté contre la Syrie ?

Bush a dit avec limpidité :

"La dernière attaque terroriste à Tel-Aviv a été commise par une organisation palestinienne extrémiste domiciliée à Damas."

(Cette accusation implique qu'Israël soit capable d'attaquer la Syrie ou de poursuivre les forces syriennes retirées au Liban.) "*Les régimes dictatoriaux*", a-t-il ajouté,

"en monopolisant la vie politique dans leurs pays, empêchent le développement d'une opposition responsable. L'autorité dictatoriale ne représente pas la vague du futur."

En affirmant cela, Bush visait la Syrie, le Liban et l'Iran, tout en encourageant l'Arabie Saoudite et l'Égypte, qui se préparent à des élections présidentielles.

Voilà le cadre des événements au Liban et l'état des relations entre ce qu'on appelle l'opposition et l'administration américaine. Quelle est la position des Libanais sur ces événements ?

Hormis l'opposition et les partisans, il y a ce qu'on appelle "*le troisième groupe*" et les citoyens ordinaires. Le rôle de l'opposition par rapport aux Américains et d'ores et déjà clair. Néanmoins, l'opposition compte dans ses rangs de nombreuses positions divergentes. Certains d'entre eux sont contre la Syrie. D'autres sont pour de bonnes relations avec elle après le retrait de ses forces. Certains soutiennent la résolution 1559, d'autres la désapprouvent et soutiennent l'accord de Taef. Une partie dénonce ce qui s'est passé auparavant sous les gouvernements Hariri, et une autre partie (le clan de Joumblatt et les partisans de Hariri) a été partie prenante durant douze

ans de tous les gouvernements de Hariri. Une partie condamne la corruption et une autre partie a participé à toutes les opérations de pots-de-vin, de vol et de corruption organisée. Certains appellent à la démission du président de la République (Jamlat). D'autres la refusent (les partisans du patriarche maronite).

La situation des Partisans n'est guère meilleure. Certains d'entre eux étaient contre la prolongation du mandat du président de la République. D'autres étaient contre les pratiques des appareils sécuritaires syriens et libanais. Ce qui les rassemblait, c'est le refus de la résolution 1559 et la dénonciation des ingérences. Quant à ce qu'on appelle le troisième groupe, il perçoit qu'il n'est pas dans l'intérêt du Liban de manifester son refus de la résolution 1559. Non parce qu'ils sont convaincus de la justesse de cette résolution, mais parce qu'ils considèrent que le Liban est un pays qui respecte le droit international. Toutefois, ils demandent l'application de toutes les résolutions internationales de l'ONU et du Conseil de sécurité, et pas seulement celles qui concernent la crise libanaise, mais aussi la résolution 194 (droit au retour des réfugiés palestiniens chez eux, et, par conséquent, la non-naturalisation des Palestiniens résidant au Liban), en passant par les résolutions 242 et 425, et enfin la résolution 1559. Ils appellent également la communauté internationale à fixer un calendrier pour l'application de toutes les résolutions internationales qui devraient être respectées et dans lesquelles les Libanais trouvent un intérêt.

Voilà les principales caractéristiques des divisions au Liban. Mais ce qui se passe réellement ne dépend pas de la simple volonté de toutes les forces en présence au Liban. Tout le monde est ou bien sous l'impact des attaques extérieures, ou bien agit en réaction aux provocations.

Ils ont tous trouvé facile de descendre dans la rue, soit pour exprimer leur position, soit pour démontrer leur force.

Mais, ce qui est sûr, c'est que même les dirigeants ont peur de ne plus contrôler les événements. Ils ont peur que "les vents du changement démocratique" soient tellement forts qu'ils emportent tout.

Où va le Liban ?

Kirghizstan : un nouveau pas dans la politique américaine de dislocation des républiques de l'ex-URSS

Par Ilya Kamarinski

Que signifient les événements qui se sont déroulés au Kirghizstan fin mars, qui viennent d'être salués par Washington comme une "*nouvelle avancée de la démocratie*" ?

DES EVENEMENTS ANNONCES DEPUIS DES MOIS...

Dans la région et en ex-URSS, le déclenchement de cette prétendue "révolution" était annoncé depuis longtemps. La seule chose qui n'était pas encore claire, c'était le nom qu'on allait lui donner : révolution "*jaune*", "*révolution des citrons*" ou "*révolution de la tulipe*". Par conséquent, on trouve dans les médias ces trois dénominations. Les principaux analystes bourgeois et mass médias ont annoncé ces événements au moins depuis six mois.

Dès le début, il était plus que clair que les principaux événements allaient se pro-

duire dans le sud, en raison du fait que c'est là bas que se trouvent les sièges de pratiquement toutes les organisations non gouvernementales (ONG) occidentales qui interviennent en Asie centrale. Dans le sud, une grande partie de l'intelligentsia et des journalistes vivent confortablement et depuis longtemps exclusivement sur les "fonds" occidentaux. C'est également dans le sud de la république que se concentre une des situations sociales des plus complexes : y existent encore les usines construites du temps de l'Union soviétique, mais avec un taux de chômage, et en particulier dans la jeunesse, qui dépasse toutes les limites de l'imagination.

DES MILLIERS D'ONG... POUR 5 MILLIONS D'HABITANTS

Le journal français *Libération* (25 mars 2005) note :

« C'est un morceau de choix qui a basculé hier sur l'échiquier géopolitique mondial. Les Etats-Unis ne s'y étaient pas trompés. Depuis l'ouverture de leur base militaire dans ce pays en 2001, ils y ont massivement investi dans la "promotion de la démocratie". Des centaines d'ONG ont été fondées avec leur aide, des milliers de collaborateurs ont été salariés partout dans le pays, une imprimerie ouverte pour permettre à une presse d'opposition d'exister, des dizaines de voyages aux Etats-Unis financés pour former les leaders de l'opposition. »

Selon des informations publiées très officiellement par le *Wall Street Journal* (25 février 2005), les principaux acteurs du mouvement qui a provoqué le renversement du gouvernement du président Akaïev sont les organisations non gouvernementales (ONG) basées au Kirghizstan. Il y en aurait plusieurs milliers au Kirghizstan, pour une population de 5 millions de personnes.

“L'OPPOSITION”, DIRECTEMENT BRANCHEE SUR L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS

Une des ONG kirghizes impliquées dans les événements, la Civil Society Against Corruption (CSAC), est financée par le National Endowment for Democracy des Etats-Unis. Son responsable, Tolekan Ismailova, a récemment traduit une brochure sur les méthodes “révolutionnaires” utilisées pour renverser les gouvernements de Serbie, de Géorgie et d'Ukraine (1). Cette brochure fut imprimée au Kirghizstan par les soins du bureau chargé de la “*Démocratie, des droits de l'homme et du mouvement syndical*” auprès du département d'Etat américain.

La même imprimerie servit à publier des documents critiques contre le président Akaïev, ainsi que le principal journal d'opposition, *MSN*. Une imprimerie en fait directement financée par le gouvernement des Etats-Unis. Ainsi, lorsque le gouvernement Akaïev fit couper l'électricité dans le bâtiment où se trouvait cette imprimerie, après le premier tour des élections législatives du 27 février,

l'ambassade américaine à Bishkek fournit immédiatement deux groupes électrogènes pour la faire fonctionner.

Dirigées par l'Américain Mike Stone, les opérations d'impression de la littérature de l'opposition ont reçu récemment un afflux de fonds de la part de l'Open Society Institute (OSI) du milliardaire américain George Soros, qui avait joué un si grand rôle en Géorgie.

Roza Otunbaeva, une des dirigeantes du mouvement Ata Dzhurt et l'une des porte-parole de la coalition anti-Akaïev, fut de 1991 à 1994 ambassadrice du Kirghizstan aux Etats-Unis et au Canada, puis en 1997 au Royaume-Uni. En tant que représentante adjointe du secrétaire général de l'ONU pour le conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie, elle vécut en Géorgie de 2002 à 2004, décrivant la “*révolution de la rose*” de novembre-décembre 2003 à Tbilissi comme “*un modèle pour le Kirghizstan*”.

C'est ainsi que les ONG sont devenues le vecteur des prétendues actions de protestation dans le sud du Kirghizstan, c'est-à-dire, en réalité, de l'opération, téléguidée de Washington, visant à déstabiliser un des pays de l'Asie centrale ex-soviétique.

DES MAFIEUX ISSUS DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

Une autre des ONG présentes au Kirghizstan, la Coalition for Democracy and Civil Society (CDCS), reçoit ses fonds du National Democratic Institute in Washington. L'un de ses responsables,

(1) En Géorgie, en novembre et décembre 2003, sous le nom de “*révolution de la rose*”, un mouvement encadré par les ONG liées aux Etats-Unis a renversé le gouvernement de l'ancien dignitaire stalinien Edouard Chevardnadze, qui fut remplacé par une équipe — elle-même issue de l'ex-bureaucratie stalinienne — directement contrôlée et formée aux Etats-Unis. En novembre et décembre 2004, l'Ukraine a connu, sous le nom de “*révolution orange*”, des troubles qui ont abouti au remplacement des anciens apparatchiks au pouvoir autour de l'ancien président, Koutchma, et de l'ancien Premier ministre, Yanoukovitch, par d'autres anciens dignitaires staliniens et “oligarques” mafieux autour du candidat Victor Iouchtchenko.

Edil Baisalov, revenu récemment d'Ukraine, où il était "observateur" au cours du processus électoral, décrit son séjour dans ce pays comme *"une expérience très formative"*, ajoutant :

"J'ai vu en Ukraine ce que notre travail pouvait donner comme résultats."

Et le même déclarait quelques semaines plus tard, après le départ précipité du président Akaïev vers la Russie :

"L'opposition qui a triomphé aujourd'hui n'a rien de redoutable pour les pays voisins : la plupart de ses leaders sont d'anciens ministres. Ce ne sont pas des extrémistes."

En effet, personne ne s'y trompe : les deux principaux "opposants" qui viennent de remplacer l'ex-président Akaïev, Kourmanbek Bakiev (ancien Premier ministre sous Akaïev, redevenu Premier ministre après la *"révolution de la tulipe"*), et Felix Koulov (ancien ministre de l'Intérieur, lui aussi retrouvant son poste), ont tous deux "gouverné" le Kirghizstan sous la présidence d'Akaïev. Et tous, comme hier Ianoukovitch et Iouchtchenko en Ukraine, proviennent de la décomposition de la bureaucratie stalinienne. Ainsi Akaïev, qui devint, en 1990, secrétaire général du Parti communiste kirghize... avant de devenir un "bon élève" du FMI dans les années qui suivirent la proclamation de l'indépendance, en 1991.

LE CONTEXTE DES "ÉVÉNEMENTS" DU KIRGHIZSTAN

Cette politique saluée pendant des années par le FMI comme un modèle a abouti à créer une situation d'effondrement économique et social. Le sud de la république du Kirghizstan connaît l'une des pires situations sociales du pays. La majorité des conquêtes issues de la révolution d'Octobre y ont été liquidées depuis bien longtemps et remplacées par un nouveau type d'économie de caractère clanique, basé sur une exploitation sans borne.

Au village, le pouvoir réel était ainsi passé entre les mains des fermiers et du clergé. Les travailleurs sont privés de tout

droit à s'organiser, sans syndicats, sans organisations ouvrières. Plus de 60 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté.

Et c'est dans cette situation, par le biais de l'intervention étrangère (Etats-Unis et Union européenne), que furent provoqués des désordres, sur fond de falsifications massives des résultats électoraux.

Regardant derrière eux l'exemple des événements ukrainiens, les marionnettes kirghizes de l'Occident tentèrent de donner aux protestations des travailleurs un contenu de revendications démocratiques générales. Cela fut accompagné d'une intense propagande de la part de l'opposition.

Mais les mercenaires américains se trompèrent, et, après avoir semé la tempête de l'indignation contre le pouvoir, ils ne surent pas la contrôler. Le résultat fut des dizaines de morts, des milliers de blessés, le développement du maraudage et des pillages.

LES ENJEUX DES ÉVÉNEMENTS DU KIRGHIZSTAN

L'un des enjeux les plus sérieux des événements du Kirghizstan est la possibilité de l'extension de la déstabilisation aux pays voisins d'Asie centrale, et notamment là où se sont développés des réseaux financés par les ONG internationales. Des conditions similaires existent au Kazakhstan, mais une variante plus violente est possible en Ouzbékistan voisin.

Des troubles pourraient ainsi commencer dans les zones surpeuplées de la plaine de la Fergana (dont une partie se trouve sur le territoire du sud du Kirghizstan).

Les événements du Kirghizstan n'ont en effet pas lieu dans n'importe quelle région du monde, dans le dispositif de l'impérialisme américain.

Dès 2001, les Etats-Unis implantaient au Kirghizstan une première base militaire — après s'être implantés en Ouzbékistan. Puis, ce fut le tour du Kazakhstan, avec lequel Washington entreprit un programme de coopération militaire. Ainsi, selon

Vicken Cheterian, journaliste à Erevan (Arménie),

“pour mener sa guerre contre le terrorisme international, Washington a envoyé des troupes sous sa direction dans plusieurs pays de l'ex-Union soviétique. Les premières arrivèrent sur la base aérienne ouzbèke de Khanabad, d'où elles jouèrent un rôle majeur dans la campagne aérienne menée contre les talibans basés dans le nord de l'Afghanistan. Depuis, des forces américaines stationnent dans d'autres bases au Tadjikistan, et près de l'aéroport de Manas, au Kirghizstan.”

Base américaine dont l'implantation, ajoute le journaliste, a rapporté au Kirghizstan 24 millions de dollars d'avantages économiques. Faut-il rappeler que les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale se situent non seulement à proximité des immenses richesses pétrolières de la mer Caspienne, mais également à proximité des frontières occidentales de la Chine, sans oublier les ressources minières et naturelles qu'elles contiennent ?

DES BASES MILITAIRES AMÉRICAINES PERMANENTES EN AFGHANISTAN, AU KIRGHIZSTAN... ET DEMAIN AU KAZAKHSTAN ET EN AZERBAÏDJAN

Simple coïncidence ? Au lendemain des événements du Kirghizstan, le 13 avril 2005, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, entamait une visite surprise en Afghanistan, où il devait évoquer avec le président du régime fantoche mis en place par Washington, Hamid Karzaï, l'établissement de bases militaires américaines permanentes dans ce pays. Le lendemain, le nouveau pouvoir au Kirghizstan assurait au secrétaire à la Défense que l'accord sur la base militaire américaine dans ce pays, maillon essentiel

du réseau de bases établi par Washington près de l'Afghanistan, serait reconduit.

Le président par intérim du Kirghizstan, Kourmanbek Bakiev, a déclaré devant la presse, après des entretiens avec Donald Rumsfeld, qu'il avait

“assuré au secrétaire à la Défense que tous les accords internationaux conclus avec les Etats-Unis seraient respectés”.

Interrogé à son tour pour savoir si Washington considérerait sa base de Manas comme permanente, M. Rumsfeld a répondu :

“Non (...). Cependant, à certains égards, nous avons besoin d'améliorer les installations”.

a-t-il ajouté.

Un responsable américain a évoqué des négociations en cours sur *“l'introduction de telles installations”* au Kazakhstan (Asie centrale) et en Azerbaïdjan (Caucase).

Le Kirghizstan était la dernière étape de la tournée de Donald Rumsfeld, qui l'a conduit en Irak, en Azerbaïdjan, en Afghanistan et au Pakistan. Il est le plus haut responsable à venir au Kirghizstan depuis la fuite du président Akaïev en Russie. Il a ajouté être venu *“pour dire aux membres du gouvernement intérimaire que les Etats-Unis sont bien disposés envers eux”*, saluant *“l'important travail qu'ils ont entamé dans la construction d'une démocratie stable, moderne et prospère”*.

Une *“prospérité”* avec des nations démembrées, avec 60 % de la population sous le seuil de pauvreté, et une *“démocratie”* dont la seule institution solide sont les bases militaires permanentes des Etats-Unis...

Y a-t-il un autre avenir que l'impérialisme américain puisse offrir à toute l'Asie centrale, à toutes les républiques de l'ex-URSS, et, au-delà, au monde entier ?

A propos des développements de la situation en Europe

Par Marc Lacaze

Il n'est pas exagéré de dire qu'une sérieuse inquiétude saisit à la fois les sommets de l'Union européenne et des gouvernements de tous les pays d'Europe. Chacun sent mûrir en profondeur dans son pays un mouvement de rejet, dont les signes ne trompent pas.

Le calendrier politique de ce printemps en fournit une vivante expression. Berlusconi vient à peine de subir une cinglante défaite électorale dans 80 % des régions italiennes, ouvrant immédiatement une crise politique, que Blair manifeste publiquement une appréhension certaine à la veille des élections générales convoquées pour le 5 mai. C'est pourtant lui qui a pris l'initiative de les avancer, afin de tenter de prendre de vitesse le rejet toujours plus grand de sa politique. Son objectif : obtenir une victoire à l'arraché pour disposer des moyens de conduire, jusqu'à leur terme, les "réformes" entreprises et de faire de la Grande-Bretagne, plus qu'elle ne l'est encore, la pointe avancée de la destruction, au compte du capital financier américain, de la "vieille

Europe". Tout cela à trois semaines du référendum sur la "Constitution" européenne en France...

Blair a de quoi s'inquiéter. S'il peut être satisfait d'avoir réussi à éviter in extremis une grève générale de la fonction publique le 23 mars en reportant la mesure qui avait mis le feu aux poudres (le passage de 60 à 65 ans de l'âge de départ à la retraite pour la fonction publique territoriale), il n'a pas le pouvoir d'empêcher que n'éclatent au grand jour les conséquences tragiques de sa politique. Rover — 6 000 emplois directs menacés et 25 000 emplois indirects — donne une expression concentrée de sa politique de destruction de l'industrie, qui a perdu 1 million d'emplois de 1997 à 2005.

L'image du "miracle économique" fondé sur une fuite en avant dans tous les domaines de la spéculation financière et sur une déréglementation totale du marché du travail se brise sur la réalité. Après la chimie, le textile et la sidérurgie, c'est au tour de l'automobile d'être frappée de plein fouet.

Mais Blair n'est pas seul à s'inquiéter. Le quotidien économique français *La Tribune* (4 avril) dresse à sa manière un bilan pour toute l'Europe :

“La zone euro semble de nouveau entrer dans la zone de turbulence. Les indicateurs alarmistes se multiplient, le chômage frappe 12,8 millions de personnes au sein de la zone euro et 19,1 au sein de l'Union européenne.”

Le quotidien régional *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, observateur attentif de la politique des deux côtés du Rhin, renchérit :

« Quel mal frappe la France et l'Allemagne, ces deux “locomotives” politiques de l'Union européenne ? Elles sont poussives, rouillées par le chômage et rongées par le mécontentement général (...). Conséquences indirectes : de ce côté-ci du Rhin, le “non” au référendum gagne dans les sondages, et, de l'autre côté, la coalition du chancelier Schröder court à la défaite électorale en Rhénanie-Westphalie le 22 mai. Dans les deux cas, ce serait une catastrophe pour l'Europe en général. »

UNE COMBINAISON D'ÉCHEANCES MAJEURES

C'est dans ce contexte, où l'Europe est exposée aux coups de boutoir des multinationales américaines, coups rendus plus terribles encore par la politique du dollar faible, la hausse du prix du pétrole (+ 50 % en un an), et où, donc, la situation économique s'avère de jour en jour plus désastreuse, que tombent, coup sur coup, des échéances électorales majeures. Les élections au Parlement de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, cœur industriel de l'Allemagne, auront lieu le 22 mai, et le référendum français sur la “Constitution” européenne le 29 mai. Même les Pays-Bas de M. Bolkestein s'inquiètent des répercussions qu'aurait un résultat négatif en France sur leur propre référendum, convoqué trois jours après, le 1^{er} juin.

Tous s'inquiètent du résultat de ces échéances. Mais surtout du rejet qui mûrit en profondeur dans toute l'Europe. À l'Est, à l'Ouest, il est évident que ce sont les politiques mises en œuvre par l'Union européenne qui nourrissent ce rejet.

En France, c'est ce mouvement qui s'est exprimé jusque dans les sommets de la CGT, lorsque son comité confédéral national a mis en minorité le secrétaire général, Bernard Thibault, et pris position pour un rejet de la “Constitution” européenne, qui avait valeur d'appel à voter non. Depuis, les manifestations par lesquelles la classe ouvrière indique qu'elle cherche à se saisir du terrain de la lutte des classes se sont encore multipliées.

Il y a eu en mars la série de manifestations appelées par les directions des principales centrales syndicales, dont les travailleurs se sont saisis. Ils l'ont fait tant dans la fonction publique que dans le privé en mettant en avant leurs revendications précises, donnant à ces manifestations un tout autre sens que celui qui était contenu dans les appels lancés par les directions. Dans la fonction publique, les cortèges ont clairement manifesté l'exigence de défense du statut, contre sa destruction dictée par Bruxelles, alors même que les directions des organisations étaient déjà en discussion avec le gouvernement, participant à un processus de coopération de cette réforme destructrice.

Il y avait un million de manifestants dans tout le pays le 10 mars... Ajoutons à cela la multitude de grèves ponctuelles qui éclatent sur les salaires, dans les entreprises du privé, la grève de plusieurs semaines qui a rassemblé tous les facteurs du département des Bouches-du-Rhône contre la “réorganisation” de leurs services décidée en vue de la privatisation de La Poste. La mobilisation des lycéens pour le “*Maintien du bac, diplôme national, égal pour tous*” se poursuit au moment où nous écrivons — hors de tout contrôle —, entraînant de plus en plus souvent les professeurs, en dépit de l'aide apportée au gouvernement par les appareils, et tout particulièrement par les staliniens “rénovés” de la direction du syndicat majoritaire dans l'enseignement qu'est la FSU.

Ce sont ces développements qui minent tout l'édifice politique de la V^e République. Un édifice déjà ébranlé par la politique de destruction systématique — mise en œuvre par les gouvernements successifs subordonnés à l'Union européenne — de ce qui a assuré la stabilité de la République depuis des décennies. Ce sont

eux qui menacent d'explosion le Parti socialiste et l'UMP (le parti de la majorité présidentielle) au lendemain du référendum. Bref, une inquiétude certaine saisit les sommets. Ils comprennent tous les dangers qu'aurait, pour tout l'édifice institutionnel de l'Union européenne comme pour chacun des gouvernements européens, une victoire du non portée par ce mouvement de classe. Ils craignent par-dessus tout que la victoire du non ouvre la porte à une exigence de retour aux services publics, aux statuts, aux Codes du travail. Ils craignent qu'une telle victoire prenne à revers tout le long travail réalisé sur la voie de l'intégration des directions du mouvement ouvrier et des syndicats à la coélaboration des "réformes" dictées par l'Union européenne et son instrument, la prétendue Confédération européenne des syndicats (CES).

C'est la raison qui amène tous les gouvernements de l'Union européenne à redoubler d'efforts pour accélérer l'association effective des directions du mouvement ouvrier à la mise en œuvre conjointe de la politique de destruction des services publics, de délocalisation industrielle, de destruction des statuts, du Code du travail et des conventions collectives..., qui volatilise le cadre des nations. Ce faisant, ils ouvrent eux-mêmes la voie à l'éclatement d'une crise sociale, politique et institutionnelle sans précédent.

Dans ce contexte, il est évident qu'une victoire du non en France contribuerait à modifier profondément la situation en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne, en Italie..., et donc ouvrirait à la classe ouvrière la possibilité de nouvelles perspectives.

Cependant, la victoire du non est loin d'être assurée le 29 mai, même si les sondages le donnent gagnant fin avril. L'Etat dispose de ressources qu'il ne faut pas sous-estimer. Il dispose d'abord et avant tout de la collaboration des directions du mouvement ouvrier, subordonnées à l'Union européenne et à ses objectifs de destruction. Entre la première manifestation, appelée, en France, le 22 janvier, par le Comité national "pour la victoire du non", et le meeting du 16 avril qui s'est tenu dans une Mutualité archicomble à Paris, les choses ont bougé. Le non s'est enraciné dans les profondeurs de la classe.

Et même si le oui l'emportait, la situation serait différente, certes, mais le mouvement qui chemine au sein de la classe ouvrière, qui refuse d'être condamnée à la déchéance par la politique brutale de l'Union européenne, ne cesserait pas pour autant. Il prendrait d'autres formes, mais, face à la crise, au démantèlement sans précédent de l'industrie de tous les pays d'Europe dicté par la Banque centrale européenne au service de l'impérialisme américain, il s'approfondirait encore.

UN MOUVEMENT DE REJET PROFOND, QUI CHEMINE DANS TOUTE L'EUROPE

En Grande-Bretagne, les élections générales seront un choc pour la classe ouvrière, pour les militants. Le 5 mai prochain, il faut admettre que le piège est bien monté. La volonté de la classe ouvrière de rejeter la politique de Blair se heurtera à la menace qu'un tel rejet pourra faire peser au plan électoral sur la place et l'existence même du Labour, son parti historique. Seule une position claire peut aider la classe ouvrière à se dégager de ce piège en formulant : "*Le 5 mai, votez Labour contre Blair !*" Selon que Blair aura, ou pas, fait gagner les conservateurs, selon le degré de démolition du parti qu'il aura réussi à réaliser (avec l'aide des pablistes, des staliniens et des altermondialistes, qui se présentent dans toutes les circonscriptions contre le Labour), la situation variera. Mais pour la classe ouvrière, la question du sauvetage du Labour Party et des TUC, du désastre dans lequel Blair les aura entraînés, sera posée de façon plus aiguë encore.

En Belgique, l'apparence de calme qui y règne est trompeuse. Le 26 février, le PS belge tenait son congrès. Triomphe pour son président, Elio Di Rupo. Il y faisait passer à la hussarde une réforme des statuts (qui remet en cause l'autonomie communale), et, surtout, obtenait un soutien quasi unanime à sa formule démagogique d'un "*oui de combat*" à la "Constitution" européenne. Tout semblait sous contrôle...

Pourtant, il n'aura pas fallu plus d'une semaine pour que l'ancien vice-président du groupe socialiste au Parlement européen, Jean-Maurice Dehousse, remette en cause la légitimité du congrès et de ses votes.

En réponse à la position de Di Rupo, le comité belge pour le non à la Constitution européenne convoque un meeting international à Liège le 30 avril, pour un "*non de combat*" à la régression sociale, à la directive Bolkestein, à la "Constitution" européenne.

Un meeting qui sera introduit par le député-maire de la ville, et où prendront la parole, outre Jean-Maurice Dehousse et un représentant du Mouvement de défense des travailleurs (MDT), membre de l'Entente internationale des travailleurs : le président de la CGSP (centrale FGTB des services publics), dont le congrès du 23 mars a voté non à la "Constitution" européenne ; le président de la FGTB de Liège, qui a estimé ne pouvoir cautionner la "Constitution" ; un représentant du SETCa (syndicats des employés de la FGTB) de Bruxelles, qui vient de voter unanimement le rejet de la "Constitution", etc. Là encore, contrairement à ce qu'espérait Di Rupo, l'opposition à la "Constitution" est de plus en plus massive.

Cette opposition est le reflet d'une résistance, qui s'est exprimée notamment dans les récentes grèves dans le secteur de l'alimentation pour un relèvement des salaires, et qui va s'exprimer demain dans des grèves décidées par la centrale du métal pour les mêmes raisons.

Les nouvelles restructurations annoncées fin mars dans la sidérurgie en Belgique, mais aussi en Allemagne et en France, ne peuvent qu'aiguiser encore la résistance des travailleurs, lesquels veulent, comme les travailleurs britanniques ou allemands, que les organisations qu'ils ont construites (la FGTB comme le PS en Belgique) les défendent. Ils sont de plus en plus nombreux pour qui cette exigence est incompatible avec l'adoption de la "Constitution" au cœur même du mouvement ouvrier, jusque dans ses sommets, et le font savoir.

En Espagne, le quotidien *El Pais* (1^{er} avril) résumait la situation de cette façon :

"Si la France disait non, cela aurait un impact sérieux, en Espagne, sur le projet de Zapatero, qui est lié à l'entrée en vigueur de cette Constitution."

Certes, certes... Mais la source principale de l'inquiétude de l'éditorialiste de *El Pais* réside bel et bien dans les développements espagnols et dans la façon dont ces derniers s'inscrivent dans le processus en cours à l'échelle de tout le continent.

Rappelons que, lors du référendum du 20 février, ce n'est pas si loin, le gouvernement Zapatero, champion de la "Constitution" européenne, s'est trouvé confronté à un rejet généralisé, qui s'est exprimé par une abstention, un vote non et blanc de plus de 70 % de la population. C'était un rappel cinglant de l'exigence formulée par la majorité, qui, le 14 mars 2004, a expulsé Aznar du gouvernement et l'a remplacé par Zapatero, secrétaire général du PSOE. Cette exigence se concentrait sur trois questions : le retrait des troupes d'Irak, l'annulation de toutes les contre-réformes du travail d'Aznar et le rétablissement des pleines libertés, condition de la fraternisation entre les peuples d'Espagne.

Au regard des douze mois écoulés, le sentiment général est que si le retrait rapide des troupes a été réalisé, pour ce qui concerne les deux autres points, Zapatero, fervent partisan de la "Constitution" européenne, a gouverné dans le sens contraire au mandat.

Et donc, la situation politique semble être revenue à l'extrême tension qui a précédé la chute du gouvernement Aznar.

Pire que tout, la loi sur les partis, signée en 2002 entre le gouvernement Aznar et la direction du PSOE, et le pacte antiterroriste sont plus que jamais en vigueur. Dans les élections du 17 avril au Parlement basque, l'application de cette loi a permis l'interdiction, entre autres, de Herri Batasuna.

Zapatero puise dans l'arsenal forgé par ses prédécesseurs pour diviser la classe ouvrière et créer un antagonisme entre les peuples d'Espagne.

Pour prendre un exemple précis, pour les 1 500 travailleurs des chantiers navals de Sestao (appartenant à l'ancien groupe public IZAR) menacés de licenciement en vertu du diktat de la Commission européenne, qui a interdit les aides publiques à

ces chantiers navals et piloté un plan de restructuration qui suppose l'élimination de 4 000 postes de travail sur les 11 000 que compte le groupe, l'application du pacte antiterroriste entraîne, sur le plan syndical, la division entre les travailleurs affiliés à l'UGT ou les Commissions ouvrières (syndicats nationaux) et les travailleurs affiliés à LAB ou STV (syndicats basques), empêchant ainsi l'unité des organisations contre le plan de restructuration imposé par Bruxelles.

En Allemagne, qui demeure la première puissance économique du continent, Schröder poursuit, à la veille de l'échéance du 22 mai — avec un cynisme qui rappelle celui qu'a manifesté Blair dans la lettre qu'il vient d'adresser à ses électeurs par l'intermédiaire du *Daily Mirror* (1) —, l'accélération de la mise en œuvre de toutes ses "réformes".

L'effondrement du SPD en Rhénanie-du-Nord-Westphalie ne laisse planer aucun doute. Quant à savoir ce qui en sortira, c'est une autre affaire. Manifestement, on préférerait en haut lieu, y compris à la CDU (le parti de la bourgeoisie allemande), que la coalition "rouge-vert" (SPD-Verts) aille jusqu'au terme de son travail, dans la mesure où elle réussit à domestiquer les sommets du mouvement ouvrier, comme en témoigne l'interview du président du DGB donnée à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, dont nous avons publié des extraits dans le dernier numéro de *La Vérité*. Mais l'ampleur de l'effondrement lui-même peut provoquer un éclatement de la coalition déjà déchirée par la crise des Verts et le scandale qui touche le ministre Joschka Fischer. Tout cela sur un fond de vagues de licenciements, de restructurations sans précédent, dans le pays qui demeure le principal exportateur de produits manufacturés dans le monde.

Dans une telle situation, il faut à tout prix tenter, pour les représentants du capital et leurs serviteurs, d'écarter la menace que continue à faire peser la classe ouvrière la plus puissante et la plus organisée d'Europe.

Tout le monde se prépare déjà, chacun à sa place, à faciliter le travail de démolition des organisations ouvrières, du SPD,

parti traditionnel de la classe ouvrière allemande, et des syndicats, engagé par Schröder. Comme en Grande-Bretagne à propos du Labour, l'objectif consiste à utiliser la défaite du SPD provoquée par Schröder pour tenter de démoraliser la classe, et tenter de lui interdire de se saisir de ses organisations, de ses syndicats et du SPD en cherchant à la pousser à quitter le cadre des grandes organisations traditionnelles pour les réseaux de la société civile pilotés par la Banque mondiale (2).

LE 22 MAI, EN ALLEMAGNE, IL SE PRODUIRA UN TOURNANT

Bref, le 22 mai, l'effondrement électoral du SPD dans son cœur historique, dans sa base la plus solide, constituera un tournant. Il provoquera un choc et sera le point de départ d'une crise politique et institutionnelle (car l'existence du SPD est un des fondements de l'existence de la République fédérale elle-même) intimement reliée à l'effondrement social et économique du pays. Le pays, les masses seront inéluctablement "saisis" sur le coup. Et pourtant, la classe ouvrière est là, avec toutes ses capacités inentamées, comme elle l'a montré, il y a quelques mois encore, lors du débrayage de masse, spontané, des milliers d'ouvriers de l'usine Opel, à Bochum, en dépit des consignes de la direction de l'IG-Metall. Comme en Grande-Bretagne, sous une autre forme, l'axe de défense des

(1) La lettre de Blair adressée aux électeurs du Labour leur fait, à l'avance, porter la responsabilité d'une éventuelle victoire des conservateurs : "Votre vote sera vital pour savoir si l'on va continuer à aller de l'avant (...). La monnaie est forte, nos écoles et nos hôpitaux se sont améliorés, nos villes sont prospères..." etc.

(2) C'est là qu'intervient l'ASG, le nouveau "parti de gauche" créé par une fraction des staliniens, les pablistes et les altermondialistes, qui présente partout des candidats aux élections en Rhénanie-du-Nord-Westphalie — comme leurs homologues en Grande-Bretagne — avec l'aide d'une fraction de l'appareil dirigeant de Ver.di (syndicat des services constitué sur le modèle de la CES sur le cadavre de fédérations syndicales, dont l'ÖTV, la fédération de la fonction publique et des services publics) par le biais des réseaux de la "gauche syndicale". Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

capacités de combat de la classe ouvrière exige de dire :

“Schröder est en train de livrer la Rhénanie à la CDU, il porte l’entière responsabilité du désastre dans lequel le pays tout entier est entraîné. Depuis des mois, nous appelons publiquement à agir pour chasser Schröder. Nous persistons. Le parti ne lui appartient pas. Ne le laissons pas en disposer. Ne le laissons pas détruire la majorité SPD gagnée en 1966 dans notre Land. C’est la raison pour laquelle nous appelons toutes et tous, contre Schröder qui livre le pays à la CDU, à voter SPD. Nous nous adressons à nos camarades du parti : votons SPD et exigeons la convocation d’un congrès extraordinaire pour chasser Schröder !”

C’est en Allemagne que le “ralentissement” de l’économie va peser le plus lourd. Le rétrécissement brutal du marché, le cours de l’euro vont littéralement asphyxier les capacités exportatrices de son industrie. L’élargissement de l’Europe aux 25 s’est déjà soldé par une accélération de la délocalisation de segments entiers de son industrie automobile. Les choses vont encore empirer. Les patrons des grands groupes vont déplacer leurs usines de quelques centaines de kilomètres à l’est, en Tchéquie, en Slovaquie et en Pologne... Le chômage y a atteint le chiffre officiel de 5,2 millions (le plus élevé depuis la guerre.) Tout l’arsenal législatif et le système d’indemnisation qui protégeait jusqu’à aujourd’hui les chômeurs, et avaient en particulier réussi à amortir le choc des licenciements consécutif à la désindustrialisation des Länder de l’Est entreprise après la réunification de 1989, est remis en cause par la loi

Hartz. Les relations sociales fondées sur l’existence des conventions collectives qui figurent dans la loi fondamentale de la République fédérale sont directement menacées. Et si, certes, la centrale syndicale DGB a perdu des millions d’adhérents ces douze dernières années, elle en conserve encore sept millions.

La discussion fait rage, de bas en haut, dans la centrale syndicale, pour définir “où se situe la limite qu’une organisation syndicale ne peut franchir sans se renier et sans se condamner à la disparition”. Ajoutons à ce climat explosif l’offensive engagée par la Commission européenne pour limiter le droit du gouvernement allemand à décider de soutenir financièrement les systèmes sociaux des Länder de l’Est en pleine débâcle économique. Schröder, qui aura fait adopter la “Constitution” européenne au Bundestag, le 12 mai, sans vagues apparentes, ne pourra empêcher que resurgisse le problème, ni que grandisse en Allemagne le rejet qui se manifeste dans toute l’Europe.

En conclusion, les mois qui viennent seront à coup sûr — quel que soit le résultat du référendum en France — le théâtre de bouleversements majeurs, où les masses vont chercher à se saisir de leurs organisations sur leur propre plan de classe pour agir contre le démantèlement de l’industrie de leur pays, des services publics, de l’agriculture, et contre la remise en cause, par les représentants du capital financier américain et leur instrument, la Banque centrale européenne, de la souveraineté des peuples et des nations.

Marc Lacaze

Annexe

“Il est urgent de chasser Berlusconi ! Qui peut croire que les revendications puissent être satisfaites avec Prodi, ancien président de la Commission européenne ?”

Les 3 et 4 avril, des élections régionales ont eu lieu en Italie. La majorité du gouvernement Berlusconi a subi une défaite cinglante, la perte de la majorité dans 11 régions sur 13 concernées par ces élections. Malgré l’interdiction, avec la mort du pape, de faire une quelconque propagande électorale, c’est 74,6 % du corps électoral qui ont voté pour infliger cette défaite.

Mais la classe ouvrière italienne, la population se trouvent confrontées à une question politique majeure.

Dans les jours qui suivent les résultats des élections, Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne, un des pères de la “Constitution” européenne, leader de l’opposition, déclare suite à ces résultats : *“Les Italiens nous demandent de nous préparer à gouverner. Je crois que nous ne devons pas demander la démission du gouvernement.”*

Bertinotti, leader du Parti de la refondation communiste et allié de Prodi pour un prochain gouvernement, approuve : *“Je crois que les oppositions doivent respecter la correction institutionnelle. Nous ne devons donc pas demander la démission du gouvernement.”*

Bertinotti s’est prononcé contre la “Constitution” européenne, Prodi en est un ardent défenseur, et tous deux, dans un an (ou, si la situation le leur impose, plus tôt), se proposent de gouverner ensemble pour appliquer, comme le déclare chaque jour Prodi, toute la politique de l’Union européenne.

Dans les jours qui ont suivi les élections, le “Comité national pour le non à la Constitution européenne, pour le retrait de la réforme de la Constitution italienne” a décidé de s’adresser aux travailleurs, aux syndicalistes, aux militants de toutes origines pour soumettre à la discussion de tous, afin d’aider au regroupement indépendant, une déclaration qu’il fait contre-signer :

« La majorité de la population veut le retrait de la “décentralisation” et la défense de l’unité du pays et des conquêtes issues de la Résistance, elle veut l’abrogation de la réforme Moratti de l’école et de l’Université ; elle veut le maintien de tous les emplois à Fiat et dans toute l’industrie ; elle veut l’abrogation de toutes les réformes des retraites et de toutes les “réformes” du marché du travail (Treu, Biagi) qui ont créé la flexibilité et la précarité, ce qui se traduit par un avenir désastreux pour les jeunes et par les licenciements, la mobilité et le chômage pour les moins jeunes.

Mais qui peut croire un seul instant qu’avec Romano Prodi — qui, de Bruxelles, pendant cinq ans, comme président de la Commission européenne, a dicté lui-même à Berlusconi tous les plans —, ces revendications légitimes et fondamentales puissent être satisfaites ?

Qui peut croire que ces exigences qui se sont exprimées avec force dans les grèves et les manifestations comme dans les urnes puissent être satisfaites avec le même Prodi, qui déclare tous les jours vouloir mener à terme la politique dictée par l’Union européenne et sa prétendue “Constitution”, politique de privatisations, de libre marché, de destruction des services publics, de précarité et de flexibilité, de “libre concurrence” ?

Qui peut croire que les revendications puissent être satisfaites avec Prodi, qui déclare immédiatement vouloir répondre aux injonctions de l’Union européenne, qui, au moment même où Berlusconi perd les élections, déclare : “L’Italie est en train d’augmenter son déficit. Si elle ne met pas ses dépenses sous contrôle, la procédure de dénonciation à la Cour suprême sera mise en route” ?

La majorité de la population veut un gouvernement qui réponde à ses aspirations légitimes.

La majorité de la population veut :

— Le maintien de tous les emplois à Fiat, le retrait des licenciements et des mises en chômage technique, le non à la délocalisation en Iran.

— L'abrogation de la "réforme" Moratti de l'école et de l'Université.

— Non à la décentralisation, le retrait de la réforme de la Constitution, la défense de l'unité de la République italienne.

(...) Il est urgent de chasser Berlusconi, il est urgent qu'il y ait une politique conforme aux intérêts des travailleurs, qui ouvre ainsi une issue, un espoir aux légitimes aspirations de la majorité de la population.

Cette politique conforme aux intérêts des travailleurs nécessite la rupture avec

l'Union européenne et sa prétendue Constitution, avec une politique qui a été rejetée, et que Prodi entend poursuivre.

Encore une fois, qui peut penser que Prodi puisse satisfaire les aspirations de la population ? Au lendemain des élections des 3 et 4 avril, est-il possible de contourner cette question ? Le comité national soumet cette déclaration à la discussion de tous les travailleurs, les syndicalistes, les militants de toute origine qui entendent contribuer à dégager une issue pour toute la classe ouvrière et pour toute la population. »

La "gouvernance mondiale" menace le mouvement ouvrier organisé, les nations et la démocratie

Par Olivier Doriane

Des délégués de 53 pays se sont retrouvés lors de la conférence mondiale de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (1) tenue en mars 2005, à Madrid (Espagne). Quatorze ans après sa constitution sur la base du *Manifeste contre la guerre et l'exploitation*, l'Entente internationale des travailleurs a confirmé qu'elle constituait un cadre de débat et d'action commune de militants, courants et organisations venus de tous les horizons et courants du mouvement ouvrier.

Parmi ceux-ci, se trouvent les partisans de la IV^e Internationale, qui participent, à égalité avec les autres courants, à la vie de l'Entente.

La IV^e Internationale est un courant politique avec son propre programme, fondé sur les enseignements du marxisme. Elle lutte pour en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production et la République universelle des conseils. Elle estime que pour réaliser cette mission historique, pour sauver l'humanité de la barbarie, la classe ouvrière doit pouvoir disposer de ses propres organisations indépendantes.

C'est donc tout naturellement que, avec d'autres courants et organisations, les militants de la IV^e Internationale prennent leurs places, ni plus ni moins, au sein de l'Entente.

(1) Les bulletins d'informations de l'Entente internationale fournissent la liste des délégués présents, ainsi que la liste de ceux qui ont été bloqués par les restrictions sans cesse grandissantes à la délivrance des visas dans nombre de pays. Certes, ayant été informés des conclusions de la conférence, ces derniers se sont associés à la déclaration finale. Mais il faut enregistrer que l'interdiction de voyager faite aux militants ouvriers de nombreux pays est une caractéristique de la situation mondiale ouverte après le 11 septembre 2001.

N'étant en concurrence avec aucune organisation existante, les délégués rassemblés à Madrid ont estimé devoir ouvrir un large débat dans le mouvement ouvrier, dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Son objectif : aider au combat nécessaire pour préserver l'indépendance du mouvement ouvrier face au danger que représente le projet de prétendue gouvernance mondiale. Cet article se veut une contribution, sur le terrain qui est le nôtre, à ce débat. Il reviendra en particulier sur la réforme en cours de l'ONU, qui s'inscrit dans ce schéma de "gouvernance mondiale".

L'ONU, CONSTITUÉE POUR "LE RETABLISSEMENT DE L'ORDRE"...

L'ONU a été constituée à la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est à l'occasion de la conférence de Yalta, en février 1945, que Roosevelt, Churchill et Staline décident la convocation d'une conférence des Nations unies sur "*l'Organisation mondiale*". La base de cet appel est une déclaration dite des Nations unies, signée le 1^{er} janvier 1942 par les représentants des impérialismes américain et anglais, et ceux de la bureaucratie du Kremlin. Elle affirme leur volonté commune "*d'assurer la sécurité internationale*".

Comprendre le sens de la notion de "*sécurité internationale*", qui fut la base de la constitution de l'Organisation des Nations unies, nécessite donc de nous arrêter quelques instants sur le contenu de la conférence de Yalta.

Le 4 février 1945, lorsque s'ouvre la conférence de Yalta, les armées hitlériennes sont partout sur la défensive, sinon en déroute, et l'armée soviétique, après avoir libéré le territoire de l'URSS, investi Varsovie et envahi la Roumanie, se trouve à moins de cent kilomètres de Berlin.

Dans l'ensemble de l'Europe, de la Roumanie à la France, de la Hongrie à l'Italie, on assiste à l'effondrement des appareils d'Etat de la bourgeoisie, et la peur du vide inquiète aussi bien les responsables américains ou anglais que les dirigeants du Kremlin. Les peuples d'Europe, qui viennent de connaître six années de guerre, faites de privations de toutes sortes, de mutilations et de bombardements massifs,

ne vont-ils pas exiger la satisfaction de leurs principales revendications, la reconnaissance de leurs droits, s'engager sur la voie de la liquidation définitive de l'exploitation et de l'oppression, et menacer ainsi la domination bourgeoise et bureaucratique ?

C'est donc pour faire face à ce que l'historien Arthur Funk appelle "*la puissance des forces révolutionnaires déchaînées par le nazisme et la guerre*" que Roosevelt, Churchill et Staline se réunissent une semaine durant et discutent du "*rétablissement de l'ordre en Europe*", selon les termes du communiqué officiel publié à l'issue de la conférence, le dimanche 11 février.

Le rétablissement de l'ordre en Europe passe par ce que le communiqué appelle "*le démembrement de l'Allemagne*", c'est-à-dire la dislocation de la nation allemande et de l'unité du prolétariat allemand.

Le rétablissement de l'ordre en Europe, c'est, quelques mois avant Yalta, l'écrasement du peuple de Varsovie insurgé contre les nazis et massacré avec la complicité de Staline, qui bloque les troupes soviétiques à quelques kilomètres de là.

Le rétablissement de l'ordre en Europe, c'est l'écrasement conjoint par l'impérialisme et la bureaucratie de la vague révolutionnaire en Grèce.

Ce sont donc les mêmes, Roosevelt, Churchill et Staline, qui décident la création de l'Organisation des Nations unies, dans le but d'assurer la "*sécurité internationale*", c'est-à-dire la "*sécurité*" des pays impérialistes et celle de la bureaucratie du Kremlin, que la mobilisation des peuples peut remettre en cause.

C'est en juin 1945, à San Francisco, que se tient la conférence constitutive de l'ONU

(on peut se reporter, dans ce même numéro de La Vérité, à l'article de James P. Cannon). Elle est maîtrisée de bout en bout par un comité officieux, qui regroupe les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS, et prend toutes les grandes décisions politiques.

Parmi elles, l'organisation interne des Nations unies, et plus particulièrement la place et le fonctionnement du Conseil de sécurité.

Le Conseil de sécurité, formé de cinq membres permanents et de dix membres non permanents, exerce "une responsabilité particulière" concernant la sauvegarde de la "sécurité internationale". En conséquence, tout membre permanent du Conseil de sécurité dispose d'un droit de veto. Cette décision avait d'ailleurs déjà été prise lors de la conférence de Yalta.

L'ONU s'est donc constituée comme un instrument pour le maintien de l'ordre impérialiste dans les conditions de l'après-guerre, fondé sur la collaboration entre l'impérialisme et la bureaucratie.

... DOIT S'ADAPTER A LA NOUVELLE SITUATION MONDIALE

Dans la situation mondiale marquée par la chute du Mur de Berlin en 1989, l'effondrement de la bureaucratie du Kremlin en 1991 et le tournant du 11 septembre 2001, quelle est la place de l'ONU ?

On sait le rôle meurtrier qu'elle a joué dans le déclenchement de la première guerre en Irak, puis dans le blocus assassin, durant 12 ans, contre le peuple irakien.

On sait également que l'impérialisme américain a démontré que s'il sait utiliser l'ONU, il savait tout aussi bien s'en passer si cela était nécessaire.

Depuis le tournant qu'a représenté dans ce domaine le déclenchement de la seconde guerre d'Irak, les représentants américains ne cachent plus leur volonté de voir les choses évoluer. En effet, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, explique :

"Il n'est un secret pour personne que les Nations unies ne peuvent pas survivre en tant que force de la politique internationale sans réforme. Si vous voulez que les

Nations unies soient fortes, vous devez être honnêtes sur leurs limites et vous devez vouloir essayer de supprimer ces limites, afin qu'elles soient adaptées au XXI^e siècle" (discours du 15 avril 2005).

Il est donc nécessaire de "moderniser, réformer et renforcer" les Nations unies, conclut-elle.

C'est dans ce contexte qu'une réforme de l'ONU est en cours.

Elle vient d'être présentée par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Cette réforme a un rapport avec les questions soulevées par les délégués rassemblés dans la conférence de l'Entente à Madrid.

En premier lieu, il convient d'établir un calendrier des principales échéances à venir. Au mois de juin se tiendra l'Assemblée annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT). Au cours de laquelle, seront présentées les suites des travaux de la Commission sur la dimension sociale de la mondialisation constituée en 2001. Puis, au mois de septembre, le sommet de l'ONU devra adopter des propositions de réforme de cette institution. Enfin, au mois de janvier de l'année prochaine, se tiendra à Porto Alegre le Forum social mondial (FSM), précédé du "Forum syndical mondial". C'est dans ce cadre que devrait être constituée la nouvelle organisation produit de la fusion entre la CISL et la CMT (2). Sommes-nous fondés à dire qu'il existe un lien, une cohérence entre ces différentes échéances ? C'est ce que nous allons nous efforcer d'établir.

"DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES PLUS MODERNES"...

Devant la 59^e session de l'ONU, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a présenté un discours-programme. Dès les premières lignes, il indique :

"Nous pourrions mettre en place des institutions internationales plus modernes

(2) La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) regroupe des organisations syndicales de 154 pays constituées sur le terrain traditionnel du mouvement ouvrier. La Confédération mondiale du travail (CMT) regroupe les syndicats d'origine chrétienne.

(...). En cette ère d'interdépendance, tous les pays du monde devraient, par la conscience de la communauté de leurs intérêts et de l'unicité de l'humanité, être amenés à faire cause commune (...)
 ("Unicité : relevons tout de suite ce terme. Il est au cœur de tout le projet en cours. L'humanité ne serait qu'un grand "tout". Nous y reviendrons.) L'année 2005 offre l'occasion d'avancer résolument dans cette direction. En septembre, les dirigeants politiques du monde entier se réuniront à New York pour faire le point des progrès accomplis depuis que tous les Etats ont adopté la déclaration du Millénaire en 2000" (rapport du secrétaire général de l'ONU, 24 mars 2005).

La déclaration du Millénaire est une déclaration adoptée en 2000 par toutes les grandes institutions internationales, ONU, FMI, OMC, Union européenne, ainsi que par de nombreux chefs d'Etat, qui tous ont déclaré engager "la lutte contre la pauvreté". A ce propos, on notera seulement l'indécence de la déclaration du secrétaire général de l'ONU, qui ose affirmer :

"Ces 25 dernière années, le monde a assisté au recul le plus spectaculaire de la misère qu'il ait jamais connu."

Que l'on songe à l'Afrique, qui s'enfoncé, menacée de disparition, que l'on pense aux centaines de millions de travailleurs migrants d'Asie et d'ailleurs, que l'on évoque la pauvreté qui se développe partout, y compris dans les pays industrialisés, et l'on mesurera le cynisme du propos. D'autant que c'est sans être le moins du monde dérangé par la contradiction qu'il enchaîne :

"Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes, soit un habitant sur six de la planète, ont moins d'un dollar par jour pour vivre, et luttent en permanence contre la faim, la maladie et la dégradation de l'environnement pour survivre. En d'autres termes, il s'agit d'une pauvreté qui tue. Une simple piqûre de moustique, vecteur du paludisme, suffit à mettre fin à la vie d'un enfant, faute d'une moustiquaire ou d'un traitement à 1 dollar."

Mais la raison du mensonge sur le prétendu recul de la pauvreté au cours du dernier quart de siècle apparaît dans la suite du discours :

« Pendant des siècles, on a considéré cette misère comme un aspect certes désolant, mais inévitable, de la condition humaine. Mais aujourd'hui, une telle posi-

tion est intenable pour des raisons intellectuelles et morales. La magnitude et l'ampleur des progrès faits par certains pays dans toutes les régions du monde ont montré que, dans un laps de temps très court, la pauvreté et la mortalité maternelle et infantile pouvaient être réduites de façon spectaculaire et que d'énormes avancées pouvaient être obtenues au niveau de l'éducation, de l'égalité entre les sexes et d'autres domaines du développement. La multitude sans précédent de ressources de technologies actuellement à notre disposition fait de nous la première génération qui a réellement les moyens, les connaissances et les ressources nécessaires pour tenir l'engagement pris par tous les Etats dans la déclaration du Millénaire, à savoir "faire du droit au développement une réalité pour tous et mettre l'humanité entière à l'abri du besoin" » (ibidem).

C'est exact. L'humanité a aujourd'hui les moyens de satisfaire aux besoins de l'ensemble des hommes et des femmes qui vivent sur la planète. Les capacités de production, la division du travail permettraient de franchir un pas gigantesque dans l'histoire de l'humanité. C'est une réalité.

Et pourtant, c'est l'inverse qui se produit. La décomposition gagne du terrain, la guerre ravage la planète en permanence, le nombre d'enfants au travail ne cesse d'augmenter... Tel est le prix que l'humanité paye pour la survie du régime de la propriété privée.

Le capitalisme, qui, dans sa phase ascendante, a développé la production, construit les nations, établi le marché mondial, est plongé dans l'impasse.

Lénine, analysant "l'impérialisme, stade suprême du capitalisme", avait déjà mis en évidence que la conquête du marché mondial étant achevée, le capitalisme est confronté à une contradiction majeure. Il n'est plus à même de développer les forces productives. Au contraire, la contradiction va croissante entre la capacité intrinsèque du régime capitaliste à développer la production et les limites de la consommation du fait des conditions de l'exploitation de la force de travail.

De là découle le fait que l'impérialisme ne peut survivre qu'au prix d'une destruction — et cela à une échelle sans précédent — de la principale force productrice : le travail humain. Cette destruction entraîne l'humanité à la barbarie.

Plus que jamais, la survie de l'humanité, la mise à la disposition des besoins des peuples des formidables capacités de production qui sont là, à portée de main, exigent d'en finir avec le régime de la propriété privée.

En 1937, à quelques mois de la proclamation de la IV^e Internationale, Trotsky écrivait :

"La technologie moderne a finalement dépassé le cadre de la propriété privée des moyens de production et les frontières de l'Etat national. Les forces productives de l'humanité étouffent dans ces chaînes. C'est précisément ce fait qui détermine le caractère de notre époque en tant qu'époque des bouleversements sociaux, des guerres, grandes et petites, des révolutions et des contre-révolutions ; notre planète ne trouvera pas la paix tant que les forces productives et les moyens de production ne seront pas devenus propriété sociale et organisés conformément à un plan scientifique, à l'échelle nationale d'abord, puis européenne, et finalement mondiale. Une telle réorganisation est inconcevable sans l'expropriation des capitalistes, c'est-à-dire sans révolution sociale."

Mais cela ne peut évidemment pas se retrouver dans le discours du secrétaire général de l'ONU, puisque sa fonction est précisément de défendre le régime de la propriété privée des moyens de production. A l'inverse, il note :

"La misère a de nombreuses origines, qui vont du handicap géographique aux ravages dus aux conflits et à leurs séquelles, en passant par la corruption et une mauvaise conduite des affaires publiques."

... AVEC "LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE SECTEUR PRIVÉ"

C'est donc bien dans le cadre d'un système présenté comme intouchable, celui basé sur la propriété privée des moyens de production, sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la recherche du profit, que vont être faites les propositions de réforme de l'ONU.

Cela est conforme à la nature de l'organisation constituée en 1945 pour "assurer la sécurité internationale", dans le cadre des accords de Yalta et de Potsdam

entre l'impérialisme et la bureaucratie restaurationniste, fourrier du capitalisme.

Dans ce cadre, nous l'avons vu avec la composition du Conseil de sécurité, la place des impérialismes français et britannique était à l'époque reconnue. Aujourd'hui, l'impérialisme américain s'impose comme le seul maître à bord.

Se rangeant à cette réalité, le rapport de Kofi Annan fait référence à "l'unité remarquable qui a suivi les événements du 11 septembre 2001".

Voyons quel est, dans ces conditions, l'axe de réflexion du secrétaire général de l'ONU :

"Les Etats ne peuvent toutefois pas faire le travail seuls. Nous avons besoin d'une société civile active et d'un secteur privé dynamique. Tant la société civile que le secteur privé occupent une part de plus en plus grande et de plus en plus importante de l'espace auparavant réservé aux Etats" (ibidem).

Ainsi, dès le début, la question de la place réservée à l'Etat-nation est présentée comme centrale. La formule employée plus haut par Kofi Annan "d'unicité de l'humanité" (ce qui est unique ne peut pas être divisé) se rapporte dans un même mouvement à l'existence des classes et des nations. Cette notion d'"unicité" n'est pas nouvelle. Mussolini prétendait que chaque individu fait partie de l'Etat, en est une partie. Bien entendu, nous ne comparons pas Kofi Annan et Mussolini. Nous parlons ici de cette conception politique de la "totalité", de "l'unicité" : l'Etat étant un tout unique, englobant tous les membres de la société. Le droit de s'organiser de manière distincte pour faire valoir ses intérêts spécifiques (syndicat) ou un programme (parti) n'a dès lors plus lieu d'être. En cela, l'"unicité" (équivalent de totalitarisme — le tout) est le contraire et la négation de la démocratie politique. Notons au passage que l'on retrouve cela sous une autre terminologie avec la notion de "société civile". D'ailleurs, cohérent avec son propos, le secrétaire général de l'ONU souligne la place des organisations de la "société civile". Pour commencer, dans la remise en cause des services publics et des tâches qui incombent aux Etats, en s'y substituant :

"La société civile est un partenaire indispensable en vue de la fourniture de tous les services destinés aux pauvres envi-

sagés dans les objectifs du Millénaire pour le développement.”

Ensuite, pour avancer vers la gouvernance mondiale :

“Sur le plan international, certaines organisations de la société civile peuvent aider à instaurer des partenariats mondiaux autour de thèmes précis” (ibidem).

LA REFORME DE L'ONU...

Revenons à la réforme de l'ONU. Le secrétaire général insiste sur l'urgence du calendrier :

“Nous ne parlons pas ici de questions théoriques, mais d'urgences capitales. Si nous n'arrivons pas à nous entendre sur ces questions dans le courant de l'année et commencer à agir, nous aurons sans doute laissé passer notre dernière chance. C'est cette année ou jamais que nous devons transformer l'ONU.”

Première proposition : modifier la place de l'Assemblée générale, car

“le consensus est malheureusement devenu une fin en soi (...). Cette méthode pousse l'assemblée à se réfugier dans des généralités (...). L'Assemblée générale devrait maintenant prendre des mesures audacieuses pour rationaliser ses travaux et accélérer le processus des délibérations, notamment en simplifiant son ordre du jour, la structure de ses commissions et les procédures liées aux débats en plénière et aux demandes d'établissement de rapports, et en renforçant le rôle et l'autorité de son président” (ibidem).

De quoi s'agit-il ? Est-ce parce que l'Assemblée générale compte des représentants de tous les Etats, petits et grands, qui sont à l'ONU, qu'elle ne convient plus sous cette forme ?

La reconnaissance même formelle des Etats à faire entendre leur voix et la différence de leurs intérêts est-elle un obstacle à la nécessaire “unicité” du monde ?

“Le rôle et l'autorité” qu'il s'agit de “renforcer” n'est pas celle du “président”, mais, au-delà des mots, de ceux qui cherchent à imposer leur loi — en premier lieu, les responsables de l'administration américaine.

Dans cette même logique, le discours du secrétaire général de l'ONU, après avoir

rappelé que “ses fondateurs ont doté l'ONU de trois conseils, chacun ayant des responsabilités dans son propre domaine : le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, et le Conseil de tutelle”, souligne :

“Avec le temps, la répartition de leurs responsabilités est devenue de moins en moins équilibrée : le Conseil de sécurité a de plus en plus revendiqué son autorité, et, surtout depuis la fin de la guerre froide, a bénéficié de la plus grande unité de vues entre ses membres permanents, mais il a vu cette autorité remise en question au motif que sa composition est anachronique ou insuffisamment représentative.”

Cette remarque sur la composition du Conseil de sécurité vise clairement à enregistrer la modification des équilibres tels qu'ils étaient établis à la fin de la guerre, en particulier à remettre en cause la place de l'impérialisme français.

Son droit de veto en tant que membre permanent est aujourd'hui inacceptable pour Washington.

Kofi Annan souligne ensuite :

“Le Conseil économique et social a trop souvent été relégué en marge de la gouvernance économique et sociale mondiale. En 1945, les auteurs de la charte n'ont pas donné au Conseil économique et social de pouvoirs coercitifs (...). Mais cela ne contribue qu'à rendre plus important le rôle potentiel du conseil en tant que coordonnateur, organisateur, lieu de dialogue et bâtisseur de consensus. Il s'agit du seul organe de l'ONU explicitement mandaté par la charte pour coordonner les activités des institutions spécialisées et consulter les organisations non gouvernementales (...). A cette fin, le Conseil économique et social devrait organiser des réunions ministérielles annuelles pour évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement, en particulier des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).”

On peut déjà noter que, s'il faut modifier la place du Conseil économique et social, c'est parce qu'il permet entre autres d'intégrer officiellement les ONG au dispositif de nouvelle gouvernance mondiale.

Mais il y a plus. La proposition de réunion ministérielle **annuelle** pour suivre les objectifs du Millénaire est très importante.

Les objectifs du Millénaire, on l'a vu,

sont communs à toutes les grandes institutions internationales — ONU, FMI, OMC, Union européenne —, ainsi qu'à de nombreux chefs d'Etat.

Mais ils sont également soutenus par la Commission sur la dimension sociale de la mondialisation, constituée au sein de l'OIT, elle-même soutenue par ceux qui prônent la fusion CISL-CMT et par les forums sociaux.

... MENACE L'OIT DANS SON EXISTENCE

Dès lors, la proposition d'une réunion annuelle autour de ce document, la place renforcée du Conseil économique et social soulève des questions touchant à la place même de l'OIT.

L'Organisation internationale du travail a été constituée en 1919 comme une réponse face à la vague révolutionnaire qui ébranlait l'Europe dans le prolongement de la révolution russe. Dans le même temps, sa structure tripartite, Etats, patrons, Groupe des travailleurs, fondait la reconnaissance institutionnelle de l'existence de classes sociales aux intérêts qui ne coïncident pas, et la distinction possible de leurs intérêts d'avec ceux des Etats.

Le système normatif de l'OIT qui s'est mis en place permettait de codifier les droits ouvriers à l'échelle internationale. Ces droits devaient être ensuite ratifiés dans le cadre des Etats-nations. Ainsi, le système normatif international de l'OIT est un point d'appui pour le mouvement ouvrier dans chaque pays.

Depuis plusieurs années, ce système normatif est, on le sait, attaqué et remis en cause. Mais aujourd'hui, n'est-ce pas l'existence même de l'OIT qui est en jeu ?

L'OIT est une institution dépendant de l'ONU. Si le Conseil économique et social de l'ONU voit son pouvoir renforcé, et s'il ordonne son travail autour de l'OMD repris par le rapport de la Commission sociale de la mondialisation, quelle place restera-t-il à l'OIT ?

La question se pose d'autant plus que d'autres projets sont en cours.

Le bulletin de l'Entente internationale,

n° 123-124, publie le message d'accueil à la conférence mondiale de Manuel Bonmati, secrétaire général aux relations internationales de l'UGT d'Espagne. Il y explique :

"On prétend affaiblir l'OIT comme instrument des travailleurs. On voudrait qu'elle arrête de produire d'importantes normes de conventions collectives internationales, que l'on veut défigurer, car il existe, au sein de l'OIT, un courant d'opinion favorable à la création d'un quatrième groupe, celui des organisations non gouvernementales."

UN PROCESSUS ENGAGE DEPUIS DIX ANS

C'est la suite d'un processus engagé depuis dix ans maintenant. En 1995, il y a eu le sommet social de Copenhague, qui a lancé l'offensive pour intégrer les organisations ouvrières dans l'humanisation de la mondialisation.

Puis, la modification intervenue en 1998 avec la *"Déclaration de l'OIT relative aux principes et aux droits fondamentaux au travail"* a constitué un moment charnière dans le processus de remise en cause du système normatif de l'OIT. Dans les rencontres qu'elle tient à Genève, l'Entente internationale avait mis en garde et soulevé des interrogations quant à cette charte. Car si, formellement, elle faisait référence aux conventions de l'OIT — à cinq d'entre elles —, elle introduisait une modification fondamentale :

"La déclaration apporte une contribution nouvelle importante. D'abord, la reconnaissance que les membres de l'OIT, même lorsqu'ils n'ont pas ratifié les conventions en question, ont l'obligation de respecter de bonne foi et conformément à la Constitution les principes concernant les droits fondamentaux qui sont l'objet desdites conventions."

Cela implique des modifications substantielles, qualitatives, du système des conventions.

Premièrement, les Etats-nations n'ont plus besoin de ratifier les conventions. Un gouvernement peut simplement se déclarer d'accord avec la *"déclaration des droits fondamentaux"*. Ainsi, l'obligation de transcription de la convention dans le droit et la législation nationale disparaît.

Deuxièmement, alors que des obligations précises, souvent chiffrées, étaient le cœur des conventions, on passe à des références “*de principe*”.

Troisièmement, alors que les conventions étaient obligatoires et contraignantes, on passe à un système de “*bonne foi*”.

Un exemple, un seul, pour illustrer la régression que cela représente. La convention n° 138 de l’OIT stipule dans son article 1^{er} : “*Tout membre pour lequel la présente convention est en vigueur s’engage à poursuivre une politique nationale visant à assurer l’abolition effective du travail des enfants*”, et l’article 2 stipule : “*L’âge minimum spécifié ne devra pas être inférieur à l’âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à quinze ans.*”

Donc, lorsqu’un Etat ratifie cette convention, il doit introduire dans la loi nationale et le Code du travail l’interdiction du travail des enfants de moins de 15 ans (ou plus, si l’âge d’obligation scolaire est supérieur). Cette convention était un point d’appui pour le mouvement ouvrier dans chaque pays. Il pouvait combattre pour sa ratification, et donc son inscription dans le droit, la loi, le Code du travail. Avec la “*déclaration des droits fondamentaux*”, un gouvernement peut simplement déclarer : “*Je souscris à la déclaration, ma seule obligation est de reconnaître de bonne foi un principe.*” Quel gouvernement serait gêné de dire qu’il est contre “*le principe*” du travail des enfants ? Aucun. Ce qui le gêne, c’est ce qui permet de combattre cette barbarie, ce sont des droits codifiés, des règles, des obligations.

On peut, à cet endroit, faire une réflexion. Cette déréglementation ne correspond pas seulement à une volonté de priver le mouvement ouvrier des pays dominés de disposer de cet outil, elle illustre de manière criante combien l’impérialisme pourrissant fait tourner la roue de l’histoire à l’envers.

En France, les lois et obligations scolaires datent de 1883, celle interdisant le travail des enfants de 1892, et la convention n° 138 a été ratifiée. Or les mesures prises par les gouvernements successifs pour appliquer les directives de l’Union européenne sur la protection des enfants au travail ont légalisé le travail des enfants à partir de 14 ans, voire 12 ans. Ce qui est contradictoire avec la convention n° 138.

On comprend mieux leur opposition au système normatif contraignant.

“L’HUMANISATION” DE LA BARBARIE EST IMPOSSIBLE

C’est donc sur la base de cette modification fondamentale que s’est ensuite mise en place, quatre ans plus tard, la commission sur la “*dimension sociale de la mondialisation*”.

La déclaration finale de la conférence de Madrid relève à ce propos :

« *Dans le prolongement de ce dispositif d’abandon de la procédure conventionnelle, s’est constituée, en novembre 2001, au sein de l’OIT, une “Commission de la dimension sociale de la mondialisation”. Selon le rapport présenté en juin 2004 devant la 92^e Assemblée annuelle de l’OIT, cette commission se fixe comme tâche d’élaborer des recommandations pour une “nouvelle gouvernance mondiale équitable et intégratrice des valeurs universelles et des droits de l’homme”. Cette “nouvelle gouvernance mondiale” devra être “mise en œuvre avec tous les acteurs : gouvernement, parlementaires, entreprises, membres de la société civile, organisations syndicales, organisations internationales”. La commission fait état dans ce rapport de ses rencontres avec le FMI, la Banque mondiale, l’OMC, l’Union européenne, l’ensemble des institutions de Bretton Woods. Elle a surtout rencontré appui et approbation.* »

Depuis, en mars 2005, le conseil d’administration du BIT s’est réuni. Il a entendu le rapport de la commission sur la “*dimension sociale de la mondialisation*” et les suites qui lui sont données. Il est en particulier considéré comme une contribution à la préparation de l’assemblée de l’ONU de septembre 2005.

Mais sommes-nous fondés à dire que ce rapport sur la “*dimension sociale de la mondialisation*” et les “*objectifs du Millénaire pour le développement*” (OMD) sont également en rapport avec le congrès de fusion programmée entre la CISL et la CMT ?

Cette question est importante, car la place des organisations syndicales n’est pas d’être la “*composante sociale de la mondialisation*”.

La mondialisation, ce n’est rien d’autre que la reconnaissance que la lutte de classes

reste au centre la situation mondiale. Lutte de la classe capitaliste pour “abaïsser le coût du travail”. Lutte de la classe ouvrière pour défendre ses droits, conquêtes et garanties, pour défendre ses organisations.

“L’humanisation” de la barbarie n’est pas possible. Le mouvement ouvrier ne saurait — sans se renier — devenir la partie sociale de la mondialisation.

Voyons donc ce qu’il en est à la lecture d’un document de la CMT.

“En janvier dernier, à Porto Alegre, la CMT, en collaboration avec la CISL, la CES, Social Alert, Solidar et Global Progressive Forum, a organisé une conférence sur la base des conclusions de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation.”

La résolution qui y a été adoptée affirme :

“Nous, syndicalistes, mouvements sociaux, activistes, politiciens progressistes et autres acteurs de la société civile, nous sommes rencontrés au cinquième Forum social mondial de Porto Alegre, du 27 au 30 janvier 2005, pour débattre des actions développées dans le rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation de l’OIT (...). Nous soutenons les recommandations de la commission mondiale et nous nous engageons à promouvoir une mondialisation juste.”

Au passage, la déclaration “appuie l’intégration régionale”, c’est-à-dire les traités de libre commerce, l’Union européenne, ALENA, NAFTA, qui, bien sûr, doivent “inclure une dimension sociale et politique forte, ainsi qu’une participation effective des organisations de travailleurs et des autres acteurs de la société civile (...)”.

Ce document appuie également “la demande de réforme et de renforcement de l’ONU, et la création d’un Conseil économique et social et environnemental” (déclaration de la conférence syndicale à Porto Alegre 2005).

La marche à la fusion CISL-CMT se fait donc clairement dans le cadre de la réforme de l’ONU, de la constitution d’un Conseil économique et social et de la “dimension sociale de la mondialisation”.

Les termes de l’alternative posée au mouvement ouvrier sont ainsi clairement établis :

— ou bien, acceptant de devenir une

représentation sociale aux côtés de la société civile dans les institutions de la mondialisation, il se désagrège dans la prétendue “gouvernance mondiale” ;

— ou bien, préservant son indépendance (ce qui inclut une part de reconquête), il assure la mission, pour laquelle il a été constitué par la longue lutte de la classe ouvrière dans chaque pays et à l’échelle internationale, de défendre les intérêts spécifiques des travailleurs dans le combat pour arracher le mal à la racine en expropriant les expropriateurs.

LES NOUVEAUX HABITS DU CORPORATISME

Cependant, ce processus d’intégration à la gouvernance mondiale a déjà des conséquences fort pratiques.

Un document de UNI-Global Unions (3) (circulaire UO18/GS du 15 février 2005) indique :

“En 2005, il y aura de véritables possibilités de faire avancer la lutte contre la pauvreté. L’Action mondiale contre la pauvreté a été lancée officiellement lors du Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2005 par le président Lula et par le secrétaire général de la CISL, Guy Ryder. Elle a également fait l’objet d’un lancement au Forum économique mondial lors d’un panel avec le chancelier britannique Gordon Brown, le président de la CISL, Sharan Burrow, et le chanteur Bono.”

La déclaration de Lula faite à ce propos mérite d’être relevée. Après avoir noté, lui aussi, qu’il est “essentiel de réformer la hiérarchie des institutions multilatérales” et que “la réforme de l’ONU, et en particulier du Conseil de sécurité, fait partie de ce programme (...)”, il indique :

“A chaque fois qu’un obstacle apparaît, on peut entamer un dialogue pour replacer la condition humaine dans le cours de l’histoire.”

La discussion sur des champs communs

(3) L’UNI est le regroupement de quatre anciennes fédérations internationales syndicales pour constituer une nouvelle organisation mondiale. Global Unions regroupe la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), les Fédérations syndicales internationales (FSI), la Commission syndicale consultative auprès de l’OCDE (TUAC).

possibles entre le Forum social mondial de Porto Alegre et le Forum économique mondial de Davos, qui ont lieu en même temps, est une tâche comprise dans cette approche. Il ne s'agit pas de demander aux gens de cesser d'être ce qu'ils sont, mais bien d'établir des liens entre des communautés unies par une destinée humaine invisible" (Lula, "Entre Davos et Porto Alegre, des champs communs possibles", janvier 2005).

Ainsi, exploités et exploités devraient faire partie d'une communauté unie. C'est même plus que cela : en fait, il n'y a plus d'exploiteurs et d'exploités. Le latifundiaire assassin et le paysan assassiné seraient unis sur terre par une destinée commune ! Le patron qui licencie et l'ouvrier qui ne peut plus nourrir sa famille devraient s'efforcer "d'établir des liens" de communauté ? Cela porte un nom : le corporatisme.

Au nom de la lutte contre la pauvreté, on cherche à enchaîner le mouvement ouvrier — le seul à pouvoir véritablement lutter contre la pauvreté en préservant et en arrachant droits et conquêtes limitant l'exploitation, et structurant la société contre la barbarie montante — au char des institutions internationales, FMI, Banque mondiale.

Mais la pauvreté, d'où vient-elle ? Ce sont les plans du FMI, de pillage, de privatisations. Ce sont les guerres menées avec (ou sans) le concours direct de l'ONU, ce sont les exigences de surexploitation des multinationales cherchant à s'affranchir de toutes les législations nationales protégeant les travailleurs.

En un mot, la pauvreté est générée par le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous affirmons ici : la lutte contre la pauvreté s'identifie à la lutte pour la préservation, bec et ongles, des droits ouvriers, des garanties collectives, pour la préservation du mouvement ouvrier.

La lutte contre la pauvreté, c'est la lutte des classes. Et l'on cherche à entraîner le mouvement ouvrier sur une tout autre voie.

Dans la déclaration que les Global Unions ont faite au printemps 2005 au FMI et à la Banque mondiale (Washington, 16 et 17 avril 2005), il est de nouveau expliqué :

"Lors du Forum social mondial de Porto Alegre (26-31 janvier 2005), la CISL et d'autres organisations membres

du groupement Global Unions ont rejoint une vaste alliance mondiale de groupes et d'organisations réunis au sein de l'Action mondiale contre la pauvreté [www.whiteband.org] (...). Le mouvement Global Unions invite instamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale à adopter les mesures préconisées dans la présente déclaration, afin que leurs actions contribuent de manière systématique à l'élimination de la pauvreté et à la réalisation des ODM, ainsi que le réclame l'Action mondiale contre la pauvreté."

Comment peut-on demander à ceux qui génèrent la pauvreté de l'éliminer ?

COALITION CONTRE NATURE

Tout se relie. Porto Alegre, forums sociaux, marche à la fusion CISL-CMT, objectifs du Millénaire, Action mondiale contre la pauvreté.

Et cela a des conséquences dans chaque pays. Pour ne prendre qu'un exemple, la France, citons un communiqué de la CFDT (29 décembre 2004) :

"Le mouvement syndical sera présent et actif dans la coalition qui s'organise avec de nombreuses ONG pour éradiquer la pauvreté (...). Une mobilisation internationale se met en place pour faire de 2005 une année décisive pour atteindre les objectifs du Millénaire (déclaration des objectifs du Millénaire, OMD) dix ans plus tard. La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) y participe aux côtés d'ONG internationales (...).

En ce qui concerne la coopération CFDT-ONG : la coalition française regroupe une quinzaine d'associations non gouvernementales (ONG) telles que le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), le Crid (Centre de recherches et d'informations pour le développement), le Secours catholique et Caritas France."

Il faut, selon le site de cette coalition, ajouter à cette liste une confédération syndicale, la CGT.

On a là le sens et le contenu des propositions de fusion entre la CISL et la CMT. Dans le document du congrès de la CISL, il était établi que le mouvement syndical devait se fixer de travailler avec les organi-

sations non gouvernementales, qu'elles devaient élaborer un projet politique commun.

La résolution adoptée souligne en effet la nécessité

"d'intensifier les efforts de la CISL pour travailler conjointement avec des groupements politiques et d'autres organisations de la société civile qui partagent les valeurs et objectifs du mouvement syndical international".

Cela pour *"agir pour une nouvelle gouvernance de la mondialisation"*. La traduction de cette orientation, c'est la dilution du mouvement ouvrier au sein d'une coalition constituée avec les ONG sur décision de l'ONU, puisqu'il s'agit d'atteindre les "objectifs du Millénaire".

Puisque les altermondialistes deviennent de plus en plus ouvertement la référence à laquelle tout devrait être ramené, puisque les "stratégies syndicales" s'élaborent à Porto Alegre, il convient de revenir sur la position du mouvement altermondialiste. Nous nous référons ici à un document intitulé *"La réforme de l'ONU et le mouvement altermondialiste"*. Celui-ci est rédigé par Gustave Massiah, vice-président d'ATTAC-France, et président du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), présent dans la coalition de lutte contre la pauvreté. Ce document affirme d'abord que *"la question de la réforme de l'ONU est devenue centrale"*. Ce document se veut une contribution à la mise en place d'un système de gouvernance mondiale. Il insiste :

"Le débat sur la démocratie mondiale fonde la volonté d'une nouvelle Constitution du monde. Une démocratie mondiale est possible."

Puis il précise :

"Quand il s'agit de la démocratie, l'issue mondiale est pertinente. On ne peut simplement transposer la manière de penser la démocratie à l'échelle nationale. Il faut construire de nouveaux concepts."

Lesquels ?

LA "DECONSTRUCTION" DES NATIONS

« Le débat entre "démocratie représentative" et "démocratie directe" a retrouvé une nouvelle vigueur avec la "démocratie participative". La réflexion sur la "démocratie représentative" est très marquée par l'inscription dans la souveraineté nationale. Le peuple est souverain par la nation, et renvoie au modèle de l'Etat-nation, qui a été le point d'arrivée du droit à l'autodétermination. Ce modèle, qui continue à fonctionner pour beaucoup comme une évidence, n'est pas transposable à l'échelle mondiale. Pour le reconstruire, il faudra passer par une phase de déconstruction. C'est le rôle du citoyen et la mise en perspective d'une citoyenneté mondiale qui pourraient servir de fil conducteur. »

cratie représentative" est très marquée par l'inscription dans la souveraineté nationale. Le peuple est souverain par la nation, et renvoie au modèle de l'Etat-nation, qui a été le point d'arrivée du droit à l'autodétermination. Ce modèle, qui continue à fonctionner pour beaucoup comme une évidence, n'est pas transposable à l'échelle mondiale. Pour le reconstruire, il faudra passer par une phase de déconstruction. C'est le rôle du citoyen et la mise en perspective d'une citoyenneté mondiale qui pourraient servir de fil conducteur. »

Ce texte revendique ouvertement la "déconstruction" des nations, en clair, leur destruction (que ces gens aillent dire cela aux peuples de l'ex-Yougoslavie, aux peuples d'Afrique, où la "déconstruction" des nations et des Etats se paye au prix du sang et des carnages). Il faut affirmer ici : la constitution de la nation est une conquête de la démocratie. Elle est liée à l'essor des forces productives.

Dans sa phase ascendante, le capitalisme a établi des rapports entre classes sociales se constituant et se renforçant comme classes. D'une part, la classe capitaliste se centralise dans un Etat lui-même en cours d'unification nationale ; d'autre part, le prolétariat s'unifie et se concentre dans les usines, et, par conséquent, à travers sa lutte de classe, s'unifie et se concentre dans ses organisations, dans l'ensemble des institutions ouvrières conquises au sein de l'Etat bourgeois, qu'il s'agisse des syndicats, des conventions collectives, des régimes de protection sociale, autant de *"bastions de démocratie prolétarienne au sein des institutions bourgeoises"*, suivant la formule de Trotsky.

Aujourd'hui, dans la phase de l'impérialisme, désindustrialisation, effondrement et déclin des forces productives aboutissent à disloquer toutes les formes organisées, non seulement de la classe ouvrière, mais de toutes les relations entre les classes sociales, telles qu'elles avaient été constituées à l'époque du capitalisme ascendant.

Le capitalisme ascendant avait été marqué par les processus de réalisation de l'unité nationale, en particulier dans les pays capitalistes de l'Europe, c'est-à-dire par la constitution du marché national, avec tout ce que cela implique quant à la constitution de l'Etat.

En ce début du XXI^e siècle, la disloca-

tion du marché mondial est aussi celle de chaque marché national. La dislocation de chaque marché national, c'est la régionalisation, l'éclatement de tout le maillage social et économique qui a constitué l'unité des systèmes institutionnels des Etats bourgeois.

Le capital tend donc à dépouiller l'Etat de tout ce que la phase ascendante du capitalisme y avait inscrit en relation avec le développement des forces productives et tout ce que la lutte de classe elle-même lui avait imposé. Exit les services publics, les responsabilités de l'Etat vis-à-vis de la protection sociale et sanitaire de la population, exit les obligations de l'Etat en matière d'infrastructures routières, en matière de scolarité. Il faut réduire et concentrer l'Etat de la manière la plus brutale.

Pour le reste, ne pas hésiter à rejeter de très larges fractions de la population en dehors même d'un cadre organisé, structuré et ordonné, les livrer aux pillages et aux affrontements armés.

La nation est le cadre constitué par la bourgeoisie pour partir à l'assaut du marché mondial et constituer le marché mondial, cela dans la phase du capitalisme ascendant. Avec l'impérialisme pourrissant, la décomposition de la société capitaliste inverse ces processus. L'impérialisme, dans une spirale infernale, détruit la force de travail ; la destruction de la force de travail devient la force motrice de la désagrégation de la civilisation humaine, et donc de toutes les composantes de la démocratie, y compris l'existence des nations, cadre dans lequel la classe ouvrière a arraché ses droits, conquêtes et garanties. La dislocation des nations est une ligne générale de l'impérialisme pour disloquer la classe ouvrière, détruire les travailleurs eux-mêmes.

A l'exact opposé du mouvement altermondialiste, la IV^e Internationale inscrit sur son drapeau le combat pour la défense de la souveraineté des nations face à l'impérialisme pourrissant. Il s'agit du combat pour affirmer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du combat pour la souveraineté populaire, pour la défense des droits, conquêtes et garanties arrachés dans le cadre de la nation. Il s'agit de la démocratie.

EST MENACE

On notera également que cet article d'ATTAC présente la "démocratie participative" comme ayant réglé le problème entre la "démocratie politique (démocratie représentative)" et la "démocratie directe (démocratie des conseils)". C'est logique, puisque la "démocratie participative" est la négation de l'existence de classes sociales aux intérêts antagoniques. Les travailleurs ne sont plus des travailleurs vendant leur force de travail, mais uniquement des "citoyens", qui participent à une citoyenneté mondiale et n'ont plus d'intérêts spécifiques à défendre, mais font partie d'un grand tout. Partant, tant la lutte pour la démocratie politique permettant à la classe de s'organiser politiquement dans le cadre du régime capitaliste pour lutter contre lui que la lutte pour la démocratie des conseils permettant à la majorité des producteurs de s'approprier collectivement les moyens de production en expropriant les capitalistes n'ont plus lieu d'être.

Il est, dès lors, logique de s'inscrire non seulement dans la recherche d'une "dimension sociale de la mondialisation", mais encore dans la gestion de la gouvernance mondiale. La proposition du mouvement altermondialiste est donc :

"L'intégration effective dans le système des Nations unies et des institutions financières et commerciales internationales, FMI, Banque mondiale, sociétés financières internationales et OMC. Une proposition symbolique serait de faire élire les responsables de ces institutions, et notamment le président de la Banque mondiale et le directeur général de la FMI, par l'Assemblée générale de l'ONU."

On retrouvera d'ailleurs trace de cette proposition d'élection des instances dirigeantes de la Banque mondiale, d'une bonne réforme et d'une transparence de la Banque mondiale dans la campagne de pétition d'ATTAC-France contre la candidature de Paul Wolfowitz au poste de président de la Banque mondiale :

"Le choix des personnes qui dirigent la Banque mondiale est une question vitale, qui affectera le futur des efforts internationaux d'éradication de la pauvreté."

Il s'agit ni plus ni moins d'expliquer que la Banque mondiale (dirigée par de "bonnes personnes") pourra éradiquer la pauvreté.

Encore une fois, c'est prendre l'incendiaire pour un pompier. La position clairement affirmée est qu'il est possible d'améliorer le fonctionnement des institutions officielles du capitalisme international, et que, ce faisant, on pourrait faire reculer définitivement la pauvreté.

Le mouvement ouvrier mondial est donc face à un danger imminent. Le calendrier international, très rapide, s'articule autour des différentes échéances que nous avons évoquées. L'Assemblée générale annuelle de l'OIT va donc débattre des suites du rapport sur la "*dimension sociale de la mondialisation*", de la lutte mondiale contre la pauvreté et des contributions que l'OIT fera aux propositions de réformes de l'ONU. Le sommet de l'ONU, en septembre, devrait voir un nouveau pas franchi dans la mise en place de la pseudo-gouvernance mondiale, qui, bien loin d'être la constitution d'un gouvernement mondial, est en fait un dispositif visant à la dislocation des nations, à la destruction de la classe ouvrière et de ses

conquêtes, c'est-à-dire la marche à la barbarie.

Cette réforme de l'ONU devrait donner une place grandissante à la société civile, aux ONG. Elle devrait par là contribuer à élargir le pont entre le Forum syndical mondial et le FMI, pont déjà organisé dans de nombreuses initiatives.

Et l'on voudrait que le mouvement ouvrier s'intègre à cet ensemble.

Et l'on voudrait que le Forum syndical mondial soit le lieu de dissolution des organisations syndicales existantes dans un magma avec les ONG et la "société civile", elle-même officiellement reliée au FMI.

Cela ne doit pas être.

La survie de l'humanité passe par la lutte pour en finir avec le régime de la propriété privée, passe par assurer le combat pour la victoire du socialisme.

Cela exige que le mouvement ouvrier préserve son existence et son indépendance.

LA VERITE Revue théorique de la IV^e Internationale

La Vérité paraît tous les deux mois. Elle est éditée en dix langues, dont les « unes » sont reproduites ci-contre : allemand, anglais, français, arabe, espagnol, italien, ouïgour, portugais, russe, serbe.

Pour se procurer La Vérité :

• **Edition française** et administration centrale de la revue : La Vérité, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.
Mail : the-truth@laverite.org

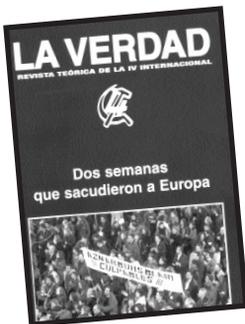
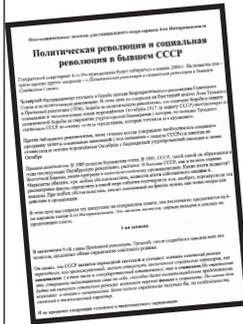
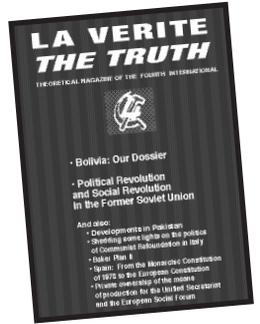
• **Edition allemande** : Vierte Internationale, La Vérité, Werner Udhe, Postfach 180 106, D-10205 Berlin.

• **Edition anglaise** : The Truth, Biill Hooldsworth ; 14 Keymur road, Stratford, London SW2 3AP. Socialist Organizer, P.O. Box 40009, San Francisco, CA 94140, USA

• **Edition espagnole** : POSI, calle Desengaño, 12, 1^o3, 28004, Madrid, Espagne.

• **Edition portugaise** : Edições O Trabalho, rua Caetano Pinto, Cep 3041-000 São Paulo/SP, Brésil.

Pour toutes les autres éditions, s'adresser à l'administration centrale de la revue.



L'impérialisme américain redéploie ses bases militaires à travers le monde

Par Alan Benjamin

A la fin de novembre 2003, l'administration Bush annonça que, au nom de la "guerre contre la terreur", elle allait redéployer ses troupes, ses navires et ses avions stationnés dans toutes les parties du monde. L'administration déclara que c'était le changement le plus radical dans la présence américaine à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale.

"A partir d'aujourd'hui, nous, les Etats-Unis, allons intensifier nos consultations en cours avec le Congrès, nos amis, nos alliés et nos partenaires des autres pays concernant le réexamen du positionnement de nos forces à l'étranger."

Le 25 novembre 2005, dans une déclaration depuis son ranch de Crawford, au Texas, le président Bush expliqua :

"Nous allons nous assurer que nous plaçons le potentiel militaire nécessaire dans les endroits les plus appropriés, afin de mieux adapter la sécurité aux nouvelles circonstances."

Dans ses grandes lignes, la nouvelle approche exige que les Etats-Unis quittent

les vastes installations fixes de l'Europe de l'Ouest pour les zones géographiques où les forces américaines se sont employées à mener la prétendue guerre contre la terreur, particulièrement au Moyen-Orient et en Asie centrale.

Les Etats-Unis ont commencé à développer leur réseau d'implantations en Afrique, en Asie centrale et du Sud-Est, et au Moyen-Orient. Au cours des deux ou trois dernières années, ils se sont installés dans la Corne de l'Afrique (Djibouti), dans les anciennes républiques soviétiques (Kirghizstan, Ouzbékistan) et dans les Etats de l'ancien bloc de l'Est.

Les responsables du ministère de la Défense disent que cette réorganisation des forces américaines, qui doit durer cinq ou six ans, est destinée à faire passer l'armée d'un système de localisation et de déploiement datant de la "guerre froide" à un modèle mieux à même d'agir contre le "terrorisme".

Quel est le véritable visage de la présence militaire américaine dans le monde aujourd'hui et quels sont les objectifs du

gouvernement américain ?

1 100 BASES AMERICAINES A TRAVERS LE MONDE

Dans un livre exhaustif et très soigneusement documenté, intitulé *Les Troubles de l'empire : le militarisme, le secret et la fin de la république* (Metropolitan Books, États-Unis), l'analyste et critique militaire Chalmers Johnson décrit en détail ce qu'il appelle "l'empire des bases américaines". Voici ce qu'il révèle.

L'armée américaine déploie à l'étranger des soldats, des espions, des techniciens, sans oublier les emplois indirects et les entreprises civiles. Le total dépasse largement le demi-million. Pour dominer les mers et les océans du monde, le gouvernement américain est en train de créer 13 forces navales d'intervention disposées autour de porte-avions.

D'après le rapport annuel sur la situation des bases publié pour l'année fiscale 2003 par le ministère de la Défense, le Pentagone est à l'heure actuelle propriétaire ou "locataire" de 702 bases à l'étranger dans environ 130 pays et possède en outre 6 000 bases aux États-Unis et dans des territoires américains.

Cependant, le rapport 2003 ne mentionne jamais les garnisons du Kosovo, malgré la présence du vaste camp de Bondsteel, construit en 1999, et dont l'entretien a été confié depuis cette date à l'entreprise Kellogg, Brown & Root. Le rapport omet de la même manière les bases d'Afghanistan, d'Irak, du Koweït, du Kirghizstan, du Qatar et d'Ouzbékistan, bien que l'armée américaine ait installé à travers le monde des bases aux proportions gigantesques au cours des deux années et demie qui ont suivi le 11 septembre 2001.

Selon Chalmers Johnson, le vrai nombre de bases militaires américaines dans le monde se situe autour de 1 100. Il écrit :

"A une époque, on pouvait suivre la progression de l'impérialisme en comptant ses colonies. La version américaine de la colonie, c'est la base militaire. En observant les modifications dans la politique mondiale d'installation des bases, on peut apprendre beaucoup de choses

sur l'attitude de plus en plus impérialiste des États-Unis et sur le militarisme qui se développe en parallèle."

LE PRETENDU "ARC D'INSTABILITE"

Suite au 11 septembre 2001, les stratégies du ministère de la Défense, sous la direction de Andy Hoehn, adjoint au sous-secrétaire à la Défense, ont établi des plans afin de mettre en œuvre la "stratégie de guerre préventive" contre les "États voyous" chère au président Bush. C'est au nom de cette doctrine que les États-Unis ont envahi l'Irak et occupent encore cette nation, avec pour conséquence un horrible bilan : un nombre de morts irakiens dépassant largement les 120 000 et 11 000 victimes militaires américaines.

En poursuivant cette stratégie d'ensemble, les analystes militaires de Bush ont identifié quelque chose qu'ils ont appelé "l'arc d'instabilité", qui est censé partir de la région des Andes, en Amérique du Sud (le Venezuela, la Colombie), traverser l'Afrique (l'Algérie) et ensuite parcourir le Moyen-Orient, pour arriver aux Philippines et en Indonésie.

En vue de placer des forces américaines à proximité de chaque "zone dangereuse" dans cet "arc d'instabilité" récemment découvert, le Pentagone a exigé le "repositionnement" des troupes américaines d'un bout à l'autre du globe. Ce "repositionnement" comprend les objectifs suivants :

— Créer au moins quatre, et peut-être même six, nouvelles bases militaires permanentes en Irak. Un certain nombre sont déjà en construction, à l'aéroport international de Bagdad, à la base aérienne de Tallil, près de Nasariyah, dans le désert situé à l'ouest du pays, près de la frontière syrienne, et sur l'aérodrome de Bashur, dans la zone kurde au nord.

— Agrandir les bases militaires américaines dans toute la partie nord du Koweït. Actuellement, sur une superficie de 18 000 km², 4 000 km² sont sous occupation américaine. Ce territoire doit être étendu dans le but de "réapprovisionner nos légions en Irak", selon le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld.

— Créer des bases américaines permanentes dans la prétendue “nouvelle” Europe, c’est-à-dire en Roumanie, en Pologne et en Bulgarie.

— Créer de nouvelles bases américaines permanentes dans toute l’Asie, au Pakistan (où les Etats-Unis ont déjà quatre bases, leur nombre passera à six ou sept), en Inde, en Australie, à Singapour, en Malaisie, aux Philippines, et, aussi incroyable que cela puisse paraître, au Vietnam.

— Créer de nouvelles bases américaines permanentes en Afrique du Nord, au Maroc, en Tunisie, et surtout en Algérie.

— Créer de nouvelles bases américaines permanentes en Afrique de l’Ouest, au Sénégal, au Ghana, au Mali et en Sierra Leone.

Le modèle pour toutes ces nouvelles implantations, d’après les informations du Pentagone, c’est le chapelet de bases que les Etats-Unis ont construit autour du golfe Persique dans les vingt dernières années, dans les havres de démocratie que sont Bahreïn, le Koweït, le Qatar, Oman et les Emirats arabes unis.

La plupart de ces nouvelles bases seront ce que les militaires appellent des “feuilles de nénuphar”, vers lesquelles les troupes américaines pourront sauter comme des grenouilles bien armées, à partir de leur patrie, de ce qui reste des bases américaines de l’OTAN ou des bases qui se trouvent dans les pays satellites du Japon ou de la Grande-Bretagne.

LES BASES MILITAIRES AMERICAINES ET LE PETROLE

On n’a pas besoin d’être savant dans le domaine de l’aérospatiale pour comprendre que la région décrite comme “l’arc d’instabilité” correspond aux principaux gisements de pétrole.

En effet, la question du pétrole est une préoccupation de première importance pour l’impérialisme américain. Le document “*Pour une révision des positions dans le monde*” l’affirme sans ambages lorsqu’il note que les deux principes

directeurs de la “sécurité nationale” au XXI^e siècle sont “*la guerre globale contre la terreur*” et “*la garantie d’un accès fiable aux ressources énergétiques*”.

La guerre américaine contre l’Irak fut manifestement une guerre pour le pétrole et l’empire. Mais l’impérialisme américain étend maintenant sa mainmise à d’autres territoires.

Le 2 avril 2004, les trois républiques ex-soviétiques d’Estonie, de Lettonie et de Lituanie ont officiellement adhéré à l’OTAN, pacte militaire totalement contrôlé par les Etats-Unis. Presque aussitôt, quatre avions de chasse belges ont été positionnés en Lituanie, d’où ils ont été régulièrement déployés, afin de patrouiller dans l’espace aérien des nouveaux membres.

Les responsables de l’OTAN ont maintenu l’idée que ce déploiement n’annonce pas de nouvelles bases ou une présence permanente de troupes le long de la frontière avec la Russie.

Mais les inquiétudes du Kremlin n’ont pas été apaisées quand l’Ukraine, qui se situe entre des pays de l’OTAN et les côtes russes de la mer Noire, a autorisé les forces de l’OTAN à transiter par son territoire. On n’a pas posé la question : “*Pour aller où ?*” Au vu de la géographie, la réponse évidente est : “*Vers les pays du bas Caucase et d’Asie centrale*”, vers la frontière russe. Et c’est la région qui possède d’énormes réserves de pétrole.

La “doctrine Bush” a en fin de compte accordé au pétrole un rôle catalyseur dans le déclenchement de la guerre préventive.

LE DEMANTÈLEMENT DES NATIONS ET LA PUISSANCE MILITAIRE AMERICAINE

Quand au Venezuela, Hugo Chavez, qui a promis de ne pas autoriser la privatisation des riches ressources pétrolières de son pays (qui détient le cinquième rang mondial), a dû subir l’agression directe des Etats-Unis. Son gouvernement a été qualifié d’“*Etat voyou*” et le Venezuela a rejoint la Colombie dans “l’arc d’instabilité”.

Au printemps 2002, les Etats-Unis fomentèrent et financèrent un coup d'Etat militaire, destiné à renverser Chavez et à installer un gouvernement totalement soumis aux intérêts américains. Malgré l'échec du coup d'Etat, l'administration Bush, soutenue avec force par le Parti républicain et le Parti démocrate, a essayé par tous les moyens possibles de le chasser du pouvoir.

Au début du mois de novembre dernier, juste après que le haut commandement militaire américain eut appris que le Venezuela avait acheté des avions de chasse à la Chine dans le but de renforcer sa flotte aérienne vieillissante, la marine américaine commença des manœuvres d'importance majeure à portée de vue des côtes du Venezuela, à partir de la petite île de Curaçao. Les porte-parole de l'administration Bush avertirent Chavez qu'il devait cesser "*l'escalade*" dans l'acquisition de matériel militaire de pointe.

En décembre, des commandos venant de Colombie, entraînés par les Américains, réussirent en plein jour à enlever une personnalité politique colombienne, prétendument liée aux forces terroristes de Colombie.

Manifestement, le gouvernement américain, en augmentant sa présence militaire en Amérique du Nord et du Sud (ce qui inclut son projet d'établir une base militaire au large de l'Etat brésilien de Maranhao), tient à faire savoir aux peuples de la région que, s'ils persistent à défier les intérêts américains, à commencer par les intérêts des compagnies pétrolières américaines, ils pourraient s'attendre à connaître le sort du peuple irakien.

En Algérie, aujourd'hui, le gouvernement américain veut imposer la privatisation des ressources de la nation en gaz et en pétrole. Une loi sur la privatisation a été votée par l'Assemblée nationale popu-

laire d'Algérie.

Pour appuyer leur tentative de prendre le contrôle des riches ressources pétrolières d'Algérie, les Etats-Unis ont cherché par tous les moyens imaginables à fomenter le séparatisme ethnique, dans le dessein de démanteler la nation algérienne et de faciliter l'appropriation des énormes ressources pétrolières présentes à l'intérieur du pays.

Ce n'est pas davantage une coïncidence si l'Algérie a été placée dans "*l'arc d'instabilité*" et si les Etats-Unis font l'impossible pour établir une base militaire américaine permanente dans ce pays.

La liste des pays qui connaissent les mêmes ennuis est en fait très longue.

Il reste que, comme l'a montré la guerre du Vietnam, l'omnipotence militaire de la plus grande puissance militaire de la terre peut être vaincue par la volonté résolue d'un peuple et par la mobilisation internationale des travailleurs pour la défense de leurs propres intérêts.

C'est pourquoi il était si important que les principaux dirigeants du Mouvement ouvrier américain contre la guerre, l'US Labor Against the War, coalition représentant des syndicats totalisant plus de deux millions d'adhérents, participent à la récente conférence de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Celle-ci a organisé des campagnes en vue de défendre la révolution en cours au Nicaragua, de soutenir les travailleurs et le peuple algériens contre la privatisation de leurs hydrocarbures, et d'exiger le retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation en Irak.

Ensemble, les travailleurs, à l'échelle internationale, en combattant pour préserver leurs organisations indépendantes, pour qu'elles servent à la défense et à la promotion de leurs intérêts de classe, ont la capacité de rejeter les fauteurs de guerre.

A propos de l'“autogestion” et de l'“économie solidaire”

Par Jean-Pierre Raffi

Argentine, Venezuela, Mexique... les occupations d'usines, leur remise en marche par les travailleurs eux-mêmes, afin d'assurer leur survie, se sont multipliées ces dernières années.

C'est, au point de départ, le mouvement légitime des travailleurs face à la vague incessante de destructions d'emplois, de restructurations, de délocalisations et de fermetures d'entreprises.

C'est le mouvement profond de la classe ouvrière qui ne veut pas être détruite.

Mais ce mouvement — profond et légitime, encore une fois — se trouve confronté à des problèmes qui n'ont rien de facile. Problèmes qui renvoient à la politique des appareils dirigeant les organisations que la classe ouvrière s'est construites pour se défendre et mener son combat émancipateur.

Le système de la propriété privée des moyens de production entraîne aujourd'hui le monde dans une spirale sans fin de destruction de la force de travail. Des millions d'emplois, des centaines de milliers d'entreprises productrices sont détruits.

Aux Etats-Unis, le pays le plus puissant de la planète, de 2000 à 2003, *“les effectifs salariés du secteur manufacturier ont chuté de 16,5 %.* C'est le plus grand déclin depuis la fin de la guerre” (*Mackinsley Quarterly*, n° 1, 2005). Soit plus de 2 millions d'emplois supprimés.

En Europe, selon les chiffres mêmes d'Eurostat (le service de statistiques de l'Union européenne), *“12,8 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans la zone euro en février 2005”.* En Allemagne, pays le plus industrialisé d'Europe, *“le nombre des chômeurs est désormais de 5,2 millions, au plus haut depuis 70 ans”* (*Financial Times*).

A l'autre bout de la planète, au Brésil, en dix ans, *“3,3 millions d'emplois formels ont été détruits et la part des salariés ayant un contrat de travail est passée de 59,5 % à 44,7 % de la population active occupée ; le taux de chômage officiel est passé de 3,4 %*

à 7,8 %” (Jorge Mattoso, *O Brasil desempregado*, éditions Fundação Abramo). Et cela sans compter les millions de travailleurs et de jeunes qui ne figurent pas dans les statistiques officielles, laissés pour compte d’un système dans lequel ils ne comptent même pas comme des numéros.

L’“autogestion”, les “coopératives” sont présentées par leurs partisans comme la réponse à ce cataclysme, qui jette par millions des travailleurs et leurs familles dans l’angoisse et la misère.

Pour le seul Brésil, on dénombrait aujourd’hui plus de 5 000 “entreprises autogérées”. Au nom de la “démocratie participative”, ATTAC et le Forum social mondial s’en sont fait les plus fervents propagandistes.

Un communiqué de presse du Comité de recherche international sur la participation, la démocratie organisationnelle et l’autogestion, publié en janvier 2001 sur le site d’ATTAC-France, à la veille du premier Forum de Porto Alegre, nous annonce : “*La participation démocratique comme levier d’une mondialisation civilisée.*”

“Civiliser” la mondialisation ? Peut-on en attendre la réponse à l’angoissante situation que subissent aujourd’hui des millions de travailleurs et leurs familles dans le monde entier ?

L’“autogestion”, les “coopératives”, l’“économie solidaire” peuvent-elles être la réponse à la destruction massive de la force de travail par le capital ?

Ne sont-elles pas plutôt un piège tendu aux travailleurs et aux organisations ouvrières ? Pourquoi l’“autogestion” et la “démocratie participative” rencontrent-elles tant de succès auprès des organismes internationaux du capital eux-mêmes, du FMI à la Banque mondiale ?

C’est ce débat que nous voulons ouvrir avec cet article.

BRESIL : “PRESIDENT LULA : NATIONALISEZ LA CIPLA-INTERFIBRA !

Les Usines Cipla et Interfibra, à Joinville, dans l’Etat de Santa Catarina (Sud du Brésil), sont occupées depuis le 24 octobre 2002. Les travailleurs ont pris le contrôle des usines abandonnées par leurs patrons, qui les avaient mises en faillite, qui avaient pillé les caisses, accumulant les dettes d’impôts et de contributions sociales. L’occupation et la prise de contrôle des deux usines coïncident avec la victoire du candidat du Parti des travailleurs, Luis Inacio Lula da Silva, à la présidence de la République du Brésil. C’est un seul et même mouvement qui conduisait à l’époque 53 millions de Brésiliens, ouvriers, paysans, sans-terre, jeunes, fonctionnaires..., à rejeter le gouvernement Cardoso, qui mettait en œuvre avec zèle toute la politique réactionnaire et destructrice du FMI, et, au même moment, les 1 004 travailleurs de Cipla-

Interfibra à occuper leurs usines, à nommer un conseil d’usine élu et révocable, et relancer sous leur contrôle la production.

Quelle a été la question immédiatement posée par les travailleurs de Cipla-Interfibra ?

Un petit livre-reportage de Janaina Quitério do Nascimento, intitulé *Une usine liquidée est une usine occupée. Une usine occupée est une usine nationalisée*, relate la discussion dans l’usine qui venait à peine d’être investie par les travailleurs :

“La lutte des travailleurs de la Cipla et d’Interfibra pour le maintien des 1 000 emplois ne pouvait se limiter à l’occupation des usines. Il fallait encore définir le cours que ces usines occupées allaient prendre. Quelle solution plus consistante pour préserver chacun des 1 000 postes de travail sans retirer un seul droit social ? Ce débat a commencé entre les travailleurs de Cipla-Interfibra dès la première assemblée après l’occupation. Dès le début, l’option qui s’est avérée la plus adéquate pour les travailleurs, pour la garantie de leurs intérêts, a été de s’adresser au gouvernement pour qu’il

nationalise les usines (...). Ainsi, à l'unanimité, l'assemblée du 1^{er} novembre 2002 a-t-elle approuvé un document adressé en ce sens à Lula, qui venait d'être élu président de la République.”

Et si, aujourd'hui, les plus lourdes menaces pèsent sur les travailleurs de ces deux usines (incluant la menace d'emprisonnement pour le militant qu'ils ont nommé à la tête du conseil d'usine, le camarade Serge Goulart), c'est à cause du refus de Lula, depuis deux ans maintenant, de nationaliser les deux usines. Refus qui rejoint celui, appuyé par son ministre de la Réforme agraire, Miguel Rosseto (membre du SU pabliste), de distribuer les terres aux paysans sans terre. Refus dictés par leur commune soumission au FMI, à la règle asphyxiante de l'“excédent fiscal primaire”, destiné à assurer d'abord et avant tout le paiement de la dette aux banques et autres organismes internationaux du capital financier.

Oui, ils ont raison les travailleurs de Cipla-Interfibra : la seule solution durable pour leur emploi, c'est la nationalisation. C'est ce qu'ils viennent encore une fois de réaffirmer dans leur appel à la solidarité contre les menaces judiciaires qui pèsent sur eux :

« Le 31 mars, au centre de Joinville, lors d'un meeting préparant la marche nationale appelée par le Mouvement des travailleurs sans terre (MST) sur le mot d'ordre “Pour la réforme agraire et la nationalisation des usines occupées”, les travailleurs ont réclamé du gouvernement fédéral une solution immédiate, et ils ont dénoncé les menaces de destruction de 1 000 postes de travail (...).

Réitérant leur demande de nationalisation des usines, ils sollicitent de manière urgente une audience auprès du ministre-secrétaire général de la présidence de la République, Luis Dulci, avec comme premier objectif d'obtenir l'audience qui leur avait déjà été promise avec le président Lula et les ministres des Affaires sociales et de l'Économie, afin qu'ils suspendent l'exécution des mesures judiciaires. »

(Lire l'intégralité de cet appel dans *Informations internationales*, le bulletin hebdomadaire de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, n° 125-126, 4 avril 2005.)

Constatons que cette voie n'est pas celle suivie dans la plupart des autres en-

treprises occupées. Confrontés au même mouvement spontané des travailleurs se dressant contre leur licenciement, contre la misère dans laquelle menace de les entraîner la faillite du capital, d'autres courants politiques prônent, non pas le combat pour la nationalisation, mais, celui pour “l'économie solidaire”, pour “l'autogestion” et les “coopératives”...

L'“ÉCONOMIE SOLIDAIRE” EST-ELLE LA SOLUTION ?

Zannon, en Argentine, Venepal, au Venezuela, Combinat de cellulose de Vyborg, en Russie... Au départ, les propos sont toujours les mêmes que ceux tenus par les ouvriers de Cipla-Interfibra cités plus haut.

Les ouvriers de l'usine de céramique Zannon, à Neuquen, en Argentine, rapportent :

“Nous avons été licenciés le 1^{er} octobre 2002. Ce jour-là, à notre arrivée à six heures du matin, nous avons trouvé l'équipe de nuit à la porte de l'usine. Ils nous ont raconté qu'ils avaient tous été mis à la porte et que l'entreprise était fermée. Nous avons décidé de rester dans l'espoir que l'usine rouvre ses portes et ainsi continuer à travailler.”

Les ouvriers du Combinat de cellulose de Vyborg, en Russie, rapportent de leur côté :

« Privatisée en 1994, notre usine a changé quatre fois de propriétaires, chacun laissant derrière lui une situation financière et économique toujours dégradée : chute de production, emprunts à des taux usuraires, non-paiement des salaires. En décembre 1997, le dernier propriétaire (une firme anglo-chypriote, Alcom) annonce des licenciements massifs et la transformation de l'entreprise en simple scierie. Aussitôt, l'usine a été placée “sous contrôle ouvrier”, nous nous sommes organisés pour relancer la production. »

L'entreprise Cooperlo, abattoir de San Lourenço, petite ville située à 35 kilomètres de Porto Alegre (sud du Brésil), transformée en entreprise autogérée, “avait été mise en faillite par ses anciens

propriétaires ; faillite probablement due à des malversations”, dénoncent les salariés...

Ce sont les mots de la révolte, de la lutte de classe, la voix de la classe ouvrière, qui cherche à se dresser pour faire valoir ses droits.

Autant cette recherche, certes difficile, cette volonté acharnée des travailleurs de prendre en main leur destinée, de sauver coûte que coûte leurs emplois, le travail qui les fait vivre et qui fait vivre leurs familles, est légitime, autant, il faut bien le constater, certains courants politiques s'emploient à la conduire dans l'impasse.

Par exemple, ATTAC.

Cette organisation est aujourd'hui l'un des principaux défenseurs de l'autogestion et du “coopérativisme”.

Sur le site d'ATTAC-France (décembre 2001), on peut lire sous le titre “Brésil : le boom de l'économie solidaire” :

« *Mouvements sociaux urbains et ruraux, syndicats, municipalités ou région aux mains du PT, universités, ONG, autorités religieuses : les acteurs du développement de “l'économie solidaire et populaire” sont nombreux au Brésil. Une dynamique puissante est en train d'émerger, non seulement au Rio Grande do Sul (Etat du sud du Brésil, lieu de naissance même des FSM, dirigé à l'époque par les militants du SU au Brésil — NDT), mais aussi dans tout le pays, qui vise rien de moins qu'à offrir une “solution non capitaliste au chômage”.* »

Or ATTAC le dit elle-même :

“*En général, les coopératives ouvrières succédant à des entreprises en faillite ont rencontré de sérieuses difficultés. Les faillites ne sont pas rares et la survie reste très souvent précaire.*”

Un euphémisme pour recouvrir une réalité dont rendent compte bien plus crûment les travailleurs du Combinat de cellulose de Vyborg, cités dans un autre article d'ATTAC-France (26 juin 2000) :

« *La mobilisation dans l'entreprise et hors de l'entreprise s'est heurtée à des obstacles de taille (...). Progressivement s'est mis en place un véritable blocus économique de l'entreprise, entraînant l'arrêt de l'approvisionnement y compris en combustible (toute la population de la*

localité se retrouvant privée de chauffage). Enfin, la bataille juridique s'est enlisée dans d'interminables procès en appel. La lassitude s'est emparée des travailleurs eux-mêmes. Les quatre derniers mois de 1999, les salaires n'étaient plus payés. Des divisions sont apparues entre le directeur populaire et le comité syndical, et au sein même des dirigeants du mouvement, sur la stratégie à adopter : radicaliser la lutte (mais comment ?), ou, au contraire, chercher un compromis avec les propriétaires de l'entreprise. Finalement, sur fond de démobilisation, c'est cette seconde attitude qui l'emporte. En janvier 2000, un accord est signé entre la firme Alcem et la majorité des travailleurs, qui reçoivent 500 roubles (environ 15 euros — NDT) en échange d'un “retour à l'ordre”. Les patrons reprennent le contrôle de l'entreprise et s'engagent à ne pas licencier, à rembourser les dettes salariales et à verser un salaire égal au salaire moyen de la région. L'expérience passée augure mal du respect de ces engagements, et, d'ailleurs, la production n'a toujours pas repris. »

Répetons-le, le mouvement des travailleurs occupant leur usine est un mouvement légitime. Mais nous posons la question : de quelle “solution non capitaliste au chômage” s'agit-il, qui aboutit à la démoralisation des travailleurs et des militants, et finalement à la mise au chômage de tous ?

ZANON : “UN SUCCÈS DE LA GESTION OUVRIÈRE” ?

Qu'en est-il en réalité ? L'Argentine, dévastée par la terrible crise de la dette provoquée il y a trois ans par le FMI, crise qui a jeté des centaines de milliers de travailleurs au chômage et le peuple argentin tout entier dans la misère, l'Argentine, où un habitant sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté, est devenue “le plus grand laboratoire social de la planète”, si l'on en croit un film qui devrait sortir dans les prochaines semaines (*The Take*, de Ari Lewis et Naomi Klen ...).

L'usine Zanon, à Neuquen, dans le sud de l'Argentine, en est le sujet.

« *Zanon, un nom connu internationalement depuis que les ouvriers de cette usine de céramique, après son abandon*

par le patron, l'aient récupérée et aient relancé la production »,

déclare un journal de l'extrême gauche argentine, *Nuestra Lucha* (30 août 2004).

« Sa formidable réussite constitue un exemple à suivre pour les millions de chômeurs et de travailleurs qui subissent les ravages d'une économie où le profit et l'exploitation détruisent les individus. »

“Espace Marx”, à São Paulo, l'un des porte-parole de la “gauche altermondialiste”, déclare de son côté que Zanon

“constitue un cas exemplaire par sa capacité d'organisation (...), les travailleurs ayant démontré qu'il était possible de produire plus et mieux, sans patrons ni chefs”.

“Formidable réussite”, “cas exemplaire” ? Examinons les faits. Et, conformément à la règle retenue jusqu'à présent, laissons parler les défenseurs de l'autogestion eux-mêmes. *Nuestra Lucha* donne ainsi la parole à Francisco Morillas, membre de la commission interne de Zanon et coordinateur de la production :

“Nous étions 331 travailleurs en mars 2002, lorsque nous avons décidé de rentrer dans l'usine et la remettre en marche. Des camarades, pour diverses raisons, sont partis. 260 sont restés.”

Notons déjà que “l'autogestion” de Zanon commence par une réduction de 20 % des emplois salariés. N'est-ce pas à peu près le pourcentage de la plupart des plans de restructuration mis en œuvre par les patrons ? Les patrons de Zanon déclaraient l'entreprise “non rentable”. Un poste sur cinq a été supprimé. L'usine est ainsi redevenue “rentable”.

Mais ce n'est pas tout. Côté salaires, qualifications et convention collective, “il y avait des camarades qui gagnaient 530 pesos et d'autres qui gagnaient entre 1 000 et 1 200 pesos (on remarquera qu'il s'agit de la grille des salaires des ouvriers et employés de l'usine ; il ne s'agit pas des émoluments somptueux des patrons, il s'agit des salaires correspondant aux différentes qualifications régies par la convention collective — NDT). La décision a été que tous les salaires devaient être de 800 pesos.” N'est-ce pas là aussi, justement, ce que veulent les patrons ? Déconnecter les salaires des qualifications, briser les grilles de salaires, réduire

à néant les conventions collectives ? Ce faux “égalitarisme” (dont nous verrons un peu plus loin qu'il ne résistera même pas à l'usage) ne fait-il pas au fond que devancer une exigence première des capitalistes pour retrouver la “rentabilité” de leurs entreprises ? Le fait est qu'à Neuquen, après cela, la production a redémarré.

“Le premier mois, en mars 2002, nous avons produit 10 000 mètres cubes de céramique, explique le coordinateur de la production (...).

En septembre, nous sommes passés à une production de 60 000 m³ et nous avons généré 20 premiers postes de travail supplémentaires, que nous avons offerts aux diverses organisations de chômeurs de Neuquen. En février 2003, 120 000 m³ de production et 30 autres postes de travail.

En juillet 2003, 160 000 m³ et 30 nouveaux postes (...). En décembre 2003, nous avons atteint 200 000 m³ de production et créé 20 nouveaux postes.”

De quelle “réussite” parle-t-on dans ces conditions ? Résumons : de mars 2002 à décembre 2003, sur la base d'une réduction initiale de 20 % des emplois, la production est passée de 10 000 m³ à 200 000 m³ (elle a été multipliée par vingt), tandis que les postes de travail passaient de 260 à 360 (ils ont été multipliés par 1,4). Autrement dit, la productivité a été multipliée par 14 ! Dans leurs pires restructurations, les patrons en demandent-ils davantage ?

Et quelle a été en même temps l'évolution des salaires ? Le même article nous apprend que les salaires sont restés les mêmes pour tous les nouveaux embauchés (800 pesos) et que les anciens ont reçu 200 pesos supplémentaires, ce qui, pour les plus qualifiés, est donc encore inférieur (ou au mieux égal) au salaire qu'ils percevaient auparavant, 1 000 à 1 200 pesos. Et cela sans prendre en compte l'inflation, dont nous ne connaissons pas le chiffre pour cette période.

Autrement dit : un salarié de Zanon qui gagnait auparavant 8 à 12 centièmes de peso par mètre cube de céramique produite n'en gagne plus aujourd'hui que 4 à 5 millièmes pour le même mètre cube produit. Vingt fois moins !

Toutes les restructurations industrielles considérées comme “réussies” par les patrons et les actionnaires ne reposent-

elles pas sur la même brutale “thérapie” : réduction drastique initiale des postes de travail, démantèlement des grilles de qualifications, baisse imposée des salaires, augmentation vertigineuse de la productivité ?

Peut-on appeler cela une “réussite” pour les travailleurs ?

QUE DEVIENNENT LES SYNDICATS DANS TOUT CELA ?

Mais ce n’est pas tout. Que deviennent, dans ces circonstances, les syndicats ouvriers ?

Il est significatif que, pas une fois, dans les textes que nous venons de citer, il n’est question de syndicat. Les militants syndicaux les plus actifs étant devenus “*coordinateurs de production*”, “*administrateurs*” de l’entreprise autogérée, y a-t-il encore une place pour l’organisation indépendante des travailleurs ?

Un exemple : Venepal.

Venepal est, au Venezuela, la plus importante usine de fabrication de papier. Elle a été abandonnée par ses patrons, comme forme de sabotage économique visant au renversement du gouvernement Chavez. Les salariés l’ont occupée et ont exigé du gouvernement qu’il en prenne le contrôle. En janvier dernier, le gouvernement Chavez signait un décret d’expropriation de l’entreprise. Mesure progressiste, conforme aux exigences et aux intérêts des travailleurs. Mesure que, comme IV^e Internationale, nous avons soutenue et que nous soutenons inconditionnellement, comme nous soutenons le décret d’expropriation des terres pris par Chavez à la même époque et leur distribution aux paysans sans terre.

Mais au lieu de nationaliser l’entreprise, le gouvernement vénézuélien s’est employé à en faire une “entreprise cogérée”, se proposant d’en être l’actionnaire majoritaire à 51 %. Trois jours après la publication du décret, le ministère du Travail proposait aux ouvriers de Venepal que leurs parts (49 %) soient intégrées comme “participation ouvrière” dans le cadre d’une “cogestion” entre l’Etat et la “coopérative ouvrière”.

Quel en a été immédiatement le résultat ?

Reçue récemment dans l’entreprise cogérée, un camarade rapporte :

« Il n’y a plus de syndicat. J’ai demandé pourquoi. Il m’a été répondu par les responsables : pourquoi y en aurait-il un, puisque c’est une “coopérative” ? L’ex-président du syndicat de Venepal est devenu président de l’entreprise, nommé par “l’actionnaire principal”, autrement dit l’Etat, via le ministère du Travail.

J’ai demandé comment cela avait été décidé. Ils n’ont pas même tenu une assemblée générale pour décider la dissolution. Ils ont mis la clé sous la porte, un point c’est tout. »

Est-ce là une solution pour les travailleurs ? N’auraient-ils plus besoin de syndicats ? Le rôle des syndicats n’est-il pas de défendre les intérêts propres des salariés, leurs salaires et leurs qualifications, de négocier sur la base des revendications ouvrières, face à leur patron, fût-il nommé par l’Etat et issu de leurs rangs ?

L’“autogestion”, les “coopératives” ne s’avèrent-elles pas, finalement, n’être qu’un terrible piège contre les syndicats ouvriers, entraînant à chaque fois, plus ou moins rapidement, leur auto-dissolution ?

N’est pas là, au fond, le but poursuivi dans le monde entier et dans chaque pays par le capital et toutes les instances à son service : mettre hors jeu l’organisation de classe indépendante des travailleurs ?

ATTAC : “LA PARTICIPATION DEMOCRATIQUE COMME LEVIER D’UNE MONDIALISATION CIVILISEE” ...

ATTAC et les “altermondialistes”, nous l’avons vu, sont aujourd’hui les principaux défenseurs de l’“*économie solidaire*”. Les Forums sociaux mondiaux, à Porto Alegre, en ont fait leur mot d’ordre.

Dans un document officiel d’ATTAC-France, daté du 1^{er} décembre 2003, élaboré par la “commission développement durable, solidarité internationale, économie sociale et solidaire”, document intitulé “*Construire une économie démocratique, sociale, écologique et solidaire. Les priorités de la commission d’ATTAC*”, la

L'autogestion au service de la destruction des services publics

L'article déjà cité, “*Brésil : le boom de l'économie solidaire*”, souligne l'extraordinaire expansion au Brésil des coopératives et autres entreprises autogérées (au total, 3 550, employant 2,8 millions de personnes en 1990 ; 5 100 en 1998, employant 4,4 millions de personnes).

ATTAC-France (5 décembre 2001) valorise l'exemple du “secteur des déchets à Porto Alegre” sous l'impulsion de la municipalité PT, dirigée majoritairement à l'époque par des militants du courant Démocratie socialiste (DS, membre du Secrétariat unifié pabliste).

“Plus de 50 associations et coopératives de recyclage de déchets se sont soigneusement rassemblées dans la Fédération des associations de recycleurs de résidus du Rio Grande do Sul. Avec des financements des pouvoirs publics locaux.”

L'une de ces coopératives, Resistancia popular, emploie quelque 18 “recycleurs”. Ils *“traitent quelques tonnes de détritius, papiers, métaux, plastiques, (qui) sont soigneusement triés et compressés. Nous sommes aux environs de Gravataí, ville industrielle proche de Porto Alegre (...). Ils achètent les détritius aux ramasseurs de la région (des “caroceiros”, du nom de leurs charrettes à bras, “carroços” — NDT). Triés, compactés, les déchets sont ensuite revendus aux industriels locaux. Les recycleurs associés se partagent les gains au prorata de leurs heures de travail : en moyenne, 5 reais par jour (1,5 euro à peine — NDT).”*

L'article signale, pour expliquer cette croissance vertigineuse de ces “coopératives”, le développement des *“politiques néo-libérales d'ouverture commerciale et financière menées par les divers gouvernements qui se sont succédé depuis 1990, (et qui) ont causé une chute de l'emploi formel”*.

Résumons : les gouvernements successifs (dont celui du PT, avec à sa tête des militants pablistes fervents défenseurs de l'autogestion et de la “démocratie participative”) ont taillé à coups de serpe dans les services municipaux, le service public des ordures, entre autres — services dans lesquels travaillaient sans doute plusieurs centaines de fonctionnaires, disposant d'un “emploi formel”, c'est-à-dire à statut. Et, à la place, ils ont favorisé (y compris à coups de subventions, de loin inférieures à ce que leur coûtait le service public qu'ils ont liquidé) la prolifération d'emplois “autogérés” à 30 ou 40 euros par mois !

Peut-on, là encore, parler de “succès” ? Pour qui ?

quatrième de ces priorités est formulée ainsi :

“Faciliter l'engagement des militants et comités locaux d'ATTAC dans les nouvelles formes d'économie et de solidarité.”

Et le document développe l'ensemble des arguments et des objectifs mis en avant par ATTAC dans cette “priorité”.

La “régulation de l'économie de marché” est la première réponse à la “mondialisation libérale”, explique ATTAC,

“mais cela ne saurait suffire (...). Il est indispensable et urgent de changer radicalement de regard, de valeurs, de pratiques.”

Et le document d'ATTAC de mettre lui-même les points sur les “i” :

« Il existe d'autres manières de “faire économie” que la seule forme marchande et monétaire (...). Fertiles dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord, les coopératives démontrent concrètement qu'une autre économie est possible (...)

dans le cadre de la construction d'une économie réellement "plurielle", c'est-à-dire reconnaissant comme légitimes différents modes d'organisation économique : économie marchande, économie publique, économie sociale et solidaire. »

Il ne s'agit donc plus de renverser le mode de production existant fondé sur la propriété privée des moyens de production — système qui conduit aujourd'hui le monde à sa ruine et au chaos.

Non, il s'agit d'accompagner ce monde croulant. C'est là, pour ATTAC et les "altermondialistes", le rôle de l'"économie solidaire", de l'autogestion.

Mais la mise en œuvre pratique de cette "économie solidaire" n'aboutit-elle pas finalement à Zanon ? Une entreprise en faillite pour laquelle les patrons avaient perdu tout espoir de rentabilité, car ils ne pouvaient imposer une réduction suffisante du "coût du travail" permettant de rétablir le taux de profit...

L'"autogestion" a réussi à faire ce que les patrons n'ont pu réaliser en diminuant de 20 % les postes de travail, en bloquant les salaires, en multipliant par 14 la productivité et en liquidant le syndicat.

Est-ce cela qu'un communiqué de presse du Comité de recherche international sur la participation, la démocratie organisationnelle et l'autogestion, publié dans le cadre du FSM de Porto Alegre en janvier 2001, appelle "*la participation démocratique comme levier d'une mondialisation civilisée*" ?

Un autre document d'ATTAC, annonçant un débat à Sciences-Po, à Paris (14 janvier 2003), sur le thème "*L'entreprise, nouvelle frontière de la démocratie ?*", dénonce

"les progressistes (qui) se sont contentés de défendre tant bien que mal les institutions actuelles (...) et se sont laissés paradoxalement enfermer par l'offensive néo-libérale dans le rôle de conservateurs".

Pour les animateurs de ce débat,

"il apparaît clairement que cette position défensive ne peut constituer un réel projet politique : la société, hier décriée, serait-elle devenue depuis l'idéal à préserver ?".

Comment comprendre ? Faudrait-il abandonner la défense des acquis, des droits

et garanties arrachés dans "la société d'hier" ?

Les travailleurs, les militants syndicaux, les syndicats, les partis qui défendent pied à pied les "conventions de l'OIT", les Codes du travail, les conventions collectives, les statuts..., seraient-ils des "archaïques" ? La "modernité", ce serait au contraire l'abandon de ces conquêtes arrachées au prix de durs combats de classe par les générations qui nous ont précédés ?

"La démocratie dans l'entreprise est-elle souhaitable en principe ?",

s'interrogent les animateurs de ce débat avec ATTAC.

"Est-elle réalisable en pratique ? Peut-on limiter le pouvoir des actionnaires sans mettre en danger la santé des entreprises ?"

Mais la "santé des entreprises" dans le système capitaliste est-elle autre chose que la santé des profits ? Les patrons ne cessent-ils pas de répéter combien, pour eux, les salaires, les droits sociaux (des charges !), les acquis inscrits dans les conventions collectives... mettent en danger "la santé" de leurs entreprises, c'est-à-dire leurs profits ?

"DEMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE" ? NON : LUTTE DE CLASSE ! BOURGEOIS ET PROLETAIRES...

Nous vivons dans un système basé sur la propriété privée des moyens de production. Dans ce système, les rapports sociaux de production sont fondamentalement les suivants : d'un côté, une classe sociale, les travailleurs, ne possédant en propre que sa force de travail, qu'elle doit vendre pour pouvoir vivre ; de l'autre, une classe, la bourgeoisie, qui possède les moyens de production et qui achète aux travailleurs leur force de travail.

En mettant en action la force de travail de ceux qui deviennent leurs "saliés", les capitalistes s'emparent d'une partie du travail qu'ils réalisent. Aucun mystère à cela : les travailleurs produisent en réalité plus que ce que leur paient leurs patrons. N'importe quel travailleur comprend que,

lorsqu'il a fini sa journée de travail, il a produit une quantité de pièces pour l'industrie automobile (par exemple), ou de vêtements, ou quoi que ce soit d'autre... qui vaut bien plus que le salaire qu'il reçoit pour sa journée (nous renvoyons nos lecteurs à la petite brochure de Marx : *Salaires, prix et profits*). Cette valeur supplémentaire que le patron ne paie pas à l'ouvrier, et qu'il s'approprie au contraire, c'est le “surtravail”, qui devient la “plus-value”, source de tout le profit capitaliste. Tant que subsistera le mode de production capitaliste, ces rapports de production s'imposent et s'imposeront constamment.

Pour les travailleurs, il n'existe qu'une voie pour s'émanciper de ce système d'exploitation : la lutte de classe ; s'organiser comme classe, en syndicats, en partis ouvriers indépendants, afin de se défendre contre l'exploitation et s'emparer du pouvoir politique, sans lequel toute conquête arrachée aux capitalistes est reprise par eux tôt ou tard. Dans cette lutte incessante, dans la lutte quotidienne pour défendre et conquérir la moindre garantie, le moindre droit, pour préserver chacun de leurs droits acquis, du plus fondamental (la Sécurité sociale, par exemple) au plus modeste, inscrit dans la convention collective de branche ou le statut, les travailleurs forgent les conditions qui leur permettront de s'ériger en classe dominante, s'arrachant au monde d'exploitation et d'oppression qu'est le système capitaliste aujourd'hui en crise.

Marx écrivait, il y a 150 ans :

« Le développement même de l'industrie moderne doit nécessairement faire pencher toujours davantage la balance en faveur du capitalisme contre l'ouvrier, et, par conséquent, la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse.

Mais telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doit renoncer à sa résistance contre les empiétements du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter quelque amélioration à sa situation ?

Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écri-

sée, d'être faméliques, pour lesquels il ne serait plus de salut.

Je pense avoir montré que les luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble, que, dans 99 cas sur 100, ces efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail, et que la nécessité d'en disputer le prix avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme une marchandise.

Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.

*En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que les palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiétements ininterrompus du capital ou les variations du marché (...). Ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : “Abolition du salariat” » (Marx, *Salaires, prix et profits*, Editions sociales, p. 47).*

En ne se fixant pas pour but d'“abolir le salariat”, la “démocratie dans l'entreprise”, l'“autogestion”, les “coopératives” n'aboutissent-elles pas finalement à faire du salarié son propre exploiteur ?

Comme l'explique, non sans un certain cynisme, un “Petit guide de l'autogestion clef en main” publié sur le site Internet du “Management par les conseils d'auto-gouvernance” :

“Dans cette lutte économique, les coopératives ne résolvent pas le problème de l'exploitation, puisqu'on peut y trouver une certaine forme d'auto-exploitation, mais elles sont un palliatif à la condition de salarié soumis à un patron.”

Les travailleurs peuvent-ils trouver dans cette voie une issue au chômage, à la destruction massive de la force de travail par le capital ?

Nous ne le pensons pas. Ni l'autogestion, ni les coopératives n'émancipent la classe ouvrière des rapports de production capitalistes. Les entreprises "autogérées" restent soumises aux lois du marché, à l'ensemble des lois du mode de production capitaliste. Elles ne sont en rien le point de départ d'un nouveau mode de production. En leur sein s'appliquent les "lois du marché" et resurgissent les vieux rapports qui font de la "coopérative" une entreprise capitaliste comme les autres, à moins qu'elle ne disparaisse purement et simplement.

Dans les faits, toutes les "expériences d'autogestion", sans exception, confirment le fait établi par Marx dès le début de sa polémique contre Proudhon : c'est seulement par leur lutte de classe, par leur organisation en syndicats et en partis indépendants que les travailleurs peuvent conquérir, dans le système de domination de classe qui les exploite et les opprime, des espaces de démocratie, de droits et d'organisation, qui les constituent en "classe pour soi" et leur permettent de marcher vers leur émancipation.

N'est-ce pas précisément ce que les tenants de l'altermondialisme, de l'autogestion et de la "démocratie dans l'entreprise" leur demandent d'abandonner ?

En ce sens, ils ne sont même pas les "héritiers" de Proudhon, des courants anarchistes, réformistes ou révolutionnaires qui se sont formés au cours de l'histoire du mouvement ouvrier dans ces deux derniers siècles (*lire en annexe*). Tous, sous des formes diverses, se situaient sur le terrain de la lutte de classe, de l'émancipation des travailleurs qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, de l'organisation indépendante des travailleurs. Tous partaient de l'existence de deux classes antagonistes et se rangeaient dans le camp de la classe ouvrière. Tous combattaient pour son organisation indépendante. Tous rejetaient unanimement l'idéologie "communautariste", la dissolution des classes dans une prétendue société civile...

L'"altermondialisme", les tenants de l'"autogestion" et du "coopérativisme", aujourd'hui, se situent bien ailleurs idéologiquement, politiquement et organisa-

tionnellement. Et ils le revendiquent.

FAUDRAIT-IL DONC EN FINIR AVEC "LA LOGIQUE DU POUVOIR D'ÉTAT QUI EMPRISONNAIT LES POSITIONS REVOLUTIONNAIRES OU REFORMISTES" ?

Les pseudo-"zapatistes" (1), au Mexique, font partie de cette nébuleuse altermondialiste. Ils sont à l'origine d'un "projet autogestionnaire", mis en œuvre dans les territoires du Chiapas qu'ils contrôlent : les "*caracoles zapatistes*". Il s'agit, explique Pablo Gonzalez Casanova dans la revue mexicaine *Memoria* (n° 177, novembre 2003),

« d'un projet de pouvoir (qui) ne se construit pas sur la logique du "pouvoir d'Etat" qui emprisonnait les positions révolutionnaires ou réformistes antérieures, privant d'autonomie le principal protagoniste, que ce soit la classe ouvrière, la nation ou la citoyenneté. Il ne se construit pas non plus sur la logique de créer une société anarchiste, logique qui prévalait dans les positions anarchistes et libertaires (...). Il se renoue au contraire dans le concept d'auto-gouvernement de la société civile, qui fonde son pouvoir sur la démocratie participative. »

Cette construction "autogestionnaire" vise, nous explique-t-on, à

"transformer des zones de solidarité en communautés et en réseau de gouvernements municipaux autonomes, qui, à leur tour, entraîneront des zones et régions plus amples".

Mais l'éclatement de la nation mexicaine n'est-il pas le but de l'impérialisme ? Ne dirige-t-il pas tous ses efforts, avec l'aide de NAFTA, de l'ALCA, des "zones de *maquiladoras*" en dehors de tout droit..., vers le démantèlement de la nation mexicaine et des droits conquis par le peuple mexicain dans la grande révolution des années 1920, et

(1) "Zapatistes" : courant politique "altermondialiste" au Mexique, qui a usurpé le nom du grand chef révolutionnaire mexicain de la révolution de 1920, Emilio Zapata. Toute sa politique fut, à l'inverse de la leur, concentrée dans le combat pour l'unité et la souveraineté du peuple et de la nation mexicaine, avec en premier lieu l'exigence et la réalisation d'une réforme agraire radicale, qui mit à bas le système latifundiaire et donna la terre aux paysans.

ensuite dans les années 1930 : l'unité et la souveraineté de la nation, la terre aux paysans, la nationalisation du pétrole, un système de protection sociale et un enseignement laïque généralisé ?

POUR CONCLURE...

Alors que le système capitaliste est entré dans une crise qui menace toute l'humanité, alors que, sous le fouet du plus puissant d'entre eux, tous les impérialismes s'emploient à démanteler tout ce que la civilisation humaine a érigé jusqu'à présent, cherchant à détruire partout les cadres nationaux dans lesquels ces conquêtes ont été arrachées et codifiées par la lutte de classe (droits, garanties, organisations), la seule réponse politique conforme aux besoins de la classe ouvrière et des peuples est la lutte pour la défense de ses organisations indépendantes, pour la défense et la reconquête de ses droits, de ses institutions.

La classe ouvrière se heurte dans cette résistance à toutes les forces, qui, au contraire, s'emploient désespérément à étayer, sauver le système de la propriété privée des moyens de production en train de s'effondrer.

Aux mains de la prétendue “gauche altermondialiste”, l'“autogestion” s'avère partout, nous venons de le montrer, n'être qu'une machine de guerre contre la classe ouvrière et ses organisations. Machine de guerre visant à pulvériser, atomiser, individualiser la classe ouvrière. Elle s'oppose fondamentalement à la prise de conscience politique du prolétariat, à son unité politique, à sa lutte pour le pouvoir.

« *La lutte pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale conditionne toute l'activité militante en vue d'atteindre ces objectifs. Elle est inséparable de la lutte de classe du prolétariat, de l'intervention dans cette lutte de classe. Pour être plus précis, construire le parti révolutionnaire, reconstruire la IV^e Internationale, c'est la forme la plus élevée de participation à la lutte de classe du prolétariat. Il est donc inévitable que cette lutte inclue le combat théorique et pratique contre “l'autogestion” et ses tenants* » (2).

Jean-Pierre Raffi

(2) *Les marxistes et l'autogestion*, brochure éditée en 1973 par l'Organisation communiste internationaliste (OCI), section française de la IV^e Internationale, qui est devenue aujourd'hui le CCI.

Annexe

Une idée neuve, l'“autogestion” ? Pas vraiment...

“L'autogestion” n'est en rien cette nouveauté qu'on prétend nous présenter aujourd'hui.

Il faut distinguer deux époques, et, en vérité, deux réalités distinctes de l'idéologie autogestionnaire.

La première est celle de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), qui fut l'un des fondateurs avec Marx et Engels de l'Association internationale des travailleurs, la Première Internationale. Opposé à Marx, il est considéré comme le fondateur de l'anarchisme. Le “proudhonisme” se résume à deux principes : les coopératives ouvrières et l'apolitisme.

Les coopératives ouvrières ne sont pas à proprement parler une invention de Proudhon.

Avant lui, d'autres, comme l'industriel anglais Robert Owen, ont tenté d'organiser leurs entreprises sur le modèle de la “coopérative” associant leurs ouvriers à la gestion.

Ce mouvement correspond à la période du “socialisme utopique”, dont Proudhon est en fait le dernier représentant. Sous cet angle, le “proudhonisme” est partie intégrante de l'histoire du mouvement ouvrier. Un mouvement ouvrier naissant, balbutiant, qui, de manière confuse, “utopique”, cherchait néanmoins le chemin de l'émancipation des travailleurs du joug de l'exploitation capitaliste.

La lutte de Marx contre Proudhon, c'est la lutte pour donner à ce mouvement ouvrier un fondement scientifique, une perspective réelle-

ment émancipatrice. Fondement et perspective que formulèrent, de la manière la plus nette et la plus claire, Marx et Engels dans le *Manifeste communiste* de 1845.

Le marxisme, c'est d'abord la compréhension que la nécessité du socialisme n'est pas fondée sur un "idéal moral", sur un "projet", comme on dit aujourd'hui. C'est au contraire, et de manière très terre à terre, toute la marche de la production capitaliste que Marx analysera dans *Le Capital*, qui crée la base objective de la lutte de classe sur laquelle peut et doit s'appuyer l'action révolutionnaire. Le marxisme n'est pas une nouvelle "utopie", c'est l'expression consciente du processus inconscient par lequel la classe ouvrière est amenée dans la lutte de classe à briser les chaînes de l'exploitation capitaliste et reconstruire la société sur une base communiste.

Une deuxième époque commence au lendemain de la Commune de Paris (1871). La bourgeoisie capitaliste, qui a vu les prolétaires arracher le pouvoir de ses mains, reste terrifiée. Et malgré l'écrasement dans le sang de ce qui fut le premier Etat ouvrier, malgré les dizaines de milliers d'ouvriers fusillés, le spectre de la révolution prolétarienne la hante. Elle va s'employer par tous les moyens à désintégrer la classe ouvrière, l'empêcher de reconstruire ses organisations.

La répression ne suffit pas. Il faut en finir avec l'organisation indépendante des travailleurs.

C'est l'Eglise qui va le plus nettement prendre la tête de cette croisade en donnant naissance à ce que la hiérarchie catholique appelle "*le christianisme social*". Son principal théoricien à l'époque, Albert de Mun, ne cachera pas sa haine des communards. Le but véritable de ce christianisme n'a rien de "social" :

"Leurs résolutions très arrêtées est de renoncer au travail. Et c'est ainsi, je crois, qu'on peut expliquer le cynisme avec lequel ces gens se font tuer (...). Ils sont tous morts avec une sorte d'insolence, qui ne peut être attribuée qu'à la résolution d'en finir avec la vie plutôt que de vivre en travaillant."

C'est pour faire en sorte que les prolétaires "travaillent", c'est-à-dire se soumettent à l'exploitation capitaliste, que cette "*doctrine sociale*" va être mise en œuvre par l'Eglise.

Ainsi, l'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII, en 1891, commence par affirmer :

"L'industrie s'est développée et ses méthodes se sont complètement renouvelées. Les rapports entre patrons et ouvriers se sont modifiés (On le remarquera, c'est toujours au nom d'une situation nouvelle inédite du capital qu'il faudrait abandonner la lutte de classe... Aujourd'hui, c'est au nom de la "globalisation", ce prétendu "nouvel âge" du capitalisme — NDLR). Pour guérir ce mal, les socialistes poussent à la haine jalouse des pauvres contre les riches. Ils prétendent que toute propriété de biens privés doit être supprimée."

Contre la lutte de classe, contre l'organisation indépendante de la classe ouvrière luttant pour son émancipation, *Rerum Novarum* dresse cette conclusion :

"Il ne faut pas que la propriété privée soit épuisée par un excès de charges et d'impôts. Ce n'est pas des lois humaines, mais de la nature qu'émane le droit de propriété individuelle. L'autorité publique ne peut donc l'abolir. Elle peut seulement en tempérer l'usage et le concilier avec le bien commun."

Ne retrouve-t-on pas là tout le discours promu aujourd'hui au rang de "modernité" par les tenants de l'altermondialisme et de l'"économie sociale" ?

Voici, par exemple, ce que proclame ATTAC dans le document déjà cité de la "commission développement durable, solidarité internationale, économie sociale et solidaire" (1^{er} décembre 2003) :

« Au vu de l'ampleur des disparités d'accès au bien-être entre ceux qui vivent dans l'aisance — 1/12^e de la population mondiale (autrement dit, quelque 350 000 millions de personnes, c'est-à-dire la population des Etats-Unis, de l'Europe, plus celle du Japon... travailleurs et paysans qui, comme chacun sait, vivent dans "l'aisance" — NDT) — et le reste de l'humanité — confronté à la misère, la faim, l'analphabétisme, la maladie — (...), il est indispensable et urgent de changer radicalement de regard, de valeurs, de pratiques (...). Il existe d'autres manières de "faire économie" que la seule forme marchande et monétaire. Voilà un siècle, l'essor des coopératives a constitué une première réponse au besoin d'incarner les valeurs de démocratie et de solidarité au cœur de l'économie (...). Elles démontrent concrètement qu'une autre économie est possible (...). Une économie réellement "plurielle", c'est-à-dire reconnaissant comme légitimes différents modes d'organisation économique : économie marchande, économie publique, économie sociale et solidaire. »

Quelques informations sur la politique du Secrétariat unifié

(informations transmises par des militants ukrainiens,
russes, italiens et suisses)

Notre revue a publié dans ses deux précédents numéros des articles sur l'origine de l'éclatement de la IV^e Internationale (en 1950 et 1953), suite à l'apparition en son sein d'un courant révisionniste liquidateur, connu sous le nom de Secrétariat unifié.

La IV^e Internationale, dont *La Vérité* est la revue théorique, a à plusieurs reprises exposé quelle est la politique pratique de Rossetto, membre du Secrétariat unifié et ministre du Développement agricole du gouvernement Lula, au Brésil, qui refuse la terre aux paysans et couvre les assassinats des paysans sans terre par les latifundiaires.

Nous avons établi que cette politique caractérisait l'ensemble de l'orientation du Secrétariat unifié, qui utilise frauduleusement le sigle de la IV^e Internationale. La IV^e Internationale est du côté des sans-terre, qui exigent le droit à la terre et veulent que cessent immédiatement les assassinats. Le Secrétariat unifié participe au gouvernement qui refuse la terre et paie la dette du FMI.

Mais, objecteront peut-être certains de nos lecteurs, cette politique de Rossetto est-elle vraiment conforme à l'ensemble de la politique du SU ? Pour répondre à cette question, nous publions quelques informations, adressées par les sections de la IV^e Internationale, quant à la politique des différents groupes du SU. Chacun pourra juger par lui-même.

**Notes sur la politique du Secrétariat unifié en Russie
à partir d'informations transmises par des camarades ukrainiens et russes**

Provocation antisémite commandée par le pouvoir sur fond de manifestations des retraités

Le représentant du Secrétariat unifié en Russie, le député à la Douma Oleg Scheïn, est présenté comme *“responsable adjoint du comité de la Douma pour les questions du travail et de la politique sociale”* sur le site officiel de la fraction parlementaire du parti Rodina (*“La Patrie”*) à la Douma (Parlement). Un haut poste officiel que Scheïn occupe comme membre de

cette fraction parlementaire, après avoir été élu député en décembre 2003 sur les listes de Rodina, une large coalition électorale où Scheïn se retrouvait en compagnie des représentants des partis *“Pour la Sainte Russie”* et *“Union des citoyens orthodoxes”*... A l'époque, de nombreux journaux et observateurs notaient que Poutine avait ouvertement *“inspiré”* la constitu-

tion de cette liste, autour de l'ancien dirigeant du KPRF (Parti communiste de la Fédération de Russie), Glaziev, précisément pour affaiblir le KPRF lui-même. À cette époque, Oleg Scheïn a justifié lui-même sa participation à une telle coalition. Dans une interview à *Inprecor* (l'organe de presse international du Secrétariat unifié), Oleg Scheïn déclarait notamment :

“Il faut comprendre que Rodina n'est rien de plus qu'une coalition électorale entre candidats à la députation (...). Le succès électoral de Rodina découle de la profonde crise que connaît le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) de Ziouganov. Il reflète l'aspiration d'une partie importante de la population à une alternative réelle de gauche à l'ordre existant. Je me suis personnellement présenté aux élections comme candidat indépendant dans ma région natale d'Astrakhan. Je suis sorti du bloc Rodina lorsqu'il a pris un tour trop nationaliste, notamment avec l'arrivée de Sergueï Babourin. Mais, par la suite, une grande partie des candidats nationalistes ont été exclus du bloc. Aussi est-il finalement intervenu dans les débats préélectoraux sur des thèmes plus sociaux que nationalistes (...). Mon adhésion aux fractions pro-gouvernementales de Russie unique ou du groupe de Jirinovski était exclue. J'ai préféré Rodina au Parti communiste parce que c'est le seul groupe qui admet le principe de la liberté de vote.”

L'organisation Rodina se présente ainsi sur son site Internet officiel :

« L'Union populaire et patriotique “Rodina” a comme but d'aider à restaurer la Russie comme grande puissance, à renforcer le patriotisme et l'amour de son pays natal, la renaissance des traditions militaires et de travail, l'éducation des jeunes générations par l'exemple du courage et de l'héroïsme des vétérans. L'UPP Rodina soutient les réformes engagées par le président pour renforcer l'Etat, faire respecter l'ordre constitutionnel, assurer le bien-être économique et social des citoyens.”

Ainsi, le dénommé Scheïn est-il responsable d'une commission parlementaire sur la politique sociale d'un groupe parlementaire dont le but officiel est de “soutenir les réformes” engagées par Poutine, réformes censées “assurer le bien-être économique et social des citoyens”. Mais quelles sont ces “réformes” du gouvernement Poutine ?

Au mois de janvier, le régime de Poutine connaissait sa plus sérieuse crise sociale : spontanément et sans que personne ne l'ait prévu, des dizaines de milliers de retraités descendaient

dans la rue aux cris de : “*Rendez-nous nos avantages !*”

Il s'agissait de passer à une étape nouvelle et douloureuse de la privatisation, celle qui se donne comme objectif de faire payer “à leur prix” (celui du marché mondial) tous les services dont beaucoup bénéficiaient encore gratuitement ou à un prix réduit : transport, logement, eau, gaz, électricité, téléphone, médicaments... La loi 122 du gouvernement Poutine, entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2005, consiste ainsi à supprimer toute une série d'avantages sociaux “en nature”, hérités de l'époque soviétique et bénéficiant à de nombreuses catégories de la population (retraités, vétérans et invalides de guerre, héros du travail, étudiants...), en “échange” de prétendues compensations en argent — bien évidemment insuffisantes (d'où le nom de “monétarisation”).

Les premières mesures frappaient brutalement notamment les retraités. Ainsi, le 1^{er} janvier, les vigiles du métro expulsaient les retraités, habitués à la gratuité des transports, tandis que nombre d'entre eux s'apercevaient que les médicaments — jusque-là gratuits ou vendus à prix réduits — leur étaient désormais vendus au prix fort.

Spontanément, des dizaines de milliers de retraités sont descendus dans les rues de toutes les villes de Russie, au son des chants de la Seconde Guerre mondiale, et aux cris de : “*Rendez-nous nos avantages !*”

Et c'est là que réapparaît la coalition électorale Rodina... Le 24 janvier 2005, alors que les retraités manifestent, 20 députés déposent, “au nom de l'opinion publique russe”, une requête auprès du procureur général de Russie ; ils demandent, “pour la défense de notre patrie et notre propre sécurité”, d'engager une procédure d'interdiction de “toutes les associations nationales et religieuses juives”, qualifiées “d'extrémistes” (1). Sur les 20 députés, 6 appartiennent au KPRF, héritier direct du parti de Staline, les autres à la fraction Rodina.

Le “parti” Rodina est un conglomérat, agrégant des personnalités, disons diverses, mais la dominante, comme son nom l'indique (Rodina, la patrie) est le nationalisme, la défense des “Russes” (russkie) et non des habitants de Russie (rossiiskie), les Juifs étant, suivant les circonstances, qualifiés de “sionistes” (2), ou, variante transparente pour tous, de “non-

(1) Le 26 janvier 2005, le ministère russe des Affaires étrangères déclarait que “la requête déposée par un groupe d'hommes politiques (...) n'a rien de commun avec la position officielle”, la presse annonçant que la requête avait été retirée, quelques signataires se désolant.

(2) Les lecteurs de *La Vérité* auront compris que la lutte contre le “sionisme” n'a rien à voir là-dedans.

Russes". Son apparition soudaine sur la scène politique aux dernières élections est un choix délibéré du Kremlin.

Les 20 signataires sont des hommes politiques connus, et dont les positions sont depuis longtemps affirmées. Pour ne prendre qu'un exemple, Igor Rodionov, ex-ministre de la Défense, aujourd'hui membre de la fraction Rodina, membre de la fraction du KPRF dans la Douma précédente, déclarait, en tant que dirigeant du petit Parti national-patriotique de Russie (NPPR), que "*le NPPR considère la lutte contre le sionisme et la franc-maçonnerie comme une lutte de libération nationale pour la libération des peuples de Russie du joug judéo-maçonnique démodé*" ("démô" pour démocrate, le qualificatif que s'attribue, depuis Eltsine, le parti au pouvoir). Les publications, comme *Russie orthodoxe*, où est paru le texte des 20 députés, et ouvrages qui reprennent *ad nauseam* toute la panoplie antisémite de l'époque tsariste, sont massivement édités et en vente dans les grandes librairies, par exemple *Les Secrets des racistes juifs*, de Moukhine, aux éditions EKSMO : on y trouve "*le complot juif*", le "*protocole des sages de Sion*", les "*meurtres rituels, prouvés lors de procès*" (les

procès de l'Inquisition, bien entendu), "*la haine juive des Russes et de l'humanité*", "*l'agressivité juive comme forme du satanisme*", "*bonheur juif, larmes russes*"... S'y ajoutent aujourd'hui l'accusation de l'opposition des Juifs à l'introduction de l'enseignement de la religion orthodoxe à l'école, et, bien sûr, la dénonciation des "*oligarques juifs*".

Le procédé, en Russie, n'est pas nouveau... Désigner des boucs émissaires pour détourner la colère des masses des véritables responsables de leurs malheurs a toujours été une méthode, de l'époque des tsars à celle de la bureaucratie stalinienne. Cette provocation du 24 janvier est donc une réponse — indirecte — du pouvoir mafieux pour tenter de contenir la véritable révolte des retraités pour la reconquête de leurs acquis sociaux datant de l'époque soviétique.

Mais une question se pose : quelle est la signification de la participation du dénommé Oleg Scheïn, qui se prétend trotskyste, au groupe parlementaire de la fraction Rodina, si ce n'est de couvrir, tant le soutien aux "réformes" de Poutine qui conduisent la Russie à la barbarie, que les provocations antisémites qui visent à détourner la colère du peuple des véritables responsables de cette marche au chaos ?

Italie

La lettre des militants de la IV^e Internationale publie les informations suivantes

Des élections régionales viennent d'avoir lieu en Italie les 3 et 4 avril. Elles se sont traduites par une défaite cinglante pour Berlusconi, président réactionnaire du Conseil, dirigeant de Forza Italia. Une nouvelle situation s'ouvre dans le pays. La crise est là. La classe ouvrière, la population ont, à travers ce vote, exprimé, comme ils l'ont fait dans les grèves et les manifestations, le rejet de la politique destructrice de l'Union européenne. Le peuple a dit : "*Nous voulons chasser Berlusconi. Nous voulons une autre politique.*" Or, au cours des derniers mois, s'est constituée une "Grande Alliance". Elle est dirigée par Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne et corédacteur du projet de "Constitution" européenne. Cette coalition regroupe notamment le parti de Prodi, mais également l'ancien Parti communiste italien reconverti en "Démocratie socialiste", et le Parti de la refondation communiste. Les partisans du SU en Italie occupent des positions de direction dans le Parti de la refondation communiste. Pour tous les travailleurs, pour le peuple italien, une question se pose. Comment est-il possible de croire qu'un gouvernement dirigé par Prodi, l'ancien

président de la Commission européenne, qui a élaboré toutes les directives européennes et la politique réactionnaire contre tous les peuples d'Europe, l'un des pères fondateurs de la "Constitution" européenne, puisse satisfaire les aspirations et les revendications de la population ?

Cette question est centrale dans le débat politique. Quelques semaines avant les élections, s'était tenu, du 3 au 6 mars, le VI^e Congrès du Parti de la refondation communiste. Nous avons analysé les 15 thèses présentées par son secrétaire général, Bertinotti, dans un précédent numéro de *La Vérité*. L'enjeu du congrès lui-même était de définir la politique du Parti de la refondation communiste pour les prochaines élections législatives de 2006. Il s'agissait, pour la direction du Parti de la refondation communiste, de faire approuver la constitution de la "Grande Alliance" sous le "leadership" de Romano Prodi.

Un grand retentissement a été donné, dans les médias italiens, aux tensions internes qui ont animé ce congrès. En effet, cinq motions s'y sont opposées. Celle de Bertinotti a recueilli 62 % des votes.

Parmi ces motions, il y avait la motion 4, présentée par Gigi Malabarba, sénateur, l'un des dirigeants du Parti de la refondation communiste et dirigeant du SU en Italie. Cette motion ne conteste pas la nécessité d'un accord électoral avec Prodi, qu'il "*sera nécessaire de trouver dans les formes rendues possibles par la loi actuelle*". Ainsi, d'une manière ou d'une autre, toutes les motions se retrouvent sur la nécessité de permettre à Prodi de gouverner. Mais quelle politique Prodi mettra-t-il en œuvre, si ce n'est celle qui consiste à poursuivre la politique de Berlusconi d'application des directives européennes ?

En conclusion du congrès, un document final a été soumis au vote. Il était divisé en deux parties : la première, pour approuver le rapport de Bertinotti, a été adoptée à la majorité de 66 %. Dans ce vote, les militants du SU se sont distingués en ne votant pas le rapport. Mais que se passe-t-il immédiatement ensuite ? Après les grands principes, la seconde partie définit la tactique pour les prochaines échéances électorales. Et là, la résolution a été unanime, votée par tous.

Sur quoi les partisans des cinq motions — dont celle de Malabarba, du SU — se sont-ils donc mis d'accord ? Sur le fait que, pour les élections régionales, il fallait utiliser la "Grande Alliance", il fallait passer un accord dans le cadre de la "Grande Alliance" "*pour un succès de la liste Refondation communiste, pour mener*

Nichi Vendola à la victoire dans la région des Pouilles et pour défaire les droites". Et la "Grande Alliance" va effectivement fonctionner. Nichi Vendola, candidat du Parti de la refondation communiste, va recevoir le soutien et l'appui de la "Grande Alliance", donc du parti de Prodi, pour les élections régionales des 3 et 4 avril dans les Pouilles. Il sera élu. Mais la "Grande Alliance" ne cesse de s'élargir, puisque, selon le *Corriere della Sera*, « *Di Vella, "roi des pâtes alimentaires", a été le sponsor de Nichi avec d'autres industriels* ». Le "roi des pâtes", c'est le dirigeant de l'une des principales multinationales de l'alimentation. Voilà jusqu'où va l'alliance avec Prodi. Et cette alliance marche dans les deux sens. Dans toute l'Italie, c'est avec le soutien du Parti de la refondation communiste — et donc du SU — qu'ont été élus les candidats du parti de Prodi.

Ainsi, dans ce congrès du Parti de la refondation communiste, on a pu assister à de "grands affrontements", pour, au bout du compte, aboutir à un accord de tout le monde, SU compris, pour la "Grande Alliance" avec Prodi.

On notera également que, dans cette logique de l'accord avec Prodi, l'ancien président de la Commission européenne, le congrès s'est prononcé pour participer "*le 19 mars à la manifestation européenne de Bruxelles*", manifestation convoquée par la CES pour le oui à la "Constitution" européenne.

Information de la section suisse de la IV^e Internationale

En Suisse, le Secrétariat unifié est présent dans deux groupes, le "Mouvement pour le socialisme" (MPS) et Solidarité. Ces deux organisations adoptent en apparence des positions contradictoires, comme c'est le cas dans de nombreux pays en ce qui concerne les organisations du SU.

Et, comme on va le voir, ce dédoublement dans le cadre du SU se mène au compte de la même politique.

La Suisse a signé un accord avec l'Union européenne au sujet de la libre circulation des personnes. Cette question de la libre circulation est au cœur de la "Constitution" européenne, et même si la Suisse n'est pas membre de l'Union européenne, on cherche à imposer au peuple suisse la politique des directives, et plus généralement de l'Union européenne. Car, sous la dénomination trompeuse de "*libre circulation des personnes*", se cache, comme dans tous les pays, une offensive pour baisser massivement les salaires, casser les acquis contenus dans les

statuts et les conventions collectives du travail. Dès lors, c'est également une menace contre l'existence des syndicats qui se relie à ces statuts et conventions collectives.

Cet accord va être remis en cause à l'occasion d'une votation (consultation d'initiative populaire) en septembre 2005. Alors que cet accord est un instrument de l'offensive pour remettre en cause les droits ouvriers et ceux de la population, la situation pose des problèmes. En effet, c'est le Parti agrarien, parti qui a des positions xénophobes, qui a pris l'initiative de lancer ce référendum. Les dirigeants du Parti socialiste suisse et de l'Union syndicale suisse n'ont pas pris, eux, la responsabilité de lancer ce référendum, et, maintenant qu'il est convoqué, d'appeler à voter contre l'accord.

A la base du Parti socialiste et du syndicat, une méfiance profonde s'est installée : si le PSS et l'USS avaient pris l'initiative, s'ils avaient lancé, eux, le référendum, nul doute que l'immense majorité des travailleurs les auraient

suivis, comme ils l'ont fait chaque fois que cela était le cas contre les attaques de l'Union européenne, en particulier lors des votations sur les retraites ou sur la privatisation du secteur de l'énergie. D'ailleurs, des militants de l'USS ont pris l'initiative d'une lettre ouverte à la direction du PSS et de l'USS, en leur demandant de prendre position et d'appeler au rejet de l'accord de libre circulation.

Une intense discussion se mène dans les syndicats et dans les sections du PSS. Dans cette situation, où il s'agit d'aider le mouvement ouvrier à se rassembler sur une position de rejet de la politique de l'Union européenne, que font les membres du SU ?

D'un côté, Solidarité a pris position pour l'accord de libre circulation. Cela revient à accepter le dumping salarial sur la base de la négation des droits. Cette politique couvre ouvertement la politique de l'Union européenne et des appareils. De son côté, le MPS a lancé une initiative pour un référendum. Mais cela sans mener de bataille au sein des organisations de la classe, tout au contraire : cette initiative est menée comme une politique de dénonciation des syndicats et du Parti socialiste. Il s'agit d'une politique de partage des rôles, qui facilite le travail de ceux qui, à la direction du Parti socialiste, remettent en cause les initiatives précédentes de résistance du PSS et de l'USS.

La politique du MPS contre l'unité de la classe ouvrière au travers de ses organisations vient de connaître une illustration spectaculaire. En effet, étant donné que dans les sections syndicales, des voix de plus en plus nombreuses se

font entendre contre les risques de dumping salarial, la direction de l'USS a été obligée d'en tenir compte et a été amenée à annoncer qu'elle pourrait reconsidérer sa prise de position sur le référendum en cas de dumping salarial et en relation avec les mesures d'accompagnement prises par le gouvernement fédéral et les gouvernements cantonaux. C'est dans ce contexte qu'une assemblée de délégués de l'union syndicale du canton de Vaud a voté une résolution demandant qu'un bilan de ces mesures soit établi. Cette résolution affirmait que si une des séries de conditions n'étaient pas obtenues, l'USS devait reconsidérer son soutien à l'accord sur la libre circulation des personnes et des mesures d'accompagnement. Les délégués syndicaux avaient en effet fait le constat de toutes les mesures de déréglementation déjà prises sur la base des premiers accords bilatéraux sur la libre circulation. L'unité du syndicat était en train de se souder sur cette position de rejet. Eh bien, la résolution a été adoptée à l'unanimité moins... 10 abstentions : celles des membres du MPS. Il apparaît ainsi clairement que ces derniers n'ont qu'un objectif : empêcher que, dans les syndicats, puisse s'engager une bataille visant à faire changer l'USS de position. C'est-à-dire chercher à interdire à la classe de se regrouper pour défier l'Union européenne. D'un côté, donc, Solidarité approuve ouvertement l'accord bilatéral ; de l'autre, le MPS s'efforce de créer les conditions de la division pour que les syndicats et le Parti socialiste ne s'y opposent pas. Ce qu'il y a de commun, c'est la protection de la politique de l'Union européenne.

Il y a soixante ans, un déluge de bombes s'abattait sur Dresde

Par Werner Uhde

Il y a soixante ans, le 13 février 1945, un déluge de bombes s'abattait sur la ville de Dresde. Peu avant dix heures du soir, plus de 800 bombardiers britanniques lançaient un assaut qui allait durer deux jours. 2 600 tonnes de bombes allaient raser la ville. Les deux jours suivants, 500 bombardiers américains allaient déverser un autre millier de tonnes de bombes. Le nombre total de morts fait l'objet d'une controverse, qui ne sera jamais conclue. Officiellement 35 000 morts, 70 000 selon certains historiens, 150 000 selon d'autres...

Une chose est certaine : la ville était pleine de réfugiés, de blessés et prisonniers de guerre, fuyant l'avancée de l'Armée rouge à l'est. Le régime nazi était frappé à mort. Dresde était sans défense et ne constituait aucunement un enjeu militaire. L'Armée rouge était à une trentaine de kilomètres à l'est, l'armée américaine avançait vers elle par l'ouest...

G. C. Gifford, membre d'un équipage canadien qui participa au raid, et qui, plus tard, fonda un groupe de vétérans pacifistes, a déclaré au *Peace Magazine*, en 1985 :

« Le bombardement de Dresde fut la seule opération pour laquelle, avant même son commencement, nous n'avons pas aimé ce qu'on nous demandait de faire. Le commandant de l'escadrille nous avait dit : "Ça va être sanglant, ce soir. C'est plein de réfugiés." Nous savions que la ville n'avait pas été bombardée sérieusement durant la guerre, si bien que nous savions qu'elle n'était pas une cible militaire importante. Nous savions que les Russes n'étaient qu'à trente kilomètres de l'autre côté et qu'ils se déplaçaient rapidement. Les Américains n'étaient qu'à 70 kilomètres. Donc, on ne se sentait pas à l'aise avec cette opération-là. »

700 000 bombes au phosphore furent déversées sur la ville. La température au sol dépassa 1 500 degrés, créant des souffles d'air brûlant qui réduisirent en cendres en quelques secondes les personnes sur leur passage.

Un prisonnier français rescapé du brasier expliquait à l'AFP, 60 ans après :

"Cela a duré une heure et demie. Ensuite, il y a eu une deuxième vague, vers une heure du matin, cela a mis le feu partout (...). Des milliers de gens ont été

brûlés... Et les avions sont encore revenus le lendemain pour en finir."

Lors des commémorations officielles qui se sont déroulées à Dresde, le chancelier Schröder a confié, le 13 février, au journal *Welt am Sonntag* :

"Nous n'avons pas de raisons de ne pas porter le deuil de nos propres morts. Bien entendu, ce sont aussi des victimes. Le point décisif est seulement qu'on ne doit pas effacer les responsabilités et se souvenir combien de souffrances la guerre commencée par les Allemands a apportées à d'autres."

Le chancelier social-démocrate a donc tenu une nouvelle fois, pour le 60^e anniversaire, à refaire l'amalgame entre la responsabilité du peuple allemand victime du nazisme — et, en l'occurrence, du bombardement inutile du point de vue militaire pour les Alliés ce 13 février 1945 — et celle du régime criminel du nazisme. Pourquoi ?

À TOUT PRIX, TRAVESTIR L'HISTOIRE...

La libération des derniers survivants qui restaient encore dans le camp de concentration d'Auschwitz, le 27 janvier 1945, le bombardement de Dresde, les 13 et 14 février 1945, la capitulation de l'armée de Hitler et l'effondrement du régime nazi les 7 et 8 mai 1945 — ces événements, 60 années après, restent gravés dans la conscience collective du peuple allemand.

La mise en scène des célébrations officielles de ces événements par les gouvernants en Allemagne et dans le monde entier parle à cette mémoire. Le rôle réel, la nature des forces motrices du régime nazi sont occultés au profit de la notion de "responsabilité du peuple allemand dans l'anéantissement des Juifs", comme vient de le faire une nouvelle fois Schröder, qui en conclut à une obligation particulière de l'Allemagne d'empêcher un nouvel Auschwitz, et, pour cela, pour la première fois depuis l'après-guerre, envoie des soldats allemands faire la guerre en territoire étranger, au Kosovo et en Bosnie.

On occulte, dans ces cérémonies officielles, tout ce qui est lié au 8 mai 1945 et

aux conditions de l'effondrement de la domination nazie sur l'Allemagne et sur l'Europe. On gomme ce qui a trait à l'ordre instauré à Téhéran, Yalta et Potsdam, conjointement par l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, qui a trouvé sa pierre fondatrice dans la division de l'Allemagne. Or on ne peut comprendre les bombardements massifs des villes allemandes et de leur population civile à la fin de la guerre, dont le bombardement de Dresde, sans les inscrire dans le rôle qu'ils devaient jouer pour créer les conditions de cet ordre d'après-guerre, qui a entre autres dénié au peuple allemand les droits démocratiques les plus fondamentaux, le droit à disposer de lui-même, le droit à l'unité et à la souveraineté.

On fait disparaître le serment du peuple allemand en 1945, qui proclamait : *"Plus jamais le fascisme ! Plus jamais la guerre !"* On tente d'effacer les espoirs et les aspirations de la grande majorité du peuple et des travailleurs vers la liberté, la démocratie et le socialisme qu'a exprimés le président du SPD d'alors, Kurt Schumacher, dans ses *"Directives politiques pour le SPD"* de l'été 1945, où il écrit :

"Du caractère de classe du nazisme, il résulte que, pour le surmonter, il faut le socialisme. La condition en est la destruction totale de la ligne capitaliste financière, militariste, impérialiste."

On fait disparaître le *Manifeste de Buchenwald* adopté par les socialistes démocratiques allemands et internationaux du camp de concentration de Buchenwald, le 13 avril 1945, qui dit :

"Convaincus que la cause ultime de la plus monstrueuse de toutes les guerres réside dans la nature de prédateur de l'économie capitaliste, de l'impérialisme capitaliste financier et de la déchéance morale et politique du lumpenprolétariat et de la petite bourgeoisie qu'ils ont provoquée, nous revendiquons qu'il soit mis une fin absolue aux crises de la société par une économie socialiste."

Toutes les commémorations officielles sont mises en scène pour effacer cela, car il faut tenter à nouveau, aujourd'hui, d'anéantir politiquement la classe ouvrière allemande, qui demeure encore, par son nombre, par sa place sociale, la classe la plus puissante et potentiellement la plus dangereuse pour l'ordre capitaliste, au cœur de l'Europe. Toutes reviennent à une

mystification de ce qu'a représenté le fascisme allemand et la guerre qu'il a déchaînée.

La domination nazie est présentée comme l'incarnation du "mal" qui couvait au sein du peuple allemand. Le reproche monstrueux, réactionnaire, fait au peuple allemand d'être collectivement coupable et responsable du fascisme et de la guerre se complète de l'accusation tout aussi monstrueuse et réactionnaire adressée à la classe ouvrière allemande d'avoir à nouveau fait dans cette situation la preuve de son inaptitude fondamentale à la révolution, accusation qu'on entend aujourd'hui à toute occasion dans la bouche des staliens et de la gauche pro-stalinienne jusque dans les syndicats et dans le SPD.

Tout cela pour justifier la survie de l'ordre social capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, et surtout le préserver. Opération devenue à nouveau urgente dans une situation où cette survie expose à nouveau la société humaine à des dangers mortels, dans le monde et particulièrement dans l'Allemagne réunifiée il y a seize ans.

... POUR CACHER QUE LA DICTATURE FASCISTE A ÉTÉ LA MATRAQUE DU CAPITAL FINANCIER

La IV^e Internationale a toujours rejeté cette accusation de "culpabilité collective du peuple allemand", ainsi que celle qui ferait de la classe ouvrière allemande une classe incapable de se dresser sur son propre plan de classe pour prendre en main son destin dans la société.

L'histoire de la classe ouvrière allemande est une des plus riches et des plus tragiques du Vieux Continent. La révolution de 1919 a été écrasée par les dirigeants sociaux-démocrates agissant au service du capital. En 1923, la nouvelle montée révolutionnaire s'est heurtée à la soumission des directions ouvrières à l'ordre bourgeois, avant de refluer. En 1933, la direction du SPD a reculé pas à pas et a livré le pouvoir à Hitler. La direction du KPD, sous le diktat direct de Sta-

line, paracheva la paralysie politique de la classe ouvrière par sa criminelle politique du social-fascisme. L'histoire est implacable : la responsabilité politique pour la prise du pouvoir par Hitler incombe aux appareils dirigeants du SPD et du KPD. Ils ont tout fait pour empêcher la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir par la révolution. Ils l'ont livrée pieds et poings liés à la terreur fasciste et sont responsables de la plus grande tragédie qu'a représentée la défaite sans combat de la classe ouvrière allemande.

Faut-il le rappeler : le fascisme allemand est né de la crise extrême du système capitaliste, telle que l'a vécue l'impérialisme allemand. Il est né de l'exacerbation des forces de la révolution et de la contre-révolution. C'est le capital financier, qui, ne voyant finalement plus d'autre issue, a opté pour la prise du pouvoir par les nazis, afin qu'ils lancent leurs troupes de choc armées contre la classe ouvrière, détruisent ses organisations et anéantissent l'ensemble des institutions de la démocratie politique.

Parvenu au pouvoir par une succession de coups d'Etat à froid, le régime fasciste totalitaire ne garantissait pas malgré tout une forme de domination politique stable. Il n'a pu s'imposer et se maintenir qu'en organisant la guerre civile permanente contre la révolution ouvrière, qu'en organisant la terreur d'Etat permanente, lançant les bandes de la petite bourgeoisie contre-révolutionnaire contre le peuple.

Résultat, de 1933 à 1939 :

"On peut aujourd'hui estimer que, jusqu'à ce que la guerre éclate, environ un million de personnes ont été arrêtées par la Gestapo pour leur attitude oppositionnelle. Des centaines de milliers d'entre elles n'ont plus jamais donné signe de vie. Elles ont très vraisemblablement péri" (Günther Weisenborn, *Une Allemagne contre Hitler*, éditions du Félin, Paris, 2000, p. 28).

Environ 600 000 personnes, venant pour l'essentiel de la résistance du mouvement ouvrier syndical et politique, ont été jetées dans les camps de concentration de 1933 à 1939, et, peu avant le début de la guerre, en 1939, les statistiques de la Gestapo ne comptaient plus que 300 000 prisonniers politiques... (Weisenborn, *ibidem*, p. 180).

La propagande antisémite intense dans toute la société, la répression et les persécutions contre la population juive jusqu'à son extermination représentent le paroxysme de la terreur fasciste déchaînée contre la population. Tendait toutes ses forces pour détruire l'Union soviétique jusque dans ses fondements constitués par la propriété collective des moyens de production et pour tenter d'asseoir ses conquêtes militaires sur les larges territoires qu'elle occupait en Europe, la domination nazie a dû faire franchir un nouveau pas à sa politique de terreur. C'est ainsi qu'en 1943, elle a utilisé les camps de concentration, où elle avait parqué résistants et détenus politiques venant de ces peuples, pour organiser, à partir de 1943, cette effroyable machine de mort industrielle qui anéantit la vie de millions de Juifs, et dont Auschwitz est le symbole.

LE TOURNANT DE LA GUERRE

Le tournant de la guerre qu'a représenté la capitulation de la Wehrmacht allemande à Stalingrad a entraîné une réorientation de toute la politique des Alliés dans leur conduite de la guerre. Elle était désormais axée sur l'effondrement inéluctable de la domination nazie en Allemagne et en Europe, et donc sur les conditions de l'ordre d'après-guerre. Les Alliés impérialistes et la bureaucratie du Kremlin ont désormais concentré leurs efforts communs et tous leurs moyens pour étouffer l'évolution qui menaçait d'aller en Allemagne et en Europe vers une révolution prolétarienne.

Le PCI, section française de la IV^e Internationale, écrit le 25 mars 1944 :

“Aujourd'hui, nous arrivons devant le tournant décisif de la guerre : l'avance de l'Armée rouge et la révolution italienne sont les signes avant-coureurs de la formidable crise révolutionnaire qui se prépare en Europe, et qui prendra toute son ampleur dès l'écroulement de l'impérialisme allemand. C'est pour ce moment que l'impérialisme anglais et l'impérialisme américain préparent leurs armes — qu'ils n'ont pas voulu utiliser contre Hitler, mais qu'ils s'appêtent à jeter contre la révolution et contre le prolétariat” (La Vérité, numéro spécial 75^e anniversaire, p. 101).

Lors de la conférence de Casablanca, qui s'est tenue du 14 au 24 janvier 1943, c'est-à-dire peu de temps avant la capitulation de l'armée allemande à Stalingrad, Roosevelt et Churchill (Staline a donné plus tard son accord) ont défini un objectif commun : *“la capitulation sans condition de l'Allemagne”*. Et c'est dans ce cadre commun qu'ils ont donné les directives d'un bombardement systématique des villes allemandes. Roosevelt s'en est expliqué, ces bombardements étaient nécessaires

“pour que les peuples soumis prennent conscience de la capitulation et pour disposer d'une totale liberté politique après la guerre dans la remise en ordre”.

Dans son journal quotidien, Goebbels commente la politique définie à Casablanca, ainsi que le mot d'ordre de *“capitulation sans condition”* :

“Je n'aurais jamais trouvé un slogan plus percutant. Quand nos ennemis à l'ouest déclarent : nous ne négocierons pas avec toi, notre unique objectif est de t'anéantir..., comment alors un Allemand, quel qu'il soit, qu'il le veuille ou non, pourrait-il faire autre chose que se battre avec toutes ses forces ?”

Devant les doutes qui s'insinuent quant à l'issue de la guerre, Goebbels se saisit des intentions annoncées d'obtenir une capitulation sans condition et en fait un thème central de son discours au Palais des sports de Berlin, le 18 février, où il lance :

“Est-ce la guerre totale que vous voulez ?”

L'exigence d'une capitulation sans condition, l'objectif exprimé de privation du peuple allemand et de la nation de tous leurs droits, en vertu de la responsabilité collective qui serait la sienne dans le déclenchement de la guerre et l'instauration du fascisme, le plan Morgenthau (publié en septembre 1944) préconisant les bombardements massifs jusqu'au retour à une Allemagne agraire, les plans des conférences de Téhéran (fin novembre 1944) et de Yalta (début février 1945) de découpage de l'Allemagne ont constitué autant d'éléments pour aggraver encore la terreur politique à laquelle le peuple allemand a été soumis par le régime nazi.

Pour les nazis, il ne devait pas être laissé

à la population et à la classe ouvrière d'autre issue que de lier leur destin au régime nazi auquel elles étaient identifiées.

La Vérité, organe de la section française de la IV^e Internationale, écrit dans un article de juillet 1943 :

« *Aujourd'hui, le bureau d'information américain annonce que l'Allemagne sera de nouveau découpée. Elle sera occupée et soumise à de lourdes réparations. Quel cadeau pour le sinistre Goebbels ! Il peut dire aux travailleurs allemands : "C'est le destin qu'ils vous offrent si vous perdez la guerre. Il ne vous reste que la victoire ou la misère".* »

Un ordre de Roosevelt révèle que les alliés occidentaux s'attachaient à étouffer toute information sur la résistance allemande et celle des travailleurs contre le fascisme, afin de rendre plus active encore la campagne de haine contre la population allemande.

Dans la presse américaine, les Allemands sont présentés comme

"une foule de monstres inhumains (...), qui suivent tous Hitler et qui sont dans cette guerre démoniaque possédés par l'idée de détruire ou de réduire en esclavage l'Europe entière" (Georges F. Kennan, *Mémoires d'un diplomate*).

Selon Churchill :

"Ils unissent en eux de la manière la plus destructrice les caractéristiques du guerrier et de l'esclave. Ils n'ont aucun sens de la liberté" (cité d'après Anna Armstrong : *La Capitulation sans condition*).

Lord Vansittart, le plus haut fonctionnaire du Foreign Office britannique, s'est acquis une réputation particulière pour la campagne permanente de calomnies contre le peuple allemand. Selon lui, le peuple allemand était infecté par le fascisme, et ce depuis des siècles. Les Allemands étaient des barbares, qu'il convenait de détruire.

Staline a fait clamer par Illya Ehrenbourg, avancé au rang de propagandiste en chef :

"Les Allemands ne sont pas des hommes. Nous ne parlerons pas, nous ne nous énerverons pas, nous tuerons (...). Si tu tues un Allemand, alors tues-en un deuxième — pour nous, rien n'est plus drôle qu'un cadavre d'Allemand. Ne

compte pas les jours. Ne compte pas les kilomètres. Compte seulement les Allemands que tu as tués ! Tue les Allemands ! Ne perds pas une occasion ! Ne te disperse pas ! Tue !"

Autant de contributions qui devaient, d'un côté, politiquement anéantir la résistance, et, d'un autre côté, aider à renforcer le régime fasciste et prolonger son existence. Tout cela à la grande joie de Goebbels :

"Ce type, Vansittart, vaut son pesant d'or pour notre propagande. Il mérite qu'on lui dresse quelque part une statue après la guerre... (...). Plus les Anglais sont radicaux dans leurs prévisions d'une paix déshonorante pour l'Allemagne, plus il m'est facile de galvaniser l'esprit de combat des Allemands. Nous aurions été dans une situation très dangereuse si la propagande anglaise avait dès le début de la guerre respecté la volonté de vivre des Allemands..."

TERRORISER LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE POUR INSTAURER L'ORDRE DE YALTA

Le bombardement de Dresde, les 13 et 14 février 1945, sans aucun objectif militaire, à quelques kilomètres de distance respectivement à l'est du front russe et à l'ouest du front américain, tous les deux victorieux, devait constituer le point culminant de la terreur contre le peuple allemand, mais cette fois par un bombardement hors du commun, qualifié du côté anglais de *"bombardement moral"*.

Le bombardement de Dresde devait aider à mettre en place les accords de Yalta. Il fallait tuer le plus grand nombre possible de réfugiés venus de Silésie, qui se trouvaient dans la ville. Le traité de Yalta prévoyait *"de chasser de Pologne au moins six millions d'Allemands"*, chiffre que Churchill avait soumis à la réflexion de Staline lors de la conférence. Et il posait la question : *"Auront-ils, dans ce qui reste de l'Allemagne, assez de place ?"* Et il donnait lui-même cyniquement la réponse :

"Nous avons tué 6 à 7 millions d'Allemands, de telle sorte qu'il devrait rester en Allemagne assez de place pour quelques personnes."

Dans son mémorandum du 28 mars 1945 à l'attention du chef du quartier général britannique, Churchill caractérisait lui-même les

“bombardements des villes allemandes comme ayant pour objectif d'élever le degré de terreur, quand bien même nous donnons d'autres prétextes”.

Le bombardement systématique des villes allemandes, des zones peuplées et des quartiers ouvriers (l'amiral Harris, de l'armée de l'air : *“Si vous ne pouvez pas toucher les usines, frappez les travailleurs”*) s'est développé à partir du milieu de l'année 1943 et s'est intensifié sans le moindre objectif militaire en 1945, dans les derniers mois de la guerre, alors que son issue ne faisait pas le moindre doute. Dresde est le symbole de cette brutale extension des bombardements.

Dans ces quelques mois, plus de bombes ont été lancées que durant toute la durée précédente de la guerre. La terreur par les bombes ne vise pas la dictature fasciste, elle vise à démoraliser et à désespérer la population. Cette terreur complète la terreur nazie contre le peuple. Les deux types de terreur se renvoient la balle et ont la même cible : il fallait enlever au peuple allemand toute volonté à disposer de son destin, à être un peuple souverain, et à la classe ouvrière allemande toute volonté révolutionnaire, et cela comme avertissement aux autres peuples et classes ouvrières d'Europe et même du monde.

La IV^e Internationale a rejeté la position selon laquelle le peuple allemand est collectivement responsable du fascisme et de la guerre, et la classe ouvrière allemande incapable de faire la révolution, et, en revanche, défendu le droit du peuple allemand comme de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes. En 1943, dans une situation où, dans toute l'Europe, un mouvement révolutionnaire mûrit, elle a appelé les travailleurs de tous les pays à

“s'unir en un front puissant des travailleurs par-dessus les frontières et les champs de bataille, à se tendre les mains, à fraterniser et à s'organiser” (La Vérité, 30 juillet 1943).

L'article déjà cité de *La Vérité* de juillet 1943 dénonce les journaux gaullois et stalinien, qui traitent le travailleur allemand de *“sale boche”* qu'il faut anéantir. Dans son article qui porte le titre *“Tendons la main aux ouvriers allemands et italiens !”*, elle écrit :

“Au lieu de perdre notre temps à nous accuser mutuellement d'être des poltrons trop bêtes pour faire la révolution dans notre propre pays, nous devons cette fois la faire ensemble contre notre ennemi commun. C'est à ce combat que t'appelle la IV^e Internationale en ces jours anniversaires de la mort de Léon Trotsky, un des fondateurs de l'Internationale communiste dissoute par Staline. La IV^e Internationale appelle à ce combat les travailleurs du monde entier.”

Un des plus magnifiques exemples d'un combat sur la base de positions de classe indépendantes et de l'internationalisme prolétarien a été donné par les cellules internationales que construisaient les trotskystes français et allemands jusque dans l'armée allemande en France, et qui, découverts, comme ce fut le cas à l'arsenal de Brest, paieront de leur vie leur attachement à l'internationalisme prolétarien.

Ils combattaient contre le fascisme et la guerre, contre les impérialismes français et allemand autour de la revue *Arbeiter und Soldat*, organe de la section allemande de la IV^e Internationale, qui circulait aussi dans les casernes de l'armée d'occupation en France.

Ce combat des trotskystes français pour établir la liaison avec les travailleurs allemands (sous l'uniforme) appartient à la plus fière tradition de la IV^e Internationale.

L'action de la IV^e Internationale à la fin de la Seconde Guerre mondiale

Par François Forgue

Le 8 mai 1945 est annoncée la capitulation signée par les représentants du pouvoir nazi : la Seconde Guerre mondiale s'achève en Europe. Pour des millions d'hommes et de femmes dans le monde entier, c'est l'annonce de la paix. La fin des massacres, des combats sanglants, des bombardements de terreur. Dans tous les pays, dans toutes les villes, des foules immenses descendent dans la rue...

Il en est aussi ainsi en Algérie, alors colonie française. Puisqu'il est partout annoncé que la chute du nazisme, la paix, signifient la victoire de la démocratie, pour les Algériens qui se rassemblent, cela veut dire la fin de l'oppression coloniale, la reconnaissance de leur droit à décider souverainement, eux-mêmes, de leur avenir. Des banderoles surgissent, qui réclament l'indépendance de l'Algérie, la libération de Messali Hadj.

C'est le cas à Sétif : la police intervient pour faire retirer les banderoles "subversives". Les manifestants refusent. Un commissaire de police abat un manifestant, donnant le signal de la fusillade contre un cortège désarmé.

C'est alors l'émeute, qui gagne toute la région. La répression déclenchée avec

l'aval du gouvernement présidé par de Gaulle, et où siègent ministres du Parti socialiste et du PCF, sera effroyable. La loi martiale est en vigueur. Aux "forces de l'ordre" (policiers et gendarmes mobiles, le ministre de l'Intérieur est le socialiste Tixier) se joint l'armée, en particulier des unités de choc (Légion étrangère), parfois secondées par des milices de colons, la marine qui pilonne les côtes, l'aviation qui rase les villages rebelles (le ministre de l'Air est Charles Tillon, par ailleurs membre du bureau politique du PCF). Les morts se comptent par dizaines de milliers : 40 000 à 50 000...

En France, "l'Union sacrée" masque l'ampleur de la répression. C'est l'honneur de la section française de la IV^e Internationale, le Parti communiste internationaliste, que d'avoir dénoncé, malgré l'obstacle de la censure militaire qui règne alors en France, le crime colonialiste dans toute son ampleur. *La Vérité* paraît alors irrégulièrement et semi-clandestinement, car le poids des stalinien dans l'appareil d'Etat leur a permis de refuser l'autorisation de publication à un journal qui avait été le premier à paraître clandestinement sous l'occupation nazie. C'est pourquoi le numéro du 25 juillet 1945 de *La*

Vérité porte la mention “Bulletin intérieur – non destiné à la vente publique”. Il contient un article intitulé : “Droit des peuples à disposer d’eux-mêmes”, qui commence ainsi :

« La répression de la révolte d’Algérie eut le même caractère de bestialité que la destruction par les SS du ghetto de Varsovie ou d’Oradour : “Il faut mater les salopards, feu sur les burnous” fut le mot d’ordre officiel. »

Cet article a été reproduit dans le numéro spécial 75^e anniversaire de *La Vérité*, n° 38-39 nouvelle série, août 2004, page 108.

Dans ce numéro, nous reproduisons de larges extraits d’un article paru dans la revue *IV^e Internationale* de juillet-août 1945, “L’impérialisme français en quête de grandeur”, qui revient sur le soulèvement du 8 mai 1945 et la répression qui le noya dans le sang, et les situe dans le contexte de crise de l’ensemble du système de domination coloniale de l’impérialisme français.

Les vieux impérialismes européens — et d’abord les impérialismes britannique et français — s’accrochent alors par tous les moyens à leurs possessions coloniales, ultime élément de leur grandeur passée.

Partout, la domination impérialiste se heurtait à la violence des peuples qu’elle asservissait. Cette montée des revendications démocratiques, nationales, sociales des peuples qui subissaient encore le joug colonialiste était l’une des expressions d’une montée révolutionnaire mondiale exprimée dans l’action des travailleurs et des peuples sur tous les continents.

En finir avec le système social et politique qui avait engendré la Seconde Guerre mondiale, la barbarie du génocide, des massacres, était l’exigence qui s’affirmait dans cette action. Partout, le système d’exploitation reposant sur la propriété privée des moyens de production était menacé. Ses moyens de défense étaient ceux-là mêmes que les gouvernements des puissances victorieuses prétendaient combattre — les massacres de mai 1945 en Algérie en étant un tragique exemple. Ces moyens, cependant, il ne pouvait les utiliser que parce qu’il disposait du “rempart social” que lui fournissaient les dirigeants des organisations dans lesquelles se retrouvaient les travailleurs — et d’abord ceux des différents PC subordonnés à la bureaucratie

stalinienne, utilisant le prestige de la révolution d’Octobre et du combat des peuples de l’Union soviétique contre le fascisme pour sauver le système capitaliste.

Nous republions dans ce numéro de *La Vérité* deux autres documents, qui témoignent de ce que fut alors la politique et le combat de la IV^e Internationale.

Le premier est un discours de James P. Cannon, prononcé le 1^{er} mai 1945 dans un meeting public rassemblant à New York 500 travailleurs, meeting organisé par le Socialist Workers Party (1).

James P. Cannon (2) venait de sortir de prison. Il avait été condamné, lors du procès de Minneapolis en 1941, pour l’opposition de son parti à la guerre impérialiste. Après plusieurs appels, il avait été emprisonné au pénitencier de Sandstone en 1944 : ce discours du 1^{er} mai marque sa première apparition publique après 13 mois de détention (3).

Le second est une déclaration du secrétaire européen de la IV^e Internationale, “Solidarité avec le prolétariat allemand”, parue dans la revue *IV^e Internationale* de décembre 1945-janvier 1946.

L’acharnement contre le prolétariat al-

(1) Les lois réactionnaires des Etats-Unis empêchaient le SWP d’être formellement section de la IV^e Internationale. Mais le SWP, fondant son activité sur le programme de fondation de la IV^e Internationale, était politiquement l’une des plus fortes sections de l’Internationale fondée en 1938.

(2) James P. Cannon (1890-1974). Il fut l’un des organisateurs des Industrial Workers of the World, l’organisation syndicaliste révolutionnaire qui eut une forte influence sur l’ensemble du développement du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Au lendemain de la révolution russe, il est l’un des fondateurs du PC américain et est élu à son comité central en 1920. Il est l’un des dirigeants du PC américain délégué au VI^e Congrès de l’Internationale communiste. Il apporte son soutien aux positions de Trotsky et rejoint les rangs de l’Opposition de gauche internationale. Exclu du PC, il participe à la constitution de la Communist League of America, qui publie *The Militant*.

James P. Cannon fut l’un des fondateurs du SWP en 1938 ; la même année, il participait à la conférence de proclamation de la IV^e Internationale. Il exerça des fonctions de secrétaire national du SWP jusqu’en 1953.

(3) James P. Cannon et 17 autres responsables trotskystes furent condamnés à des peines de prison pour leur opposition à la guerre impérialiste. *La Vérité*, n° 10 et 11 (juin 1994 et septembre 1994), a publié le discours que Cannon prononça pour sa défense.

lemand — assimilé, au nom “*de la culpabilité collective du peuple allemand*”, au nazisme, selon les procédés mêmes de la propagande hitlérienne — était au centre de la contre-attaque réactionnaire contre la “*révolution européenne qui était son ombre menaçante*” sur la réunion de fondation des Nations unies à San Francisco, comme le

dit Cannon dans son discours. Pour paralyser le prolétariat allemand, il faut disloquer l'Allemagne, la diviser, placer chacune de ses régions sous l'occupation militaire...

C'est cela que dénonce, au nom des intérêts des travailleurs d'Europe et du monde, la IV^e Internationale.

Extraits de l'article “*L'impérialisme américain en quête de grandeur*”

(publié dans *Quatrième Internationale*, juillet août 1945)

François Forgeue

UN EMPIRE COLONIAL MENACE

La guerre a profondément ébranlé les assises “impériales” de la France.

Lors de l'écroulement de la III^e République, les “proconsuls” de l'empire se rangèrent — et y restèrent tant qu'ils eurent le choix — derrière Pétain. L'appareil et les gros colons pratiquaient depuis longtemps la politique et les méthodes que Vichy introduisait dans la métropole.

En s'installant à Alger — après un dédale d'intrigues, de marchandages et de complots de toutes sortes entre gouverneurs et chefs militaires —, de Gaulle crut retrouver l'empire comme le “Prince Charmant” retrouve *La Belle au Bois dormant*.

Le premier souci du Comité français de libération nationale (CFLN) fut de consolider le “prestige” de l'impérialisme “*partout dans le monde où flottent nos trois couleurs*”. Voici, d'après les documents officiels, quelles furent les méthodes employées à cet effet, en AOF par exemple, après le “renversement” du vichyssois Boisson :

« *L'un des premiers soins du CFLN en AOF fut d'y rétablir les lois républicaines. Afin d'éviter des perturbations qui*

auraient pu être provoquées par la disparition soudaine et totale des lois du gouvernement de Vichy, une “commission de validation spéciale” fut créée pour en maintenir un certain ombre. Elle commença à fonctionner le 18 mai 1943 et mit au point une série d'ordonnances qui annulèrent les lois relatives aux mesures d'exception contre certains fonctionnaires, à la suspension des organismes consultatifs, au régime de la presse et de la censure, à la Charte du travail, aux Israélites, etc.” (ministère de l'Information, *Notes documentaires et études*, série coloniale VII).

Le “rétablissement des lois républicaines” et le maintien de certaines lois de Vichy “afin d'éviter les perturbations” n'attaquaient en quoi que ce soit le statut colonial et les fondements considérés comme “immuables” de la domination impérialiste : la continuité de la III^e République à de Gaulle en passant par Pétain était assurée.

Après s'être accordé le droit, à la Consultative d'Alger, de parler tant et plus de “libération” et “d'autodétermination des peuples” — étant bien entendu que ces principes nécessitaient des “correctifs” quant à l'Afrique du Nord —, le gouvernement dit de la résistance *maintint intégralement en Algérie comme dans le protectorat*

marocain tous les maillon de la chaîne avec lesquels on rattache les peuples coloniaux à "l'Empire" (vestiges féodaux, Code de l'indigénat, appui aux gros colons, renforcement de l'appareil, etc.). En enfermant et fusillant quelques vichyssois — non à cause de leur vichysisme, mais parce qu'ils s'étaient d'abord ralliés à Darnand ou à Giraud —, on crut effacer le passé et l'on remit "l'Empire" à contribution. Nouveaux prétextes, mais vieilles méthodes : l'Afrique du Nord comme l'AOF "*versèrent une contribution volontaire très importante pour la libération de la métropole*", écrivent cyniquement les documents officiels — qui ajoutent qu'actuellement, la source la plus importante de "financement" est une "*contribution exceptionnelle de guerre*". Cette politique faisait bien suite à celle de Vichy, comme le prouve la déclaration que voici, faite au printemps de 1943 par Brunel, président du Conseil économique que institué par Giraud en Algérie :

"Pendant plus de deux ans, l'Algérie a été littéralement mise à sac par Vichy, qui, au profit de l'Axe, l'a dépouillée de ses produits essentiels depuis les légumes et les fruits jusqu'au bétail" (Notes documentaires et études, série française XIX).

La faillite de la politique petite-bourgeoise de la Résistance à modifier en quoi que ce soit le système policier bureaucratique et militaire français, véritables sangsues sur le corps de l'Afrique, commença comme on le voit, non au lendemain des journées d'août à Paris, mais au lendemain du débarquement en Afrique du Nord, le 7 novembre 1942. Avec Pétain ou avec de Gaulle, l'impérialisme français tentait de jouer gagnant sur les deux tableaux.

Or c'est précisément dans le domaine colonial que l'impérialisme français pourra comprendre qu'il a perdu bien plus qu'"une bataille". En effet, l'affirmation de la volonté d'indépendance des peuples coloniaux, comme par ailleurs les visées des impérialistes anglais et yankee mettent en jeu les fondements de l'empire : des Antilles à l'Afrique, du Proche-Orient à l'Indochine, l'armature impérialiste française est battue en brèche et risque de s'effondrer. Ce processus, commencé pendant la guerre, ne fait que s'accroître dans la période actuelle de liquidation et d'établissement du bilan général des pertes et profits (...).

L'ombre d'un nouveau désastre se pro-

file maintenant en Afrique du Nord. Depuis des années, les peuples de l'Afrique du Nord mènent un combat indomptable pour leur indépendance. Dès le débarquement "allié" en Afrique, les milieux arabes exprimèrent encore une fois leur volonté d'indépendance : un manifeste fut publié à Alger, demandant l'application de la Charte de l'Atlantique, qui affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; un mouvement appelé Les Amis du Manifeste, dirigé par Ferrat Abbas, se développa et prit place à côté de deux autres mouvements algériens : le mouvement traditionaliste (et réactionnaire) des Oulémas et le mouvement nationaliste-progressiste du Parti du peuple algérien (PPA) dirigé par Messali Hadj (tenu en prison par Daladier, par Pétain comme par de Gaulle).

Au peuple algérien qui demande "*l'égalité des droits*" et "*l'indépendance*", la po-lice et l'appareil ont répondu par des massacres : on l'a vu encore une fois à l'occasion des prétendues fêtes de la victoire, le 8 mai 1945, lorsque le peuple descendit dans la rue à Sétif, Guelma, Perigotville, Kerata, demandant ses droits. Les autorités françaises répondirent en ouvrant la charge et en assassinant froidement plusieurs manifestants. Ce fut le signe d'une émeute désespérée, qui embrassa rapidement une très grande partie de la population arabe : quelque 200 ou 300 Français, suppôts de l'impérialisme, furent tués. La répression qui s'ensuivit fut d'une sauvagerie indescriptible : les légionnaires (1) furent autorisés à massacrer toute la population arabe de Sétif, et même ailleurs, comme à Jijelti, où aucun trouble ne s'était produit. Des bombardements furent employés contre la population arabe. D'après la presse anglaise, 6 000 à 8 000 Arabes furent exterminés ; des milliers d'autres torturés, emprisonnés et "jugés" après une procédure expéditive.

Aucune voix ne s'est élevée en France pour appuyer les revendications arabes et prendre la défense du peuple algérien assassiné sauvagement par ceux qui lui imposent la répression, la misère et la famine. De misérables canailles attaquèrent le PPA, et, jouant sur la ressemblance avec feu le PPF

(1) "*L'impérialisme français a eu beaucoup de peine à employer des troupes coloniales. A Alger, les Sénégalais, d'ailleurs, ont refusé de tirer sur la foule indigène.*"

de Doriot, les noms de Messali et de Ferrat Abbas furent traînés dans la boue. La grande polémique avec les staliniens et les organes officieux de l'appareil se situa, naturellement, en dehors du débat.

Le Monde (18 mai 1945) exprime le point de vue officiel :

“(Il ne faut pas) *déconsidérer les cadres français d’Afrique du Nord aux prises avec les masses indigènes exaltées (...) et poussées à bout par la misère et par la faim. Quel que soit leur parti, les Français devraient comprendre que les problèmes nord-africains doivent être traités en fonction de notre politique impériale plus que de notre politique intérieure.*”

A cela, *L’Humanité* oppose (15 mai) :

“Donner à manger aux affamés, arrêter immédiatement **la poignée** des grands propriétaires affameurs qui sont à la source des troubles, relever de leurs fonctions **quelques hauts fonctionnaires vichyssistes**, annoncer sans nouveau délai la date des élections municipales et cantonales. Voilà les premières mesures à prendre d’extrême urgence...” (souligné par nous — N. M.).

L’Humanité pense “calmer” le peuple arabe en arrêtant une **poignée** de grands propriétaires, en limogeant **quelques hauts fonctionnaires vichyssistes** et en faisant des élections sur la base de l’ordonnance du 7 mars 1944, qui accorde “l’égalité des droits” à une **poignée** (précisément) d’Algériens... Voilà avec quoi on pense tromper le peuple arabe, tandis que *Le Monde*, lui, est pour l’unité à la manière forte.

Le peuple arabe est fatigué de ces distinguos : il demande *l’égalité immédiate des droits* (de tous les droits), *le partage des terres et le retrait des troupes françaises*. D’ailleurs, dans la pratique, les staliniens ont fait le front unique, non avec le peuple, mais avec l’appareil contre le peuple :

“Les Français (...), chaque fois qu’ils le purent, se réunirent et firent bloc, constate *Le Monde* (8 juillet 1945) ; à Guelma, par exemple, le sous-préfet réussit à grouper et à armer **tous les Français des communistes à la droite**, et **tous**, dans le même élan, n’eurent qu’un but, s’entraider et se défendre en attendant l’armée” (souligné par nous).

On comprend dans ces conditions pourquoi des

“*communistes algériens ont été blessés ou gravement mutilés en essayant de*

montrer à la foule surexcitée (sic) que ses vrais ennemis n’étaient pas les Français en général, mais les vichystes et quelques caïds voleurs, etc.” (*L’Humanité*, 15 mai) (2).

Il est clair que c’est seulement en donnant de multiples preuves de sa volonté inébranlable d’aider à l’indépendance de l’Algérie, c’est **seulement en payant de son sang** lorsqu’il le faut, dans la lutte **contre** l’impérialisme français, dans la métropole comme dans l’empire, que le prolétariat et son avant-garde pourront retrouver le chemin du front unique avec les peuples coloniaux, front unique indispensable pour le renversement de la bourgeoisie française. Le prolétariat n’a pas à chercher des remèdes à la crise profonde que traverse l’impérialisme français en quête de grandeur... La politique de pillage de ce dernier doit être démasquée impitoyablement. L’Algérie appauvrie et “mise à sac par Vichy” continue à être mise à sac par la IV^e République.

L’Algérie tout entière côtoie la famine, mais on accorde **300 grammes de pain par jour aux Français et seulement 150 grammes de grains par jour aux indigènes** (et encore), et, parmi ces derniers, la mort fait des ravages. Un rapport officiel note que “*les indigènes sont en loques ; parfois, une tribu ne possède qu’un vêtement mettable, qu’on se repasse selon les nécessités*”. La misère totale de l’Afrique du Nord, le manque de bateaux de trans-

(2) Voici comment les dirigeants staliniens entendent en réalité combattre les pilleurs et les affameurs de l’Algérie : « *La France devrait se préoccuper très sérieusement de son commerce avec ses territoires d’outre-mer, a déclaré Thorez au X^e Congrès du PCF. Ils peuvent nous fournir des matières premières, des produits alimentaires, et nous devons les aider au développement de leurs industries...*

Nous manquons de viande, ajoute Thorez. L’Algérie pourrait nous fournir un million de moutons chaque année, à condition de multiplier les points d’eau.

Nous manquons de matières grasses : en Tunisie et en Kabylie, une grande partie de la récolte d’olives est perdue chaque année, faute de moyens appropriés.

*Quant aux populations d’Afrique du Nord, elles savent que leur intérêt est dans leur union avec le peuple de France. Ainsi, le Parti communiste de Tunisie déclarait, les 9 et 10 juin derniers, sa volonté de “tout mettre en œuvre pour consolider l’union du peuple tunisien et du peuple français”... » (*L’Humanité*, 27 juin).*

port, les prélèvements sans contrepartie effectués par la métropole, la famine qui y sévit ébranlent profondément les assises de l'“Empire”. La métropole, qui se réservait l'Algérie comme “chasse gardée”, a dû lever les interdictions à l'importation de

l'étranger sur plus de 300 articles, ouvrant ainsi *colens nolens* les vannes à la pénétration économique yankee : le mythe de la “solidarité” et de la “collaboration économique métropole-empire” s'effondre comme un château de cartes. L'industrie

La fin de la guerre en Europe (1^{er} mai 1945) (par James P. Cannon)

croupissante de la métropole n'est d'aucun secours aux colonies...

Comme l'a rappelé l'honorable président à la tribune, nous avons été séparés quelque temps. En tout cas, cela me semble à moi une éternité que je n'ai pas fait de discours, et bien sûr j'ai un peu le trac. Mais j'espère surmonter cela en avançant parce que j'ai bien l'intention de continuer à dire ce que je disais lorsqu'on m'a si grossièrement interrompu (1), c'est-à-dire essentiellement de dire ce que nous avons dit tout au long de notre vie consciente, et ce que nos prédécesseurs, les grands pionniers du socialisme, n'ont pas cessé de dire depuis 1848.

Le *Manifeste communiste*, ce premier document majeur qui ait annoncé la chute du capitalisme et l'inévitable victoire du prolétariat, aura bientôt cent ans. Aujourd'hui, 97 ans après, il reste notre programme et notre bannière (...).

Je dois dire que c'est pour moi une grande satisfaction de me trouver ici ce soir avec vous et de pouvoir dire quelques mots. Mais c'est une satisfaction encore plus grande d'être tout simplement présent à ce rassemblement, qui se tient le jour de l'année qui est le plus totalement consacré au futur et à l'espoir d'un monde meilleur. Car les discours ont toujours représenté l'aspect le moins important de la célébration du 1^{er} Mai. Ce qui est important, ce qui est exaltant, c'est simplement que les gens se rassemblent où qu'ils soient, par petits groupes ou dans de grands rassemblements, dans un pays ou un autre, qu'ils soient ou non sur leur lieu de travail, dans des ate-

liers, des camps de concentration ou dans des prisons (...).

Tandis que la guerre en Europe est à son terme et que la fin de la guerre en Orient est toute proche, les vainqueurs se sont réunis à San Francisco pour préparer la guerre suivante (2). Avant même d'en avoir terminé avec les formalités de déclaration de paix après une guerre de cinq ans et demi qui a coûté des dizaines de millions de vies humaines, ils se rencontrent, et sur cette rencontre des vainqueurs plane l'ombre de la prochaine guerre, qu'ils ne promettent même plus d'éviter. Ils expriment seulement l'espoir qu'elle n'arrivera pas trop tôt. Les champs de bataille en Europe et en Orient, les villes en ruine, les territoires dévastés, la faim, la mort d'un côté, et en face le cadre luxueux de la conférence de San Francisco réunie au théâtre de l'Opéra sont pour moi symboliques de la réalité telle qu'elle est.

Qui sont les vainqueurs de cette terrible guerre de dévastation ? Qui a obtenu la liberté ? Les vainqueurs, il faut le comprendre et toujours l'expliquer clairement, les vainqueurs sont d'abord et avant tout les requins de la finance de Wall Street. Ils sont les seuls bénéficiaires de la guerre, eux et leurs satellites impérialistes de Grande-

(1) Par son emprisonnement.

(2) Ce à quoi Cannon fait allusion, c'est à la conférence de fondation des Nations unies, ouverte le 26 avril à l'opéra de San Francisco et conclue le 26 juin par l'adoption de la Charte des Nations unies.

Bretagne, qui a abandonné au cours de cette guerre les trois quarts de ses positions au dieu Moloch de Wall Street et aux satellites staliniens de Moscou (...).

Je ne crois pas que l'Amérique soit toute-puissante. Ne faisons pas l'erreur de croire cela. La Rome moderne, maîtresse du monde, dont des politiciens écervelés rêvent et même parlent de faire dominer, exploiter et soumettre le monde pour le siècle à venir, est rongée par le cancer. Mais aujourd'hui, ce sont eux les vainqueurs.

QUI SONT LES VAINQUEURS ? QUI SONT LES VAINCUS ?

Et qui sont les vaincus de la guerre telle qu'elle s'est déroulée jusqu'à aujourd'hui ? La guerre et ses suites sont loin d'être terminées. Après l'arrêt formel des hostilités, il y a les conséquences de la guerre, et les vainqueurs et les vaincus pourraient bien changer de place alors. Mais les vaincus aujourd'hui ne sont qu'accessoirement les impérialismes rivaux de l'Amérique, qu'il s'agisse des impérialismes allemand, italien ou japonais. Certes, il leur faudra faire de grands sacrifices. Il leur faudra sacrifier certains de leurs politiciens fascistes apparemment tout-puissants, et qui connaissent une fin ignominieuse. Mais fondamentalement, les vaincus sont les peuples d'Europe et d'Asie, et, bien qu'il ne le sache pas encore, le peuple des Etats-Unis d'Amérique.

A l'issue de cette guerre impérialiste, qui a duré presque six ans, les peuples du monde entier sont les seules victimes. Et ils sont les victimes non d'une erreur de tel ou tel homme d'Etat ou général, ou de la méchanceté de tel ou tel maniaque au pouvoir. Ils sont fondamentalement les victimes du système capitaliste, qui est dans les affres de l'agonie et qui est incapable d'amener la paix ou la prospérité dans le monde, et qui ne peut que le plonger dans des holocaustes successifs jusqu'à ce que les maîtres du futur prennent le contrôle de la société et mettent sur pied un système fondé sur la raison (...).

Prenons date à l'occasion de ce tournant, qui marque l'achèvement formel des hostilités en Europe et la fin à venir de la guerre avec le Japon à l'Est qui se profile. Et prenons une minute pour revenir sur ce que

différentes personnes et différents partis pensaient et disaient lorsque cette folie a commencé. Vous savez ce que disaient les impérialistes : "*Démocratie, paix, prospérité.*" C'était là, suivant ce que les maîtres de la société promettaient au peuple, ce à quoi aboutirait cette croisade armée.

Et les lieutenants ouvriers du capitalisme américain répétaient la même chose. Ils le répétaient mot pour mot et devinrent les agents chargés d'enchaîner le mouvement ouvrier au programme de guerre imposé aux travailleurs et à leurs organisations. L'accord antigreve avec le gouvernement scella le tout, livrant les salariés pieds et poings liés, et il justifia tout sous prétexte que les sacrifices étaient équitablement partagés entre travailleurs et impérialistes, et qu'après la guerre, tout irait bien.

Qu'avons-nous dit et fait ? Je crois qu'il est très important, pour tout travailleur cherchant à s'y retrouver dans la situation nouvelle, d'examiner le bilan des différents partis au cours de cette période passée. Nous avons dit dès le départ : il ne s'agit pas d'une guerre pour la démocratie et contre le fascisme ; ce n'est pas une guerre pour la liberté et la justice. Ce n'est pas vrai. C'est une guerre entre rivaux impérialistes ; c'est une guerre pour les profits, qui doivent être payés avec le sang des peuples d'Europe et d'Asie, et aussi par la mise en esclavage et la dégradation de la situation des travailleurs dans notre pays.

C'est ce que le SWP et la Quatrième Internationale ont expliqué dès le début. Et cela a été la base de notre conduite (...). Un groupe de syndicalistes s'est dressé contre la guerre, contre le mensonge, contre la trahison, avec notre parti. C'est là la véritable raison des événements de Minneapolis et du procès de Minneapolis (...). Le fait que nous étions condamnés à la prison le 8 décembre, le jour même où la déclaration de guerre était votée par le Congrès, est extrêmement symbolique, et soulignait de façon théâtrale le contenu véritable de cette persécution.

Qu'ils aient pensé et cherché à faire taire la voix de notre parti était un extraordinaire et véritable symbole du fait que les impérialistes reconnaissaient notre parti comme la voix authentique de l'opposition à la guerre impérialiste. Mais, comme vous le savez, ils n'y ont pas réussi. Ce fut un échec retentissant.

sant. Et aujourd'hui, notre voix va se faire entendre plus que jamais. Notre voix sera plus forte, parce que les gens nous rejoignent de plus en plus et ajoutent leurs voix à celles de ceux qui ont tenu bon au cours de cette période sombre que nous venons de traverser.

Qu'est-ce qui sort à la fin de cette guerre longue et terrible ? Qu'ont-ils à nous montrer après toutes leurs promesses ? Qu'est-ce que les maîtres du monde peuvent nous montrer, sinon des villes en ruine, des montagnes de cadavres et des millions de gens affamés ? Voilà sous quels auspices l'impérialisme américain connaît son jour de gloire comme maître du monde. Sur quoi se dresse-t-il ? Sur un édifice de sang mêlé à la boue, à la mort, la destruction, la famine, à l'oppression et au désespoir, dont ils sont les principaux architectes. Telles sont les lettres de créance qu'il présente à l'humanité pour justifier son droit de régner sur le monde pour les cent ans à venir.

Mais ils ne nous ont pas convaincus. Pour notre part, nous ne les avons pas crus, et de moins en moins de gens peuvent les croire à présent. Je suis bien placé pour le savoir, en dépit des efforts de toutes sortes qu'ils ont engagés pour que nous changions d'avis et leur faisons confiance. Ils ne nous ont en rien convaincus. Notre vérité est aujourd'hui plus forte que jamais et nous en sommes plus convaincus que jamais. Nous disons qu'un système social qui récolte d'aussi horribles fruits n'a pas le droit d'exister et ne doit pas se perpétuer, car les peuples du monde, pour assurer leurs moyens d'existence, devront en finir avec un tel système.

UN EMPIRE DONT LES FONDATIONS TREMBLENT

L'Amérique impérialiste semble toute-puissante. C'est un rêve et une illusion terrible. La grande époque de l'impérialisme américain, autant en termes de stabilité que de force, est d'ores et déjà derrière lui. Le capitalisme américain s'est développé sous des auspices incroyablement favorables pour un pays dans le cadre d'un système capitaliste. Il s'est développé après la révo-

lution américaine sans être encombré par le passé. Il a commencé sur un vaste continent, presque sans frontières, aux ressources illimitées de toutes sortes — agricoles, minière et autres — en abondance sur ce territoire extraordinaire. Il s'est développé après que le capitalisme en Europe eut déjà atteint un niveau d'accumulation de surprofits permettant leur investissement aux Etats-Unis. Et le capitalisme américain a connu une croissance accélérée au départ par les énormes investissements du capitalisme européen, tant et si bien qu'en 1914, les Etats-Unis étaient encore un pays endetté, endetté vis-à-vis de l'Europe (...).

Depuis 1914, et dix fois plus encore depuis la guerre actuelle, l'impérialisme américain a étendu sa puissance et son contrôle au monde entier, est devenu l'exploiteur du monde, étendant ainsi ses fondations économiques bien au-delà des fondations sûres des 48 Etats unis sur un seul continent (...).

Et toutes les faiblesses dans l'économie capitaliste mondiale, à quelque endroit qu'elles se produisent, font trembler les fondements de l'impérialisme américain, parce que ces fondements se trouvent là-bas également. Tout trouble révolutionnaire — et il y en a eu de nombreux, et il y en aura des dizaines et des centaines d'autres, dans tous les coins de ce monde à l'agonie — déstabilisera ce Moloch mensonger du capitalisme américain, qui semble en apparence si sûr de lui et si puissant (...).

En plus de tout cela, le maître impérialiste du monde moderne est confronté à sa Némésis prolétarienne dans son propre pays. On serait parfois tenté de penser que les capitalistes souhaiteraient maudire Marx pour cette malédiction terrible qu'on appelle les contradictions du système capitaliste. Mais ce n'est pas Marx qui les a créées, il n'a fait que les expliquer.

Donc, plus ils développent leurs usines en Amérique, plus ils développent leurs capacités de production (...) et plus ils augmentent les forces du prolétariat en Amérique. Plus ils condamnent ce prolétariat à une existence de classe sans propriété, plus ce dernier se renforce en étant rassemblé de façon toujours plus concentrée dans l'industrie, et plus sa puissance s'accroît, et plus il devient certain qu'au cœur même de l'impérialisme américain, se développe ce

que Marx et Engels ont appelé son fossoyeur.

REVOLUTIONS EN EUROPE...

Les révolutions en Europe, nous en avons vu le prologue en Italie. Nous avons vu le peuple de Grèce, affamé, battu, dévasté, faire la démonstration de ce que sont les mouvements révolutionnaires des masses. Nous avons vu ce qu'ont fait les travailleurs de Milan la semaine dernière. Après plus de vingt ans de dégradations, d'emprisonnements, de camps de concentration, de violence et de mort sous la botte du fascisme, ils se sont dressés comme la seule force existant dans ce pays et ont perdu Mussolini par les pieds dans une station d'essence. C'est là une parfaite illustration des relations véritables entre la puissance des travailleurs, organisés et en mouvement, et le simulacre de puissance des agents politiques d'un système capitaliste défunt, qui demeure au pouvoir parce que les travailleurs ne sont pas organisés et en mouvement.

Et nous ne doutons pas que les peuples d'Europe n'accepteront pas de mourir de faim pour la prétendue victoire de la démocratie dans cette guerre. Nous ne doutons pas que l'exemple des travailleurs dans le Sud et à présent dans le Nord de l'Italie va se répandre en Europe de proche en proche et au fur et à mesure. Ils feront leur expérience au travers des défaites et des revers, coordonneront plus solidement leurs forces ensemble et organiseront la révolution.

La révolution en Europe, la classe capitaliste est bien plus consciente de ce danger que certains sages penseurs extérieurs au mouvement ne le sont. Les classes dominantes y croient et en ont peur. La révolution européenne jette une grande ombre menaçante sur le festin de Balthazar qui se déroule à San Francisco. Mais il n'y a pas qu'une seule ombre. L'autre, c'est celle que vont projeter demain les travailleurs qui s'éveillent aux Etats-Unis d'Amérique, les soldats américains qui vont revenir par millions et demanderont : Qu'est-ce qu'on y gagne ? Où est notre victoire ? Où est notre paix ?

Et recevront-ils une part de la victoire ? Y a-t-il quelqu'un pour croire que les dirigeants de ce pays ont prévu et planifié, et

peuvent garantir, même s'ils le voulaient, 60 millions d'emplois, la paix maintenant, une voiture pour chacun, une existence stable et paisible permettant à chacun d'élever sa famille et de regarder l'avenir avec confiance ? Eh bien, il vaut mieux lire les journaux, et en particulier leurs pages financières, pour voir ce qu'est la politique du grand capital. La politique du grand capital, c'est une campagne antisyndicale pareille à celle qu'ils ont commencée après la guerre précédente.

En 1918, ils avaient célébré la victoire avec trois heures pour la démocratie, et puis, ils ont lancé une grande campagne contre les syndicats et contre les rouges pour écraser le mouvement ouvrier aux Etats-Unis. C'est ce qu'indique d'ores et déjà la politique des maîtres de l'industrie, c'est une politique inévitable, car leur conception de l'égalité dans le sacrifice, ils l'ont repoussée à l'après-guerre.

Voyez-vous, quand ces gens-là ont parlé d'une politique d'égalité et de sacrifices, les dirigeants ouvriers ont dit aux travailleurs dans les syndicats ce que cela signifiait : vous faites la moitié des sacrifices et eux l'autre moitié. Ils ont asséné cette formule aux travailleurs pendant longtemps. Mais les patrons ne l'entendaient pas du tout ainsi. Ils voulaient dire aux travailleurs : vous faites la moitié des sacrifices maintenant, et, après la guerre, vous ferez l'autre moitié (...).

... ET AUX ETATS-UNIS

Nous l'avons dit et répété : les persécutions contre le SWP n'étaient qu'un commencement, un premier pas expérimental, et c'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles elles n'ont pas été plus violentes.

Pas seulement les communistes comme nous, mais tout militant progressiste et honnête à la direction des syndicats doit s'attendre à la répression. Et la base des syndicats américains qui voudra résister à la destruction des organisations ouvrières devra s'habituer à la menace de gangs fascistes recrutés dans la lie de la société et financés par le grand capital pour détruire ces organisations.

Voilà ce que les impérialistes américains ont préparé comme fruits de la victoire pour

les prolétaires américains. Mais je pense que l'on peut dire, sans aucune exagération, que les travailleurs et les soldats dans leur grande masse n'accordent plus de crédit aux belles promesses qui leur ont été faites, que personne n'avait l'intention d'honorer, et qui, d'ailleurs, sont irréalisables. Les travailleurs, à chaque fois qu'ils en ont eu la possibilité, ont brisé les obstacles à leur action, l'accord antigrevé, afin de défendre leurs syndicats.

Que pense la grande masse des soldats ? Il ne fait pas de doute qu'ils étaient contre Hitler. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Dans leur grande masse, ils étaient convaincus que c'était une chose qui devait être faite. Ils ont été trompés et trahis, mais pas complètement trahis, parce qu'ils n'ont pas cru les promesses qui leur étaient faites.

Il est raisonnable de penser que les travailleurs et les soldats revenant du front et la jeune génération qui ont été si cruellement trompés et trahis par tous ceux vers qui ils se tournaient pour obtenir une direction intellectuelle dans cette sombre période vont se révolter contre tous ceux-là, contre toutes leurs influences idéologiques, contre tous leurs partis. Ils vont chercher s'il n'y a pas des gens, un parti, qui se sont tenus courageusement et honnêtement, et qui leur aient dit la vérité. Je suis convaincu que le moment n'est pas loin où se dessinera un grand mouvement en ce sens. Je ne vois pas alors d'autre parti qui puisse répondre à leur attente que le Socialist Workers Party.

Je crois que nous pouvons compter sur le développement de la lutte des classes aux Etats-Unis à une échelle colossale.

Une lutte que les travailleurs ne pourront éviter, qui leur sera imposée. Au travers de cette lutte, il y aura un développement de leur conscience et un début de compréhension de leur position dans la société et de la nécessité d'agir comme classe. Il leur faudra rompre avec la direction traditionnelle, lâche et corrompue, et subordonnée aux exploités.

Et ils seront contraints par toute la logique de la lutte de se tourner vers une politique indépendante, un Labor Party (3). Des pas en avant révolutionnaires seront effectués sur tous les terrains, dans une situation où le parti révolutionnaire que nous représentons sera entendu et assurera son influence sur de grandes masses de travailleurs.

Nous savons que les travailleurs du monde connaîtront des échecs et des défaites. Mais tout comme les impérialistes des Etats-Unis constituent le plus grand soutien au capitalisme en Europe et à l'échelle mondiale, le prolétariat des Etats-Unis, cette autre puissance américaine, qui n'a pas connu de défaite, qui est jeune et confiante, pleine d'énergie et d'initiative, cette classe ouvrière américaine, avec sa force sans limites, son courage et son espoir, viendra à l'aide du prolétariat des autres pays, mêlera sa lutte à la leur. Et ensemble, ils attaqueront le monstre de l'impérialisme américain à l'intérieur de sa citadelle (...). C'est ainsi que nous démontrons notre fidélité à l'internationalisme qui conquerra le monde, que nous l'exprimons en ce 1^{er} Mai.

LE CRIME DES STALINIENS

Le crime des staliniens aujourd'hui, c'est qu'au lieu de se lier au mouvement progressiste des travailleurs pour se libérer, ils agissent comme agents de l'impérialisme au sein du mouvement ouvrier mondial. Le crime des staliniens, c'est de trahir le prolétariat au compte de l'impérialisme mondial. Et c'est pourquoi il est nécessaire de comprendre que, contre le stalinisme, nous devons opposer une autre direction, une direction d'un type radicalement différent, pour mener la lutte contre le régime pourri et le système social capitaliste qui se survit.

Toutes les défaites du socialisme, toutes sans exception, ne sont dues qu'à l'absence de direction. La tâche dont dépend le futur de l'humanité, c'est la création d'une direction pour la lutte révolutionnaire. Ce qui veut dire, en un mot, construire le parti révolutionnaire. Les ouvriers, par leur position dans la société, par leur nombre, sont la plus grande force au sein de la société. Tout ce dont les travailleurs ont besoin — et dont ils ont eu besoin depuis 1914 —, c'est de croire en eux-mêmes, de prendre conscience de leur force et d'un parti honnête pour les diriger. C'est pourquoi nous pouvons dire

(3) Labor Party : parti ouvrier. Le combat de la classe ouvrière américaine pose la nécessité de son expression politique, c'est-à-dire d'un parti ouvrier (LP) s'appuyant sur les syndicats et rompant avec le Parti démocrate.

que la tâche des tâches, c'est de construire un tel parti aux Etats-Unis et à l'échelle mondiale, et c'est en ce sens que les problèmes de notre époque, tous les espoirs et toutes les perspectives de l'humanité se concentrent dans une seule formule.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

A la ligue de brigands qu'était la Société des nations, Lénine et Trotsky opposèrent l'Internationale communiste, le Comintern. A la nouvelle ligue de brigands qu'ils préparent à San Francisco, nous, les communistes d'aujourd'hui, les héritiers de Lénine et de Trotsky, nous opposons la IV^e Internationale. Et, ici même, aux dirigeants impérialistes des Etats-Unis, nous opposons le Socialist Workers Party.

Nous avons confiance dans le fait que les travailleurs d'Europe et les peuples coloniaux tiendront toute leur place dans cette grandiose lutte mondiale contre les brigands de l'impérialisme américain (...).

Mais nous devons ici, aux Etats-Unis, tenir notre place.

Quoi qu'il se passe dans le monde dans

un futur immédiat, quels que soient les reculs ou les défaites que les travailleurs peuvent subir dans leur lutte extrêmement difficile, nous mènerons ce combat ici, aux Etats-Unis. La lutte, la question décisive de toute notre époque, fascisme ou communisme, ne sera pas réglée dans le monde sans l'être aux Etats-Unis. Et cela dépend du parti (...).

Avec le parti et par le parti, nous sommes tout. Aussi nous vous appelons à rejoindre le parti, à bâtir le parti. Sur son drapeau figure ce qu'écrivirent Marx et Engels dans le *Manifeste communiste*, il y a 97 ans.

Ils affirmèrent alors que la chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat étaient l'une et l'autre inéluctables.

Face au triomphe actuel de l'impérialisme, nous le répétons, la chute du capitalisme et la victoire du prolétariat sont inévitables.

Aujourd'hui, comme il y a 97 ans nos maîtres et nos prédécesseurs, nous disons aux travailleurs des Etats-Unis et du monde d'inscrire sur la bannière de leur combat le vieux mot d'ordre :

"Nous n'avons rien à perdre que nos chaînes. Nous avons un monde à gagner."

Extraits du manifeste du comité exécutif européen de la IV^e Internationale (IV^e Internationale, décembre 1945-janvier 1946)

"Solidarité internationale avec le prolétariat allemand"

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous."

Le fascisme hitlérien est renversé par la force des armes, et l'humanité tout entière aimerait pouvoir se sentir soulagée. Enfin, après douze années de féroce oppression et cinq terribles années de guerre remplies de sang et de larmes, ce sont, avant tout, les travailleurs allemands qui aimeraient pou-

voir respirer librement et espérer en un avenir meilleur.

Mais nous ne sommes pas sur cette voie. Les mensonges de la propagande de Goebbels prétendant que Hitler et le peuple allemand tout entier forment un tout indivisible servent aujourd'hui de prétexte au traitement appliqué à ce peuple par les "alliés" victorieux (...).

Morcellement du pays, annexion de grandes contrées, “retour à la terre” par la force, pillage des machines dans les usines, réquisitions de toutes sortes, contributions militaires, déportations de milliers d’hommes chassés de leur pays, la famine par le blocus, des milliards de réparations — voilà la “paix” offerte à ce peuple allemand déclaré coupable dans son ensemble.

Ouvriers et paysans allemands ! Dans cette situation, nous, communistes internationalistes, vous soutenons, avec toute la force de notre conviction et notre solidarité de classe internationale. Sachez que nous ne sommes pas des social-démocrates, qui, par lâche opportunisme, soutiennent la déclaration de culpabilité et agissent en tant qu’agents des impérialismes anglo-américain ou français dans l’ouest de l’Allemagne. Sachez que nous ne sommes pas non plus des communistes-staliniens, qui, sur ordre de la Russie, déclarent avec peut-être plus de force encore que tout le peuple allemand est coupable et qui saluent l’annexion réalisée à l’Est par Staline, ce même Staline, qui, naguère, refusait que l’armée soviétique foule un pouce de terre étrangère. Nous sommes des communistes fidèles à Lénine et à la révolution russe d’Octobre, éternellement victorieuse. Nous défendons ses principes lorsque nous prenons position contre toute exploitation impérialiste et contre toute violation, d’où qu’elles viennent.

Aujourd’hui, c’est toi, prolétariat allemand, prolétariat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, qui, en premier lieu, a besoin de la solidarité des prolétaires des autres pays. Nous, communistes internationalistes, voulons témoigner pour toi, prolétariat allemand, qui, dans des centaines de luttes, a montré ta force et ta conscience de classe, qui a saigné de mille blessures, qui a perdu les meilleurs des tiens par dizaines de milliers dans les camps de concentration. Nous le faisons, bien que nous sachions parfaitement qu’à cause de cela nous sommes calomniés et traités d’“hitléro-trotskyistes” par la meute des journalistes et des bureaucrates corrompus. Qu’ils calomnient ! La solidarité demeure la solidarité. Et la vérité reste malgré tout la vérité.

Or la vérité nous oblige à déclarer devant le prolétariat mondial que le fascisme hitlérien n’était pas l’expression de tout le peuple allemand, mais qu’au contraire, il représentait une dictature forcenée du capi-

talisme monopoleur allemand contre les travailleurs allemands. Hitler a d’abord déclenché la guerre contre le prolétariat allemand avant de commencer la guerre mondiale. La destruction des organisations ouvrières allemandes, l’extermination des militants responsables allemands furent pour Hitler la condition indispensable pour monter sa machine de guerre sans entrave et pour accomplir ses crimes de guerre. Tant que Hitler n’agissait qu’en bourreau du prolétariat allemand, il était acclamé par les capitalistes de l’étranger. Ce furent eux qui l’encouragèrent et qui signèrent des contrats avec lui. Le capitalisme international ne s’avisait de souligner la culpabilité du fascisme hitlérien que plus tard, lorsqu’il s’agit de soutirer des milliards de réparations au peuple allemand, en proclamant la culpabilité de l’ensemble de ce peuple.

La vérité oblige, d’autre part, à affirmer que la Seconde Guerre mondiale fut une tentative de Hitler d’extorquer, au nom du capitalisme monopoleur allemand, une nouvelle répartition des marchés et sphères d’intérêt dans le monde. S’il est vrai que Hitler, en tant que représentant de l’impérialisme allemand apparu tardivement sur le marché mondial, fut bien l’agresseur, les autres impérialistes ne peuvent pas par là même être simplement caractérisés comme des démocrates pacifiques, car ils n’ont défendu qu’un pillage impérialiste accompli plus tôt dans le monde. Ils sont d’autant moins innocents qu’à peine leur concurrent impérialiste Hitler battu militairement, ils règlent déjà entre eux leurs nouveaux différends impérialistes, organisent de nouveaux blocus et créent de nouvelles menaces de guerre. Et c’est surtout sur le dos du prolétariat allemand que ces contradictions impérialistes sont actuellement débattues.

Nous, communistes internationalistes, dénonçons comme premier responsable le système capitaliste, générateur de la guerre et du fascisme. Nous déclarons au prolétariat international et au prolétariat allemand que le seul renversement du fascisme hitlérien ne garantit pas la paix mondiale, mais qu’il faut pour cela atteindre le socialisme et établir les Etats-Unis socialistes.

Mais si on veut établir une responsabilité dans les rangs prolétaires, alors celle-ci pèse en premier lieu sur les dirigeants du prolétariat allemand.

L'assassinat de Liebknecht avec la complicité de Noske et Severing, et toute la politique de coalition et de soutien de l'Etat bourgeois par la social-démocratie, mènent directement à Hitler. De son côté, la direction communiste a largement contribué, par sa tactique bornée du "social-fascisme", à la victoire de Hitler sur un prolétariat allemand déjà brisé dans sa force de classe. Mais le prolétariat allemand s'est battu héroïquement, malgré l'abandon de sa direction. La thèse de la culpabilité est une injure pour ces milliers de martyrs sanglants, les meilleurs d'entre les prolétaires allemands (...).

Les mêmes forces militaires qui reprochent au peuple allemand de ne pas avoir renversé Hitler ont tout fait pour liquider et bâillonner ces révoltes prolétariennes. Car, en dernière analyse, impérialistes victorieux, fascistes hitlériens vaincus, bourgeoisie allemande, qui, aujourd'hui, se dit démocratique, tous sont d'accord pour considérer la révolution prolétarienne comme leur ennemi commun (...).

Nous, communistes internationalistes des pays dits vainqueurs, nous vous considérons, ouvriers et paysans allemands, comme des victimes à qui il est de notre devoir de venir en aide.

Nous protestons avec vous contre le morcellement de l'Allemagne, contre les contributions, les réquisitions et contre les milliards de frais de réparations. Nous saluons toute fraternisation des soldats des armées d'occupation avec les prolétaires allemands. Nous demandons à ces soldats de ne pas se laisser utiliser pour des buts impérialistes et réactionnaires contre le prolétariat allemand. Nous sommes pour le droit du peuple allemand à disposer de lui-même. Nous réclamons le droit syndical, des salaires convenables, des habitations dignes d'un homme et une nourriture suffisante pour tous les ouvriers allemands utilisés à la reconstruction.

Nous exigeons avec vous que les prisonniers de guerre soient traités d'après les conventions de la Croix-Rouge et que leur libération ne tarde plus. Nous nous élevons contre l'expulsion des milliers de travailleurs de leurs régions d'origine ; nous sommes pour la rupture du blocus de famine qui étroit le prolétariat allemand. Nous sommes pour une entraide fraternelle.

Nous sommes pour le droit du peuple allemand à disposer de lui-même. Pour ce droit, nous, communistes internationalistes, nous lutterons partout où nous serons, nous nous efforcerons de regrouper le prolétariat du monde entier. Nous devons à la mémoire de Liebknecht et de Luxemburg, et aux milliers de martyrs de la révolution prolétarienne allemande, cet appel que nous lançons aux prolétaires du monde entier :

« Solidarité avec le prolétariat allemand ! Aidez-le à se libérer du joug impérialiste !

Camarades de classe allemands ! Nous ne doutons pas que vous travaillerez avec une nouvelle énergie au relèvement de vos organisations. Bâissez de solides syndicats de classe unis et prêts à la lutte ! Ecartez surtout de votre mouvement ouvrier tous les partisans de la coalition avec la bourgeoisie et les impérialistes. La libération des ouvriers ne peut être que l'œuvre des ouvriers eux-mêmes.

La liberté et l'indépendance du mouvement ouvrier allemand sont à cette heure d'esclavage impérialiste d'une importance capitale. C'est uniquement par l'indépendance de classe, par la lutte ouverte pour des objectifs de classe que peut naître la cohésion internationale du mouvement ouvrier.

De même que Lénine, qui, après la défaite de la II^e Internationale, fonda l'Internationale communiste, nous avons fondé la IV^e Internationale après la décomposition politique de l'Internationale communiste que consacra sa liquidation volontaire. Cette IV^e Internationale a repris l'héritage de Marx et de Lénine. Le parti révolutionnaire doit naître en tant que section allemande de cette Internationale et doit être capable de mener la classe ouvrière allemande à la victoire lors des prochains combats. Telle est la grande tâche du prolétariat allemand.

Nous savons les difficultés de votre lutte dans les conditions de l'occupation. Liberté d'organisation, liberté de réunion et de manifestation, liberté de la presse ouvrière et liberté de grève, voilà les droits démocratiques que vous devez conquérir par votre action de masse.

Pour résoudre la crise du logement, pour le contrôle de la répartition du ravitaillement ou le contrôle des prix, pour

organiser la reconstruction ou le démarrage des entreprises, formez vos comités ouvriers (...). Soyez convaincus que vous seuls, prolétaires unis et au coude à coude, pouvez extirper complètement le fascisme. Sachez que l'“antifascisme” en soi ne veut rien dire. Le fascisme et l'impérialisme ne peuvent disparaître qu'avec la chute du capitalisme et la victoire du socialisme international.

Vive la révolution prolétarienne alle-

mande ! Vive les Etats-Unis socialistes d'Europe et du monde ! »

Parti communiste révolutionnaire
(section anglaise de la IV^e Internationale) ;

Parti communiste internationaliste
(section française de la IV^e Internationale) ;

Parti ouvrier communiste
(section italienne de la IV^e Internationale) ;

Parti communiste révolutionnaire
(section belge de la IV^e Internationale) ;

Les sections hollandaise, irlandaise,

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

**Nous publions ci-dessous
l'hommage rendu au camarade Miguel Cristobal
dans la *Lettre de la IV^e Internationale*,
n° 143 (3 avril 2005)**

Notre camarade Miguel Cristobal est décédé

Miguel Cristobal n'est plus. Il vient d'être emporté, à 54 ans, par une maladie contre laquelle il luttait depuis de longs mois.

Lutter est le mot qui résume autant sa vie d'homme que sa vie de militant.

Adolescent, il est cadet à l'école militaire de l'armée de l'air chilienne. Mais au prestige et à la place sociale prometteuse dans le Chili de la fin des années 1960, il préfère se tourner vers le mouvement ouvrier.

Dans une Amérique latine marquée par des mouvements de masse, la révolution à Cuba en 1962 et les dictatures militaires à la solde des Etats-Unis, il s'engage dans le MIR (1).

Le Chili, au début des années 1970, est marqué par une mobilisation révolutionnaire des masses. Sous la direction d'Allende, se constitue une coalition d'"Unité populaire", regroupant PC, PS, centristes, qui reçoit l'appui du MIR. Cette coalition va triompher aux élections.

Tout en combattant côte à côte avec les masses contre la réaction, Miguel Cristobal ne partage pas les positions de

l'Unité populaire. En effet, loin de réaliser les importantes réformes espérées et d'appuyer la mobilisation des travailleurs, l'Unité populaire cherche à "concilier" son mandat avec les intérêts de la bourgeoisie chilienne.

Miguel se retrouve dans la gauche du MIR, car il est en désaccord avec cette politique, qui préserve notamment l'état-major de l'armée, présentée comme "démocratique" et "républicaine". Il est, avec un groupe d'autres militants, fondateur de la Ligue communiste, organisation liée au SU (2).

En septembre 1973, l'armée, sous la direction de Pinochet, chef de l'état-major, réalise un coup d'Etat sanglant. Des dizaines de milliers de Chiliens sont assassinés, dont le chef de l'Unité populaire, Salvador Allende. Des dizaines de milliers d'autres sont enfermés dans des stades, battus, torturés, ou "disparaissent".

(1) MIR : Mouvement de la gauche révolutionnaire, organisation d'extrême gauche.

(2) SU : Secrétariat unifié, organisation internationale de la LCR, dont plusieurs organisations se réclamaient au Chili à cette époque.

Miguel Cristobal restera dans la clandestinité dans son pays jusqu'au moment où, après un assez long périple, il débarque en France, où, comme des milliers d'autres Chiliens, il obtient un titre de réfugié politique.

Il n'oubliera pas cette période où la France était véritablement une "terre d'asile", constatant au fil des ans les obstacles toujours plus importants pour l'obtention d'un titre de séjour.

Militant au Chili, il le reste en France. Il se retrouve à la LCR. Peu de temps après son arrivée, il est invité à prendre la parole au congrès de cette organisation, au nom de la Ligue communiste du Chili.

A cette époque, la situation en France est marquée par la constitution de l'Union de la gauche (PS, PC, radicaux).

Dans son discours, tirant le bilan de l'Unité populaire, il insiste sur l'indépendance de classe du prolétariat, sur le danger pour le mouvement ouvrier de collaborer avec les secteurs dits "démocratiques et républicains" de la bourgeoisie. Le discours dépare dans ce congrès.

Très vite, au sein de la LCR, il adhère à la tendance internationale, la Fraction bolchevique (FB), de N. Moreno, qui s'oppose à la direction du SU, et en devient un des animateurs en France.

Avec des militants d'une autre tendance internationale opposée à la politique du SU, la TLT, Miguel Cristobal va participer à une conférence internationale rassemblant les partisans de N. Moreno et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI) (3), dans le but de tirer les leçons de la crise de la IV^e Internationale et d'avancer dans voie de sa résolution.

Refusant de participer à cette œuvre commune, la LCR (et le SU) va exclure bureaucratiquement Miguel Cristobal avec des centaines d'autres militants de la LCR (membres de la FB et de la TLT). Ces derniers vont constituer la Ligue communiste internationaliste (LCI) — dont Miguel Cristobal est un des fondateurs —, qui va très vite fusionner avec l'Organisation communiste internationaliste, participant ainsi au regroupement des forces de la FB, de la TLT et du CORQI à

l'échelle internationale. Ce regroupement portera le nom de "Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale".

Mais alors que Moreno et la direction de son regroupement cherchent à remettre en cause le cadre du Comité paritaire, Miguel Cristobal, au sein de la FB, s'y oppose. Il est persuadé de la nécessité de reconstruire la IV^e Internationale sur la base des principes révolutionnaires.

Après la rupture de Moreno avec le Comité paritaire, Miguel Cristobal, avec d'autres militants de la Fraction bolchevique en France et à l'échelle internationale, va rester dans le cadre de principe qui va donner naissance au plan international à "IV^e Internationale, centre international de reconstruction".

Vivant en France, il se refuse à être un "exilé chilien" dans les cercles "d'exilés chiliens". C'est un révolutionnaire, internationaliste ; la classe ouvrière française est sa classe. C'est pourquoi, très vite, il demande à être dégagé des tâches internationales et à prendre en charge des tâches de construction du parti en France, ce qu'il va faire pendant plusieurs années.

Son militantisme va le mettre en rapport avec des militants antillais et des militants d'Haïti. Il va alors découvrir la question noire. La révolution des Jacobins noirs, l'instauration de la première République noire à Haïti en 1804 comme en écho à la Révolution française de 1789, le marque profondément. Il va chercher à dégager les racines politiques de cette question noire, tout en prenant la responsabilité d'animer le travail de la IV^e Internationale en Afrique.

La rencontre de Miguel Cristobal avec l'Afrique le marque pour toute sa vie. Amené à voyager dans tout le continent, il constate les ravages du pillage des immenses richesses du continent, du paiement de la dette, des guerres...

Dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, il établit des contacts avec les militants du Mouvement de la Conscience noire, qui luttent pour l'émancipation des tra-

(3) La section française du CORQI était l'OCI, qui s'est transformée aujourd'hui en Courant communiste internationaliste (CCI) du Parti des travailleurs.

vailleurs noirs. Il va, durant des années, travailler avec ces militants de l'AZAPO (4), dont certains d'entre eux fonderont plus tard le SOPA (membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples).

Avec la constitution de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples en 1991, à Barcelone, Miguel Cristobal va tisser de nouveaux liens à travers tout le continent africain, notamment dans le cadre du mouvement ouvrier et syndical. Il va être un élément moteur, un artisan infatigable du développement de l'Entente internationale en Afrique.

En février 2000, à Los Angeles, avec les camarades américains, il est l'un des organisateurs du "Tribunal international chargé de juger les responsables de l'évolution meurtrière qui menace l'existence même des travailleurs et des peuples d'Afrique".

C'est le travail réalisé pour la préparation de ce tribunal qui va l'amener à être l'un des premiers à saisir le rôle des ONG, de la société civile, contre le mouvement ouvrier organisé. A travers de nombreux articles, tant dans *Informations ouvrières* que dans *La Vérité*, il va revenir sur toutes ces questions.

L'Afrique et Miguel Cristobal, c'est une longue histoire. Il avait appris à aimer ce continent, et lui-même était apprécié, connu et respecté dans de très larges cercles du mouvement ouvrier et syndical d'Afrique, y compris par des militants qui ne partageaient pas nos positions.

Car tous connaissaient l'attachement de Miguel Cristobal à la défense de ce continent, au combat pour la défense des organisations syndicales, contre la dislocation des nations et contre la guerre.

Et pour cela, il avait compris la place des conventions de l'OIT pour les syndicalistes du monde entier, et en particulier d'Afrique. Depuis plus de dix ans, il était l'un des principaux organisateurs des rencontres ouvrières pour la défense des conventions de l'OIT, qui, sous l'égide de l'Entente internationale, se tiennent à Genève à l'occasion de l'Assemblée annuelle de l'OIT avec des militants et responsables syndicaux du monde entier.

Ces deux dernières années, la maladie l'avait écarté des tâches actives. Mais il continuait à venir régulièrement au local,

rassemblant les documents, écrivant des notes, des articles, des revues de presse, notamment sur l'Afrique.

Lors des réunions internationales à Paris, il était toujours présent, retrouvant avec plaisir ses camarades de l'Internationale, notamment d'Afrique. C'est ainsi qu'il avait tenu, malgré son extrême fatigue, à participer, il y a quelques semaines, à la conférence mondiale de l'Entente internationale à Madrid et à la session du Tribunal Afrique qui s'est tenue à cette occasion.

Ce fut sa dernière réunion. Il est mort le 2 avril 2005.

Pour nous, ses camarades, c'est une très dure perte politique et aussi humaine. Car "Cristo", comme nous l'appelions, était un homme sympathique, ouvert, attachant.

A son fils Thomas, qui comptait tant pour lui, nous exprimons toute notre affection et nos saluts au combattant qu'était son père, qui, de 14 à 54 ans, a passé l'essentiel de sa vie sous le drapeau rouge du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Nous saluons sa compagne, qui est des nôtres, et l'assurons de notre soutien. Nous présentons à ses frères, à ses sœurs ainsi qu'à tous ses proches, toutes nos condoléances.

A tous ceux qui l'ont connu, nous leur disons : gardez le souvenir de ce qu'il a été. Malgré l'exil, les vicissitudes de la vie, il est resté le même homme, qui, adolescent, a rompu avec la carrière militaire pour rejoindre le combat révolutionnaire du prolétariat. Jusqu'à la fin de sa vie, il a lutté pour la construction de la IV^e Internationale et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Ce fut sa vie.

Hommage à toi, Miguel Cristobal !

(4) AZAPO : organisation noire socialiste.

Des messages des sections de la IV^e Internationale ainsi que des messages personnels rendant hommage à Miguel Cristobal nous sont parvenus d'Algérie, d'Azanie, du Burkina Faso, du Burundi, de Côte-d'Ivoire, du Maroc, du Togo, du Brésil, du Chili, des Etats-Unis, de Martinique, d'Espagne, d'Italie, de

Roumanie, de Suisse, de Palestine.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants** : Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Maïté Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0506 G 84847 - ISSN 0294-359X